

france forum

- *Eclatement de la famille ?*
- *L'Europe et les nouvelles technologies*
- *America, America*
- *La révolution aux pieds nus*
- *Décadence de l'Empire romain*
- *Le catholicisme revisité*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Arts et lettres*
- *Simone de Beauvoir*

Evelyne SULLEROT - Jacques MALLET - François FEJTO - Bertrand SCHNEIDER -
François FONTAINE - Jean BOISSONNAT - René PUCHEU - Jean CHELINI - Philippe
SENART - Henri BOURBON - Yvan CHRIST - Jean-Louis DUTRONC - Jean-Yves
CHEVALLIER - J.D. DURAND - Benoit VERMANDER - Etienne BORNE

S'unir pour aller plus loin.

S'unir pour aller plus loin, s'unir pour agir, mais aussi affirmer la diversité des hommes et des femmes qui le composent, c'est la force du Crédit Mutuel.

Union basée sur la démocratie : les sociétaires ont la parole et, originalité significative, ils participent à la désignation des administrateurs et des présidents de chaque Caisse.

Union, source de mieux-être pour chacun : par la redistribution de l'épargne commune sous forme de prêts au plus juste prix, par la mobilisation des investissements au profit de la région, de la qualité de l'environnement et de la promotion de la vie associative, les Caisses mutualistes concourent à l'épanouissement de tous.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.

Crédit  Mutuel

les uns les autres.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 45 44 75 50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire *227-228*

Avril-Juin 1986
25 F

DOSSIERS ET ETUDES

- ECLATEMENT DE LA FAMILLE ? INDIVIDUALISME ?**
PAR EVELYNE SULLEROT p. 2
- L'ECONOMIE EUROPEENNE ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES**
PAR JACQUES MALLET p. 12
- AMERICA, AMERICA, NOTES SUR UN VOYAGE**
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 15
- LA REVOLUTION AUX PIEDS NUS**
INTERVIEW DE BERTRAND SCHNEIDER p. 20
- DECADENCE ROMAINE : UN ACCIDENT**
PAR FRANÇOIS FONTAINE p. 24
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 26
- LE CATHOLICISME REVISITE**
LIVRES RECENTS COMMENTES
PAR RENE PUCHEU p. 30
- JEAN-PAUL II A LA SYNAGOGUE DE ROME**
PAR JEAN CHELINI p. 35

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTERAIRE** PAR PHILIPPE SENART p. 37
- VIENNE 1880-1938** PAR HENRI BOURBON p. 45
- L'AVENIR DES CANAUX FRANÇAIS**
PAR YVAN CHRIST p. 47
- LUCIANO PAVAROTTI : LA SAGESSE ET LA SIMPLICITE**
PAR JEAN-LOUIS DUTRONC p. 49
- DISQUES** PAR MARC DARMON p. 51
- POETIQUE D'HEIDEGGER**
PAR JEAN-YVES CHEVALLIER p. 52

NOTES DE LECTURE

- L'AGE DE TRAVAILLER D'EVELYNE SULLEROT**
PAR RENE PUCHEU p. 58
- LA CRISE DES DEMOCRATIES**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 59
- LES SCIENCES DANS L'HISTOIRE :
INTERPRETATIONS ET PERVERSIONS**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 60
- LE GRAND DERANGEMENT DE JACQUES DARMON**
PAR OLIVIER LE GALL p. 61
- REVUE DES LIVRES ETRANGERS :
MINORITES ET DEMOCRATIE**
PAR BENOIT VERMANDER p. 62

PROPOS DU TEMPS

- UNE CERTAINE IDEE DE LA FEMME**
PAR ETIENNE BORNE p. 66

ÉCLATEMENT DE LA FAMILLE ? INDIVIDUALISME ?

par Evelyne SULLEROT

Le texte que nous publions ci-après est celui de l'exposé qu'a présenté Evelyne Sullerot au Club France-Forum de Paris, le 29 janvier 1986.

Evelyne Sullerot, chercheur scientifique, a participé à de nombreuses études et enquêtes sociologiques nationales et internationales. Enseignante universitaire, elle a été professeur à l'Institut Français de Presse de l'Université de Paris (1964-1968) puis a fait à l'Université de Paris X jusqu'en 1974 le premier cours en Europe sur les femmes. Expert international, elle a réalisé de très nombreuses missions et rapports touchant principalement aux problèmes de la formation professionnelle et de l'emploi, ainsi qu'aux rôles familiaux et aux problèmes socio-démographiques. Membre du Conseil Economique et Social, Evelyne Sullerot a présenté devant cette Assemblée, en 1978, un rapport sur "la situation démographique de la France et ses conséquences économiques et sociales" et en 1983, un rapport sur "le statut matrimonial et ses conséquences juridiques, fiscales et sociales".

Evelyne Sullerot est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels : "Histoire de la presse féminine", Armand Colin, 1964 ; "Demain les femmes", Laffont, 1965 ; "Histoire et sociologie du travail féminin", Denoël-Gonthier, 1968 ; "La femme dans le monde moderne", Hachette, 1970 ; "Pour le meilleur et sans le pire". Fayard, 1984.

Dans sa conférence Evelyne Sullerot s'interroge : "La famille, que les Français disent tant aimer, est-elle menacée de disparaître ? L'enjeu est grave : une société sans responsabilités privées est-elle encore une société ?"

Pour parler de la famille aujourd'hui, je pourrais la comparer à un monument très visité, très aimé et très aimable, mais en grand danger.

Pourquoi "monument" ? Parce que, après avoir connu (encore que ce ne fut guère le cas en France, sinon un peu dans les régions méridionales) la famille dite "large", c'est-à-dire un lieu où vivaient les collatéraux en même temps que le patriarche et ses descendants ; après avoir connu beaucoup plus largement la famille "nucléaire", c'est-à-dire le père, la mère et les enfants, (il suffit de traverser la France pour voir que, dans toutes nos campagnes, les petites maisons qui la parsèment étaient faites pour un ménage et ses enfants, et non pour des familles larges : on quittait son père et sa mère au

moment où l'on se mariait et on créait une autre famille "nucléaire") ; maintenant, nous connaissons ce qu'on pourrait appeler la famille à étages. En France, la réalité familiale se présente comme une tour, ou une pagode à étages de générations différentes, vivant chacune séparément, mais ayant entre elles des relations fortes et fréquentes : les enfants, les parents, les grands-parents, les arrière-grands-parents. Les grands-parents sont beaucoup plus nombreux qu'ils ne le furent et jouent un rôle peut-être plus important dans la vie familiale que ce ne fut le cas pendant longtemps.

Dans une société, on ne "compte" (on ne dénombre) que ce qui "compte", (que ce qui a une certaine importance). Les statistiques nous renvoient ainsi toujours l'image de ce qui compte dans une société. Or nous

n'avons pas de moyens de vous dire à l'heure actuelle combien il y a de grands-parents en France, parce qu'on ne les a jamais comptés ! On pense cependant que 10 à 12 millions de personnes sont grand-père ou grand-mère.

A l'heure actuelle, 70 % des familles françaises comportent trois étages : enfants/parents/grands-parents. Il faut en ajouter 25 % qui, elles, comportent quatre étages : enfants/parents/grands-parents/arrière-grands-parents. Toutes les études montrent que les rapports entre ces générations sont chaleureux. C'est pourquoi je disais que ce monument, en forme de pagode est bien vivant, aimé et aimable. Cette famille à étages est considérée encore à l'heure actuelle (peut-être pas pour longtemps) par les Français comme la valeur numéro 1, désignée par eux comme la valeur à laquelle ils tiennent le plus. L'Institut de sondages B.V.A. a constitué une banque de tous les sondages parus depuis 10 ans. Or, quand on appuie sur l'"entrée" famille de cette banque, on récolte tous les sondages qui ont paru sur la famille, et ceux où la famille figure dans une question. On ne peut manquer d'être impressionné par les réponses, à majorité écrasante (80 à 90 %) en faveur de la famille, valeur n° 1. Dans une enquête à laquelle le professeur Stœtzl a présidé, où on demandait aux Français quelles étaient les valeurs pour lesquelles ils accepteraient de sacrifier leur vie, "ma famille" est venue en tête des valeurs pour lesquelles on ferait le sacrifice de sa vie. Il est très intéressant aussi de constater que, même chez les jeunes, la famille est une valeur cotée très haut.

Je disais également qu'aujourd'hui la famille est "aimable". Je veux dire par là qu'elle n'a plus guère à voir avec la rude et lourde institution hiérarchique qui pesait beaucoup sur ses plus jeunes membres. Dans la famille d'hier, l'autorité maritale et la puissance paternelle écrasaient beaucoup les autres rôles dans la famille. Il ne s'agit plus, non plus, d'une famille entièrement soudée autour d'intérêts matériels communs, ne tenant ensemble que par la possession de troupeaux ou de champs ou se disputant des magots. Nous sommes loin du : "familles, je vous hais" que Gide proférait en 1898. La famille est vécue aujourd'hui comme une cellule liée par des liens affectifs qu'elle aime célébrer par des fêtes. Toutes les enquêtes montrent que jamais on n'a autant soufflé de bougies d'anniversaire en famille, jamais on n'a autant réuni les membres de la famille pour divers prétextes, pouvant être prétextes à fêtes. On s'aime plutôt qu'on ne se craint en famille ; on se le dit davantage, tout particulièrement dans les milieux ruraux. Il m'est arrivé de faire des enquêtes très précises sur la manière dont s'adressent les uns aux autres les membres de la famille, de quoi sont faits les rapports quotidiens, comment se manifestent les liens familiaux. Quel contraste entre ce que racontent maintenant les agriculteurs de la réalité quotidienne de leur vie familiale, et ce qu'ils rappellent du passé où, disaient-ils, on ne s'embrassait guère qu'aux enterrements... Aujourd'hui, on voit même dans les milieux ruraux des maris apporter le petit déjeuner à leur femme et d'autres leur offrir des fleurs, ce qui, pour des agriculteurs, est tout de même quelque chose !

Cette aimable famille aimée, qui aime à se fêter, évite également de se disputer. Selon les enquêtes très fines faites par Louis Roussel et son équipe sur les relations entre les jeunes parents et les grands-parents, on s'aperçoit qu'à l'occasion de ces réunions de famille (dont il montre la fréquence) on évite les sujets de conversation qui pourraient dégénérer. Ainsi, deux sujets sont souvent écartés : la politique, et l'éducation des jeunes enfants ! Parce qu'il semble que ces sujets pourraient tourner à la discussion aigre, introduire quelque tension dans les rapports et personne ne veut qu'il y ait de tension. Cependant ce langage "gentil", on ne le retrouve pas dans les media offrant des dramatiques à sujets familiaux. La famille lieu de haine et de dureté apparaît dans plusieurs téléfilms que nous avons pu voir ces toutes dernières années. Il n'est que de citer le film qui a passé à la télévision récemment : "A nos amours". Il donne de la famille l'image la plus exécrationnelle, le degré zéro de la culture, du sentiment et des rapports humains. Je ne peux pas, dans cette salle, donner des échantillons des dialogues échangés entre les membres de la famille dans ce type de film apparu depuis deux ans. Il y a plus qu'une forte agressivité dans les dialogues, une sorte de violence gratuite. Cette nouvelle mode apparaît dans les media depuis peu. Alors qu'elle prétend rendre compte de la famille plutôt idyllique que je viens de retracer...

La famille se fissure gravement

Mais ce beau monument, cette belle pagode à étages, à tant d'étages qui communiquent, entre lesquels sonnent les téléphones, s'échangent des cadeaux, se prête de l'argent, ce monument où l'on se fête, son étage inférieur est en train de se fissurer gravement. La famille nucléaire jeune, celle sur laquelle repose la pagode, ou bien ne se forme pas, ou bien éclate très rapidement. Tout ceci depuis 1972, date qui va être importante dans mon exposé, car c'est la date à laquelle, à la fois, commencent l'effondrement des mariages et l'augmentation des divorces. De 1972 à 1986 : 14 ans nous séparent de cette date. Et 14 ans nous séparent de l'an 2000. Il est intéressant de voir ce qui s'est passé pendant ces brèves quatorze années dernières et se demander ensuite ce qui peut advenir au cours des quatorze années qui nous séparent de la fin du millénaire.

Ce que je dois décrire est un éboulement sans précédent, qui a commencé par la chute des mariages. Il faut d'abord attirer l'attention sur la stabilité de l'institution du mariage jusqu'alors en France. Bon an, mal an, le nombre de mariages en France revenait si fidèlement qu'un démographe du passé, Quételet, jugeait qu'il était plus régulier que les faits de nature, c'est-à-dire en somme que la récolte des pommes ou la récolte des noix étaient moins régulières que le nombre des mariages annuel. Effectivement, on s'aperçoit, en étudiant les chiffres des mariages depuis 1800, que nous avons conservé à peu de chose près le même taux de nuptialité, sauf pendant les périodes de guerre. Et ces périodes exceptionnelles sont d'autant plus intéressantes, dans ce paysage

de stabilité, que si elles empêchent les mariages pendant un certain temps, le rattrapage qui suit est extrêmement rapide. Par exemple, entre 1914 et 1918, on a compté plus de 8 millions de mobilisés. Beaucoup d'entre eux, qui n'étaient pas mariés, ont été envoyés au front. Il y a donc eu un déficit en mariages tout à fait considérable. Mais, dès novembre 1918, on voit se rattraper ce déficit en mariages, qui sera comblé à la fin de 1919. Mes propres parents se sont mariés alors, à la mairie du 14^e arrondissement de Paris. Il existe une fort grande place devant la mairie du 14^e. Eh bien ! les couples à marier faisaient la queue jusqu'au milieu de la place ! Ayant beaucoup attendu, mon père a chronométré le temps exact qu'ont mis les édiles à le marier : on avait mis une minute 3/5^e ; j'ai souvent entendu raconter cette histoire. Une minute 3/5^e parce qu'on mariait à la chaîne. En 1919/1920 on avait à peu près rattrapé le déficit creusé par la guerre.

En 1940, au cours de la dernière guerre, la France a eu 850 000 prisonniers de guerre, dont beaucoup étaient des candidats éventuels au mariage, des jeunes en âge de se marier. Je voudrais rappeler (car les jeunes d'aujourd'hui prennent prétexte de l'incertitude des temps pour ne pas se marier), je voudrais rappeler ces prisonniers dans leurs Stalags et leurs Oflag qui, seuls dans leur camp en Allemagne, se sont mariés à des jeunes filles qui allaient en France occupée, seules dans une mairie, devant un officier d'état civil ; des centaines de kms les séparaient. Ils ne pouvaient pas se voir, pas même une heure. Ils ne pouvaient que s'écrire. L'un et l'autre s'engageaient, sans être sûrs non pas des lendemains mais même de ce qui allait leur arriver quelques heures plus tard. Ils n'étaient pas maîtres de leur destin. Je me rappelle la lettre d'un de ces prisonniers qui s'était ainsi marié par procuration. Il remarquait : "Désormais, je n'ai sur moi qu'une seule chose à moi, c'est mon alliance."

Néanmoins, la guerre de 1939/45 a entraîné un déficit en mariages considérable. Mais 1946 a été une année record de mariages et on a rattrapé assez rapidement le rythme, pour avoir ensuite des années très pleines. On a vu même un rajeunissement de l'âge moyen au mariage.

En 1972, on a célébré 417 000 mariages en France, ce qui était tout à fait normal, vu les effectifs en présence en âge de se marier. Pour donner la mesure de la baisse qui, à partir de 1972 a affecté tous les ans le nombre des mariages, voici le nombre des mariages des trois dernières années : 1983 : 300 000 ; 1984 : 280 000 et 1985 : 270 000, au lieu des 420 000 que nous aurions dû compter, vu les effectifs en âge de se marier en présence. Nous sommes là dans du "jamais vu" sociologique. Jamais en France, on n'a vu une chute du mariage aussi importante et aussi continue et ne s'expliquant pas par des événements extérieurs qui l'imposeraient.

Il ne s'agit pas d'un changement de calendrier de constitution des familles, il ne s'agit pas d'un recul de l'âge au mariage, auquel on aurait pu d'ailleurs s'attendre. Dans les années 50, on avait constaté une avance du

calendrier de mariages, on s'était mariés un peu plus jeunes, on avait eu ses enfants un peu plus jeunes, on s'était arrêté un peu plus jeunes d'en avoir. Quand, à partir de 1972, on a compté moins de mariages, certains ont pensé qu'il s'agissait d'un recul de l'âge du mariage : les études sont plus longues, il est plus difficile de trouver un travail stable, il y a beaucoup moins de réprobation sur les unions libres etc... donc les jeunes vont attendre un peu pour se marier et nous allons trouver une nuptialité supérieure à des âges comme 28/29/30 ans. Or, rien de cela ne s'est produit. Les déficits en mariages se sont poursuivis en 1974/75/76, etc... Tous ces déficits se sont ajoutés les uns aux autres pendant 13 ans et maintenant nous sommes devant un "stock", je dois bien appeler cela ainsi, un "stock" de mariages non conclus de plus d'un million ! C'est-à-dire que nous comptons dans notre société environ deux millions de célibataires de plus que de ce que nous aurions eu si les choses avaient continué comme elles avaient coutume de se dérouler depuis 175 ans.

Pour mesurer la nuptialité, le nombre de mariages pour 1000 habitants, ou "taux de nuptialité" est une mesure assez insatisfaisante. Car dans une population qui vit beaucoup plus longtemps, une population qui vieillit, ce taux diminue. On dit qu'il est sensible à la structure par âge. On a donc cherché un indicateur plus précis, qui est "l'indice de nuptialité". Indice construit, il exprime la proportion des hommes d'un côté, des femmes de l'autre, qui resteront célibataires jusqu'à cinquante ans (parce qu'après 50 ans, ils ont peu de chance de convoler). Cet "indice de nuptialité" indiquait qu'en France environ 90 % de chaque génération se mariaient avant 50 ans. Les personnes encore célibataires à 50 ans comptaient selon les générations pour 8 %-10 %. Maintenant, on est passé de 90 % de mariés avant 50 ans à 50 % seulement. L'indice de nuptialité a été d'environ 50 % en 1985. De 90 % à 50 % ! En treize ans ! Extraordinaire bouleversement !

Ce bouleversement est encore accusé par l'*accroissement des divorces*, qui date de la même année 1972. C'est en 1972 que s'infléchit brutalement la courbe du nombre annuel des mariages et que se dresse vers le haut, fort rapidement, la courbe du nombre annuel des divorces. Dans les années 60, le nombre annuel des divorces tournait autour de 40.000. Or on en compte en 1984 : 103.000 et en 1985 : 109.600 ! Exprimée en taux de divortialité, c'est-à-dire en proportion d'unions qui se défont, cette évolution montre qu'on est passé de 1 divorce pour 10 mariages à 1 divorce pour 3,2 mariages. Et, dans certaines villes, par exemple Toulouse, ou Paris qui s'en approche, 1 divorce pour 2 mariages. En outre, ces divorces sont prononcés de plus en plus souvent dans les cinq premières années du mariage. Cette date clé qui signe l'accroissement des divorces, 1972, c'est trois ans avant la réforme du Code Civil qui allait introduire le divorce par consentement mutuel. Ce n'est donc pas le changement de la loi qui a provoqué cette augmentation des divorces. Disons plutôt que cette augmentation des divorces traduisait un changement, une poussée des

mœurs. Rappelons l'adage bien connu des juristes : "Quid leges sine moribus ?" (que seraient les lois sans les mœurs ?) Il est certain que là nous avons connu un bouleversement des mœurs avant que la loi ne change. Après le changement de la loi, après l'introduction du divorce par consentement mutuel, la courbe continue d'augmenter très rapidement, mais à peu près à la même allure qu'elle avait prise depuis trois ans.

À la même époque, surtout depuis 1975, on constate une chute impressionnante des remariages des divorcés. Naguère, les divorcés, particulièrement de la trentaine, se remariaient dans les deux ans qui suivaient le divorce pour la plupart d'entre eux. On disait souvent qu'ils "sautaient d'un mariage dans l'autre". Le pourcentage des divorcés se remariant est tombé de moitié en quelques années. N'oublions pas, quand nous parlons d'union libre, de concubinage, qu'il ne s'agit plus de "cohabitation juvénile" seulement. Les divorcés ne se remariant pas, beaucoup de couples concubins sont formés d'un divorcé et d'une célibataire, d'une divorcée et d'un autre divorcé etc...

Dans le même temps, une autre donnée a bougé et je crois que c'est celle qui a bougé le plus vite : *l'augmentation du nombre des enfants nés hors mariage*, les enfants qu'on n'appelle plus illégitimes mais "naturels". Les naissances hors mariage par rapport au nombre des naissances vivantes en France formaient un pourcentage chaque année d'environ 5,8 % - 6 % - 6,2 % dans les années 60. L'année dernière, leur proportion a dépassé 20 %. C'est dire qu'il s'agit d'une augmentation d'une rapidité extrême. En 1975, on a compté 55.000 enfants nés hors mariage dans l'année. En 1985, le chiffre avoisinera 150.000. En deux ans, entre le moment où j'ai écrit mon livre et celui où je vous parle, la proportion de naissances hors mariage est passée de 1 sur 7 à 1 sur 5.

Toutes ces évolutions vont accroître le nombre des concubins. Cependant je ne donnerai pas de statistique du concubinage parce que je les tiens pour peu fiables, très approximatives. Les spécialistes du recensement savent très bien cette difficulté. Si on compare par exemple les données du recensement qui a été réalisé en février 82 avec les données obtenues à l'enquête emploi INSEE de mars 82 - la même année - on constate des différences telles dans les déclarations des célibataires et divorcés que, honnêtement, on ne peut pas avancer de chiffres sérieux.

La seule chose qu'on puisse dire, à partir non plus du recensement mais d'enquêtes, c'est que *le concubinage est devenu majoritaire chez les moins de 30 ans*. Parmi les moins de 30 ans, on compte davantage de couples en union libre que de couples mariés. D'autre part, ces couples se séparent très vite, contrairement à ce que croit une grande partie de l'opinion. Beaucoup de jeunes, en effet, affirment que les couples concubins sont souvent très stables. C'est peut-être vrai pour certains. Mais cependant les enquêtes montrent qu'ils se séparent encore plus souvent et plus vite que les couples mariés.

Restent deux évolutions à ajouter à ce tableau : d'une part, les "familles mono-parentales" que je préfère appeler "*foyers mono-parentaux*" composés de un ou des enfants vivant avec un parent, l'autre parent étant soit décédé, soit divorcé, ou ayant abandonné le parent célibataire qui reste avec l'enfant. En 1975, on en comptait 723.000 ; maintenant, ces foyers mono-parentaux dépassent largement le million. En leur sein, de moins en moins de célibataires et de veuves, et de plus en plus de foyers de célibataires et de divorcés, surtout de divorcés. C'est d'ailleurs pourquoi je me refuse à les appeler "familles" mono-parentales : parce que, si je crois ce terme tout à fait justifié quand il s'agit d'une famille de veuf ou de veuve (l'un des parents est mort, les enfants ou l'enfant n'ont qu'un parent), il me semble que c'est tout à fait rude pour le parent resté lui aussi vivant que d'appeler "famille mono-parentale" un foyer composé d'un enfant et de sa mère divorcée, car l'autre parent existe toujours, cherche à voir son enfant, lui écrit, le suit, l'entretient souvent. "Mono-parental" est un terme forcé. L'enfant n'a pas un seul parent, il en a tout de même deux !

On peut me chipoter sur ma réticence à appeler "famille" le seul segment mère/enfant quand le père vit toujours et se manifeste, mais je pense que personne ne me disputera le droit de ne pas appeler "famille" les personnes qui vivent seules. Or les recensements montrent que non seulement il y a en France beaucoup de solitaires qui subissent leur solitude (je pense particulièrement aux personnes âgées) mais encore il existe des *solitudes choisies*. C'est un phénomène nouveau, le dernier de la série que je suis en train de décrire, et le plus sociologiquement significatif, que le choix, par des êtres jeunes appartenant généralement à des milieux élevés et de niveau d'éducation supérieure, que de *préférer* vivre seuls, tout en ayant une vie sexuelle, amicale, culturelle, professionnelle etc... Plutôt que la vie commune, ils nous disent préférer vivre seul chez soi : "J'aime bien dormir quand je veux. J'aime bien recevoir qui je veux. J'aime meubler mon studio comme je veux etc..." Je vous rappelle qu'au dernier recensement en 1982 on a dénombré 1.300.000 moins de quarante ans qui déclaraient vivre seuls.

Caractéristiques et causes de ces évolutions

Les caractéristiques de ces évolutions ? d'abord toutes convergent. Elles forment un tout, qui révèle un bouleversement d'une rapidité tout à fait stupéfiante ? Aucun phénomène démographique n'a été aussi rapide. Même la chute de fécondité n'a pas été aussi vite que cet ébranlement de ce qui était la famille.

Le refus du mariage qui a débuté vers 1972 a concerné, au début, une population très typée : cadres supérieurs, professions libérales, ayant une éducation de niveau supérieur, habitant les grandes villes, etc... Maintenant le phénomène s'est très largement répandu dans les milieux intermédiaires, cadres moyens, employés, ouvriers. Il touche même les campagnes, alors que, pendant long-

temps, le village, groupe primaire le plus jaloux de la vie des autres, commentant la vie de chacun de ses membres, surveillait ce qui se passait en son sein. Même les villages maintenant, connaissent (toutes les assistantes sociales rurales vous le diront) un très fort accroissement du refus du mariage et des unions libres. Autre caractéristique généralement : les couples qui ne se marient pas travaillent tous les deux. On ne peut accuser le chômage de provoquer le refus du mariage.

Le peuple des divorcés n'est pas sociologiquement semblable. La catégorie socio-professionnelle qui connaît le plus haut taux de divorces est la catégorie "personnels de service", ensuite les ouvriers, puis les employés, cadres moyens etc... Il ne s'agit donc pas de la même population, sociologiquement, que celle qui a refusé le mariage. Par la suite, les deux phénomènes s'élargissant beaucoup les concubins et les divorcés sont moins distincts. Ce sont des populations qui s'ajoutent plutôt qu'elles ne se succèdent. D'autre part, il est intéressant de remarquer que deux divorces sur trois sont demandés par les femmes, qu'il s'agisse des divorces par faute demandés largement par les femmes, ou qu'il s'agisse des divorces par consentement mutuel : la plupart du temps, c'est la femme qui le demande et l'homme dit qu'il est d'accord dans un second temps.

Mais, c'est surtout du changement remarquable constaté chez les parents des enfants naturels que je voudrais parler. Naguère, voici quinze ans seulement, 80 % des enfants hors mariage n'étaient reconnus que par leur mère seule, mère célibataire abandonnée qu'on appelait encore parfois "fille-mère". 20 % étaient reconnus par le père et la mère, mais il s'agissait souvent de "reconnaisances de complaisance" et le père qui donnait son nom ne vivait pas auprès de l'enfant. A l'inverse, en 1985, 80 % des enfants naturels (des quelques 150.000 enfants naturels) nés dans l'année ont été reconnus par *le père et la mère*. On constate donc un renversement complet. Les naissances hors mariage ne se produisent plus, non plus, dans les mêmes milieux. Non seulement le père reconnaît l'enfant, mais, dans la plupart des cas, vit avec lui. On est en présence de ce que l'on peut appeler une "famille naturelle". Cette "famille naturelle" est volontairement hors mariage.

Comment ne pas souligner une des caractéristiques de toutes ces évolutions : *on ne peut plus savoir si certaines des situations marginales du mariage sont subies ou sont délibérément choisies*. C'est peut-être là un des aspects les plus perturbants des évolutions actuelles pour la protection sociale, pour le travail social. Il faut venir en aide aux personnes qui se trouvent abandonnées et dans une situation difficile, marginale de la famille stable, sans l'avoir voulu. D'autre part, il faut savoir qu'un nombre de plus en plus grand de ces situations marginales du mariage ont été délibérément choisies. Doit-on favoriser ces choix ?

Prenons un peu la mesure des faits que je viens rapidement d'esquisser : que va-t-il advenir, par exemple, de la génération des jeunes gens et des jeunes filles qui ont eu

25 ans l'année dernière ? Eh bien, 50 % seulement se marieront, la moitié, dont un tiers va rapidement divorcer. Des enfants qui vont naître de cette génération, on peut calculer qu'entre un sur deux et un sur trois ne connaîtra pas son père et sa mère vivant ensemble au même foyer. Voilà qui donne une idée des problèmes qui vont se poser aux enfants, et dans la famille. Vous voyez que ma belle pagode de la famille à étages est véritablement fissurée à la base !

Une personne sur deux seulement qui va se marier : cet indice du moment (1985) a-t-il une valeur prédictive ? Non, certes, cela peut changer. Mais il faut comprendre que, ou bien nous allons conserver cette situation que je viens de décrire ou bien il faudrait la queue aux mairies, la ruée vers le mariage, ne serait-ce que pour rattraper l'énorme déficit en mariages accumulé depuis plusieurs années.

On peut s'interroger sur *les causes de telles évolutions*. Naturellement, on ne peut pas ne pas être intrigué par cette curieuse date, 1972, que signale le double mouvement des courbes des mariages, vers le bas, et des divorces, vers le haut. 1972, c'est avant la crise, c'est avant le choc pétrolier d'octobre 1973. On pourrait presque dire que c'est la dernière année d'une prospérité qui s'habituaient aux indices, toujours augmentés de productivité. J'aimerais mieux dire que c'est l'année où arrive à l'âge de fonder une famille, à l'âge de la fécondité, une génération rupture, une génération vedette : les enfants du bébé-boom d'après guerre, ces générations beaucoup plus nombreuses, qui ont fait éclater toutes les structures trop petites pour eux, qui ont fait éclater les maternelles, les écoles, les universités, qui ont eu 20 ans en 1968 et qui l'ont fait savoir ! On pourrait dire, d'une certaine manière, que cette génération a traduit dans ses comportements réels les idées agitées en 1968. Ce que je viens de décrire, ce sont, traduites en comportements familiaux, sexuels, sociaux, les idées véhiculées par 1968. C'est une génération, d'autre part, qui a eu des parents très culpabilisés. Culpabilisés en tant que parents, comme auparavant quand ils étaient enfants. Je peux en parler. Je suis de cette génération de parents. Excusez l'exemple un peu trivial mais, quand nous étions enfants, si nous faisons pipi au lit, c'était notre faute. Quand nos enfants ont fait pipi au lit, ce fut notre faute à nous parents. Quand, enfants, nous faisons des fautes d'orthographe, c'était notre faute. Quand nos enfants ont fait des fautes d'orthographe, ce fut notre faute, à nous, parents. Nous avons vécu une longue suite de culpabilisations. Il suffit de relire certaines publications consacrées à la famille pour s'en persuader. On est passé alors de l'éducation offensive à l'éducation permissive. Nous avons été, devant la contestation de nos enfants, des parents "édredon" qui n'ont pas beaucoup joué de rôle de censeurs.

Au nombre des causes à aligner, il convient de remarquer qu'il n'est pas question de chômage. Les évolutions chiffrées que je vous ai données : baisse des mariages, augmentation des divorces, sont strictement les mêmes en Suisse. Or, la Suisse ne connaît pas de chômage. Non,

on ne peut incriminer la crise. C'est autre chose. Non, il s'agit plutôt de la prospérité. Une prospérité qui se traduit par des revenus individualisés et non plus par un patrimoine qu'une famille exploite ensemble. Je dirais même que non seulement les revenus sont de plus en plus personnalisés, de plus en plus individualisés, mais même les allocations. Nous allons peu à peu vers un système où chaque allocation se veut plus personnalisée et non plus "familiale". Cette prospérité se traduit aussi par un plus grand nombre de logements individualisés. Même si on parle de crise du logement, cela n'est en rien comparable à ce qu'on a connu naguère ou à ce que connaissent d'autres pays. En URSS, où il n'y a aucun frein moral à l'union libre, on se marie pour tenter d'obtenir un logement, parce qu'il faut s'inscrire sur une liste, et encore attendre longtemps. Même chose dans le riche Japon où il est très difficile de trouver des logements. Nous, ici, avons vécu dans une société qui peu à peu en est venue à l'idée que chacun devait avoir sa chambre. Chacun sa clé. Chacun son logement. Le "chacun sa chambre", je l'ai entendu il n'y a pas très longtemps dans un colloque sur les HLM. Une psychologue se plaignait, indignée : "c'est vraiment tout à fait préoccupant, il y a encore des HLM où les enfants sont à deux par chambre !" Or, sur toute la surface de la terre, depuis que le monde est monde, il n'y a pas eu beaucoup d'enfants qui ont eu chacun leur chambre ! Je dirais même que cela doit être l'exception par rapport à l'expérience de l'ensemble des êtres humains. Cette psychologue déclarait que n'avoir pas sa chambre à soi n'est pas "normal". Dans ce cas là nous sommes presque tous anormaux, si, véritablement, il faut que chacun ait sa chambre pour ne pas avoir de complexes ! La prospérité a accouché de l'individualisme. Chacun sa chambre, chacun sa clé, chacun son logement.

Au chapitre des causes, il faut mentionner aussi la maîtrise de la fécondité par les femmes, ce qui représente une mutation, c'est-à-dire non pas une mode, non plus un cycle, mais, vraiment, un changement complet, dont nous ne connaissons pas encore toutes les conséquences. Cette mutation a séparé d'une part la sexualité et d'autre part la procréation. Quand on sépare ainsi deux domaines, on instaure une liberté. La possibilité a été donnée aux femmes d'exercer leur liberté sur l'un ou l'autre domaine. Ainsi a été rendu possible une poursuite de l'épanouissement sexuel personnel, poursuite de "soi", pourrait-on dire, qui culminait dans les années 1972/73/74/75. Alors l'on entendait parler de "réalisation de soi", il fallait "se réaliser" sexuellement, "se réaliser" professionnellement etc...

Il faudrait mentionner encore la diminution très brutale du rôle des religions dans la vie privée des individus. En ce qui concerne la religion catholique, il existe une doctrine sur la procréation, mais cette doctrine n'est pas suivie et ceux qui auraient fonction de la redire aux fidèles n'insistent guère pour l'imposer, sous prétexte qu'"il faut comprendre", "il ne faut pas condamner", "tout a beaucoup changé". Il est tout à fait évident que les ministres du culte, protestants ou catholiques, ne don-

nent plus guère de conseils dans ces matières délicates et ne sont plus que rarement le recours moral en matière de vie privée. On dirait qu'ils se sont laissés prendre ces rôles par les "psy", par les "conseillers" (puisque maintenant il faut des conseillers à tout propos). Naturellement, les conseillers tendent à analyser la situation de l'individu qui vient à eux en tant qu'individu et à aider à la "réalisation" de cet individu.

Quel système de valeurs ?

Quel système de valeurs distingue-t-on derrière toutes ces évolutions ? D'abord, pour les jeunes, actuellement, le sexuel est tout à fait du domaine "privé" et ne confère ni statut social, ni rôle social. Je veux dire par là pour parler brutalement : "Ce n'est pas parce que je couche avec elle qu'elle doit s'appeler Madame, avoir la bague au doigt, un statut social de femme mariée. Ce n'est pas pour cela que je dois devenir son époux, avec un rôle d'époux, etc..."

Evelyne Sullerot

De ce fait, se manifeste une prééminence très grande du couple, dans ce qu'il a de plus intime, sur la famille. Je voudrais attirer un instant votre attention sur ce mot "couple", que vous entendez depuis des années constamment : on ne l'utilisait pas ainsi avant la dernière guerre. Avant la guerre, quand on parlait de "couple" ou bien il

s'agissait d'animaux : un couple de pigeons, par exemple, ou bien, lorsqu'il s'agissait des êtres humains, on faisait ainsi allusion au physique. On disait : "un couple de danseurs", ou bien : "ils forment un beau couple". Mais pour les personnes vivant ensemble, on disait : "un ménage". Un "jeune ménage", un "gentil ménage", un "bon ménage", un "mauvais ménage", "se mettre en ménage", etc... Quelle différence avec l'actuelle "valeur couple" ! "Être un vrai couple" ! C'est ce qu'on va chercher auprès des conseillers conjugaux (qui ne sont plus uniquement "conjugaux" d'ailleurs, car ils reçoivent et conseillent aussi bien les non mariés aujourd'hui). *Les jeunes gens cherchent à constituer un "vrai couple" et non plus à "fonder une famille"*. "Être un couple" : cette valeur extrêmement importante est plutôt de l'ordre de la fusion, donc de l'intensité, que de l'ordre de la durée. Entre ces valeurs il y a opposition : la recherche de la fusion, de l'intensité dans l'instant, récuse en quelque sorte l'engagement pour la durée, qui ne peut être du même ordre.

Au faite de ce système de valeurs largement partagé par les jeunes, il y a la *tolérance*. Je crois maintenant que la tolérance est devenue la valeur morale n° 1. Il est vrai, cette tolérance c'est souvent seulement : "Je n'accuse personne. Chacun fait comme il veut. Cela les regarde. C'est leur affaire, pas la mienne etc...". La tolérance a un pôle extrêmement positif que j'appellerais l'amour du prochain, la générosité. (Encore que "l'amour du prochain", on ne veuille plus en entendre parler, pas plus que du mot "charité", tout à fait rejeté. On l'estime mêlé, teinté, connoté d'hypocrisie). On préfère parler de "respect de la différence" de l'autre. Dans la pratique de la valeur "tolérance", on découvre une très grande générosité au pôle positif et, à l'autre bout, au pôle négatif, l'indifférence.

Autre grande valeur vénérée de nos jours, *l'autonomie*. L'autonomie a remplacé l'honneur, la "gloire" du 17^e siècle. L'autonomie, c'est "ne pas dépendre de", ne pas être "aliéné" : c'est "ne pas se sacrifier pour". C'est "être soi", être soi physiquement, dans son corps, dans sa santé, dans son psychisme. C'est avoir, en même temps, son autonomie financière, son autonomie culturelle, son autonomie à tout point de vue. Même dans l'espace. Je parlais de logement tout à l'heure : être autonome, c'est aussi disposer de son espace. C'est également être autonome dans sa tête et dans son cœur. Ce qui conduit à cette grande affirmation de beaucoup de psychologues aujourd'hui : "Pour aimer l'autre, il faut commencer par s'accepter et par s'aimer soi-même". Je ne puis m'empêcher de m'interroger sur la vérité de cette succession d'exigences. S'il faut attendre de s'aimer soi-même pour aimer l'autre, peut-on parvenir un jour à aimer autrui ? Ne peut-on aimer en s'oubliant soi-même ?

Cet ensemble de "valeurs" conduit au refus de s'engager envers autrui. Refus de l'engagement. Aucun des deux partenaires ne se croit en mesure d'assumer l'autre dans le sens fort du terme. On dit beaucoup que c'est un refus de "l'institution" qu'est le mariage. Je demeure

sceptique. En effet, les mêmes qui refuseraient l'institution se font faire des certificats de concubinage à la mairie et les adressent à la Sécurité Sociale, qui est aussi une institution ! Il m'apparaît surtout qu'il s'agit avant tout d'une très grande difficulté à s'engager. Le refus de l'engagement, c'est peut-être ce qui fait la différence entre *l'individualisme* et le *personnalisme*. S'il respecte l'individu, le personnalisme n'imagine l'individu que s'engageant aussi pour autrui. Beaucoup de jeunes aujourd'hui ne pensent pas pouvoir, sans hypocrisie, s'engager pour l'avenir, soi à autrui. Cela leur semble très difficile. En conséquence leur couple apparaît une relation choisie, intense, mais précaire. Et qui n'apporte donc pas de sécurité affective. La liberté de l'autre doit être respectée, chacun exigeant que sa propre liberté soit respectée, qu'on ne l'aliène pas. Si quelque chose ne marche pas, si l'un empiète sur la liberté de l'autre, si se produisent des heurts, des frictions, si l'autonomie de l'un des partenaires est touchée, alors on se sépare. Le "couplisme", le culte du couple que nous avons connu ces dernières années conduit en somme à l'individualisme. Le couple tel qu'on le recherche est une aventure tout à fait miraculeuse, qui signifie, pour un temps, le "moi" de chacun. Ce n'est pas du tout le prélude à une famille. Ce n'est pas du tout l'assise de la transmission, de la transmission d'une culture, de la transmission d'une tradition familiale. Si la vie en couple porte atteinte au "moi", s'il faut supporter, céder, composer avec l'autre, perdre de son autonomie -on renonce à l'entité couple, et naturellement à la famille qui pourrait en être issue.

Cet ensemble de valeurs que je viens de retracer témoigne d'une grande honnêteté, d'ailleurs, mais est porteur de beaucoup d'angoisses. Le choix de l'intensité, le refus de la durée, sont à terme gros d'angoisse. Les contraintes et les devoirs que certains d'entre nous avons connus étaient bien lourds à supporter. Mais, en même temps, ils étaient à notre insu peut-être structurants. Toutefois, de nos jours, il est extrêmement difficile de transmettre des contraintes à ses enfants. On n'a pas tellement envie de transmettre des contraintes à ses enfants.

La sécurité qu'on ne donne plus à l'autre et qu'on n'attend plus de l'autre, qu'on ne se sent même plus le devoir d'assurer pleinement à l'enfant, on l'attend de plus en plus de l'Etat. Insidieusement, on voit se profiler l'Etat-mari, l'Etat-papa, qui remplacerait les engagements privés. Les assistantes sociales le savent, qui vous diront la phrase qu'elles entendent souvent : "J'ai droit à..." Puisque je ne suis pas mariée, ou que je suis divorcée, ou que j'ai un enfant, j'ai bien droit à... L'Etat doit se pencher sur mon cas et remplir les engagements que le couple n'a pas tenus.

Les lois, les règlements, les dispositions juridiques

Quelques mots enfin sur le fond institutionnel sur lequel toutes les évolutions que je viens de retracer se jouent. Il faut se rappeler que les lois, les règlements, les dispositions dont je vais très rapidement parler ont été

prévus pour des situations hors mariage qui demeureraient rares, des situations hors norme, exceptionnelles, marginales. Ces dispositions n'ont pas du tout été prévues pour un déplacement de la norme. Or, ce à quoi nous assistons statistiquement, c'est à un déplacement de la norme. La notion de norme statistique est vite suivie de celle de norme sociale. La situation actuelle, burlesque parfois, injuste souvent, qui naît de lois qui n'ont pas été faites pour les situations sociales que nous constatons, c'est "la faute à personne". On ne peut désigner un responsable, dire : "c'est tel gouvernement, tel ministre, telle loi." Nous avons trois systèmes : un système de droit civil, un système de droit fiscal, un système de droit social, qui ont évolué tout à fait différemment, et qui ont été en outre submergés, dépassés, par l'évolution des mœurs.

Le système juridique : le droit civil traitant du mariage et de la famille a été profondément changé entre 1965 et 1975. Maintes lois ont été réformées. D'abord la tutelle, la possibilité d'adopter un enfant pour une personne célibataire (ce qui fut certainement une brèche dans le droit de la famille). Ensuite, la réforme des régimes matrimoniaux. Loi sur la filiation. Loi sur l'autorité parentale. Loi réformant le divorce. Ces réformes ont été préparées fort soigneusement, après des enquêtes sociologiques qui ont donné l'exact reflet de la société telle qu'elle était à l'époque où l'on a préparé ces lois, c'est-à-dire dans les années soixante. Leur idée centrale, leur principe a été d'être libérales. Il s'agissait de libérer la personne du carcan de l'institution famille, de l'institution mariage. De libérer la famille de la hiérarchie : plus "d'autorité maritale", de "puissance paternelle". La force de la légitimité était aussi écartée dans le but d'établir plus de justice entre les enfants naturels et les enfants légitimes. Le "caractère sacré de l'union" est aussi une référence qui disparaît. La famille dans un cadre beaucoup plus aéré, doit permettre à homme, femme, enfants de respirer, d'être eux-mêmes et non opprimés par leur rôle. Ce qui est étrange est que dès le moment où le mariage a été régi par des lois beaucoup plus faciles à vivre, on a commencé à ne plus se marier...

Le système fiscal touchant à la famille, lui, à l'inverse, n'a guère bougé depuis le moment où il a été voté, le 31 décembre 1945, où il a été coulé dans le bronze par une Assemblée Nationale unanime - même pas une abstention ! Un ami m'affirme que toutes les lois votées à l'unanimité sont de mauvaises lois... En tout cas, celle-là a été votée à l'unanimité. Contrairement au droit civil (qui a tant changé de 1965 à 1975 que cela pose problème, car l'on ne peut pas en rechanger aisément, on ne vote pas un droit civil comme un budget, tous les ans ! c'est tout de même quelque chose de très fondamental) le système fiscal, lui, n'a pas vraiment bougé ou si peu. Il est maintenant complètement débordé par les mœurs. Il était, en 1945, fondé sur la famille mariée, où l'homme était le seul pourvoyeur qui gagnait de l'argent, la femme ne travaillant pas. Cette femme au foyer était comptée pour une part de quotient. Le quotient conjugal était ainsi l'avantage consenti fiscalement pour asseoir le mariage, défendre le mariage. D'ailleurs, dans l'exposé des motifs de

cette loi, il était écrit et clairement exprimé que ce système fiscal nouveau se voulait d'une part plus juste, considérant le mari et père de famille comme n'ayant pas la même capacité contributive que le célibataire sans enfants ; et ce système d'autre part, se voulait "nataliste et familial".

Un mot des modifications très importantes qu'a connu *le système du droit social* depuis ses origines à la Libération. Il a beaucoup changé. Il a d'abord tenté d'établir une égalité horizontale entre les foyers sans enfants et les foyers avec enfants : donc, allocations familiales selon le nombre d'enfants. Puis, de plus en plus, ont été introduits des essais de réduire les inégalités verticales entre les foyers à revenus bas et les foyers à revenus élevés : donc allocations sans plafond de ressource. Puis dans une troisième phase, il a essayé de compenser les difficultés nées de situations marginales : d'où l'allocation "orphelin", l'allocation de parent isolé, etc...

Quelques résultats des évolutions peu harmonisées de nos trois systèmes de droit civil, de droit fiscal et de droit social : par exemple, la bigamie est interdite par le droit civil, (on n'a pas le droit d'être marié à deux personnes) mais elle est remboursée par la Sécurité Sociale ! En effet, la loi portant généralisation de la Sécurité Sociale a assimilé le concubinage au mariage. Bien rapidement, on s'est aperçu que certains assurés sociaux étaient mariés légalement, mais vivaient avec une concubine à leur charge. Quid de cette concubine ? Les assurances maladies et assurances maternité ont tranché : on la rembourse. Ces assurés qui ont deux "ayants-droit", je ne sais pas comment les appeler ! Les Mutuelles, qui ont dû suivre, se sont trouvées bien embarrassées. Certains de leurs affiliés qui ne payent qu'une seule cotisation ont ainsi deux familles. Il est arrivé qu'on écrive des lettres demandant au mutualiste : "laquelle de ces deux dames doit-elle avoir la couverture ?" Quand on dit : "tirer la couverture à soi", on sait désormais ce que cela veut dire... Nous en sommes toujours là. Dans certains cas, on compte même sur trois personnes, ayant-droit d'un même époux ou concubin... Que signifie alors l'interdiction de bigamie ?

Autre paradoxe : le problème de la preuve. Quand on est mariés, la preuve est simple. On est marié et on ne peut pas prétendre le contraire. Tandis que lorsqu'on n'est pas mariés s'ouvre un éventail de solutions. Par exemple, si on a besoin d'être "assimilé mariés", c'est-à-dire d'apparaître comme concubins, pour tel ou tel remboursement, il suffit d'aller à la mairie demander un "certificat de concubinage". Le maire peut le refuser. Napoléon Bonaparte avait déclaré : "les concubins se passent de la loi, la loi se passera d'eux", en conséquence le concubinage n'a pas d'existence juridique. Ainsi il n'en est question qu'une seule fois dans la loi fiscale, c'est pour l'impôt sur les grandes fortunes... Le mot de "concubins", dans le droit civil, on ne le rencontre pas. Donc, ce "certificat de concubinage" n'ayant aucune valeur juridique, le maire peut refuser de le délivrer. Le plus souvent, il le délivre, quand on lui amène deux témoins, ou quand

on produit deux quittances de gaz... Si le maire refuse ce certificat, il suffit de prendre une feuille de papier blanc et d'écrire : "je soussigné certifie vivre avec..." etc... Ce papier suffira pour obtenir l'assurance-maladie, les assurances-maternité. Les caisses de Sécurité Sociale ou les caisses d'Allocation Familiale ont voulu parfois vérifier la situation : s'agissait-il réellement d'un concubinage ? Elles n'ont jamais pu le faire, car de telles enquêtes constitueraient une "immixtion dans la vie privée". La gendarmerie ne peut pas faire d'enquête ni vérifier les faits. Alors, les Caisses payent... Je ne veux pas laisser entendre que tous les non-mariés sont des fraudeurs, mais seulement montrer qu'ils peuvent apparaître comme célibataires dans un service et apparaître comme concubins dans un autre, il n'y a pas de confrontation. Particulièrement avec le système fiscal.

C'est là qu'on découvre *des effets que j'appellerais pervers* puisqu'ils sont contraires à la volonté du législateur. Maintenant que les femmes travaillent dans la plupart des cas, la famille mariée se trouve pénalisée par rapport à la famille naturelle au moment du calcul de l'impôt sur le revenu. Particulièrement quand il y a des enfants, ce qui est le plus choquant pour la logique. Imaginons deux familles, chacune composée du père et de la mère, travaillant tous deux, et de deux enfants, et ayant les mêmes revenus. La famille mariée peut diviser sa déclaration de revenu par *trois parts* (une pour le père, une pour la mère, une demi + une demi pour les deux enfants). L'autre famille, qui n'est pas mariée, aura droit à *quatre parts* - la femme déclarant l'un des enfants sur son foyer fiscal, le père déclarant l'autre - car les enfants naturels comptent pour une part entière, ainsi du reste que le premier des enfants de divorcés. On constate ainsi des impositions de près de 30 % de plus pour la famille mariée, ce qui est parfaitement contraire à la volonté du législateur. On arrive aussi, même sans enfant, à d'autres effets paradoxaux. Par exemple : un Smicard ne paie pas d'impôt ; une Smicarde ne paie pas d'impôt. S'ils se marient "derrière la mairie", comme on disait autrefois, s'ils "se mettent ensemble", eh bien ! ils ne paieront pas d'impôts, car ils ont droit à la décote. Mais s'ils ont le malheur de se marier, ils vont payer des impôts. De même, les personnes âgées économiquement faibles ont droit à la décote. Si elles se marient, même si elles sont toutes les deux dans ce cas, elles doivent payer des impôts.

Ces lois et règlements ont été votés évidemment sans malices, mais on ne peut cacher qu'aujourd'hui existent, et souvent bien placés, des partisans "anti-famille". Je veux dire qu'il commence à exister ce qu'on pourrait appeler un "groupe de pression anti-famille". Pour ceux-là le lien biologique n'est rien, le lien affectif est tout. Nous sommes bien d'accord sur le fait que le lien socio-affectif est infiniment important. Mais ils en tirent la conclusion que la famille, si elle doit être, doit être élective et non pas naturelle. Donc, ils ne considèrent pas le fait familial en soi, le lien entre parents et enfants, par exemple, mais plutôt l'individu-enfant. On les entend ainsi dire qu'on doit donner une même allocation pour

chaque enfant, qu'il soit le cinquième ou qu'il soit le premier. Puisque, dans leur esprit, ce n'est pas la famille qui a droit à l'allocation, c'est l'enfant. Ils n'aiment, du reste, pas qu'on parle de "la famille". Ces personnes récusent ce terme. Ils disent "les familles", (au pluriel) entendant ainsi souvent des individus sans parenté entre eux, parfois vivant dans des relations diverses et variées : homosexuels avec enfants, entre autres...

Je voudrais signaler, avant de conclure, un autre effet pervers qui me semble des plus graves et sûrement des plus mal compris alors que nous le vivons en fait : la crise de la paternité. Tout ce qui s'est passé dernièrement entraîne ou démontre une marginalisation, une déresponsabilisation des pères. J'ai lu dans "Le Monde" une page sur les révolutions que la biologie permet d'introduire dans la procréation et sur toutes les possibilités ouvertes. J'ai lu, à dix reprises : "maintenant, l'homme peut contrôler etc..." Non ! pas l'homme, la femme. C'est une grande différence. Un nouveau déséquilibre succèdera-t-il au déséquilibre qu'était le patriarcat ? Il faudrait éclairer, me semble-t-il, la manière insidieuse dont le père est passé au second plan. Avec la contraception, c'est la femme qui prend la décision de fécondité, ce n'est pas l'homme. On nous a beaucoup fait la cour pour que nous cédions finalement aux "derniers outrages". Dorénavant on nous fera la cour pour que nous daignons faire un bébé ! Parce que c'est nous qui décidons. Il va falloir, si les hommes veulent des enfants, qu'ils nous les demandent à genoux. Parce que la femme a, à la fois, le pouvoir de fécondité et le pouvoir de décision de fécondité.

Ainsi, si la femme est mariée et ne veut pas de l'enfant qu'elle attend, elle peut avorter sans demander à son mari une autorisation. Il n'a pas de pouvoir sur sa géniture.

Enfin, la réforme du Code civil a eu peu de considération pour la situation du père, peut-être du reste en considération de la triste situation qu'était celle de la mère avant ces réformes. Je vous ait dit que naguère 80 % des enfants naturels n'étaient reconnus que par leur mère. A cause de cela, le Code Civil a maintenant, dans la famille naturelle, donné toute l'autorité parentale à la seule mère. Dans les couples concubins, tous ces papas-poules que nous connaissons, qui ont des enfants qu'ils ont reconnus, dont ils s'occupent, ne savent pas qu'ils n'ont pas l'autorité parentale. Ils ne peuvent pas inscrire leurs enfants à l'école ou l'emmener se faire opérer en signant une autorisation. Seule la femme a l'autorité parentale dans la famille naturelle. Les jeunes hommes l'ignorent, ils ignorent qu'il leur faut aller devant les tribunaux pour la demander. Je ne parlerai pas de ce qui advient après le divorce. Vous savez tous comme moi qu'existent de plus en plus d'associations de pères divorcés qui se sentent frustrés de l'exercice de leur paternité, alors même que le ménage s'est séparé par consentement mutuel. Il se trouve que la politique sociale involontairement accentue cette tendance en donnant certaines allocations sous conditions de res-

Les jeunes des années 80 sont-ils prêts à un engagement familial ?

sources, comme l'allocation jeune enfant. Si elle n'est pas mariée, la femme passera beaucoup plus facilement, avec son seul revenu, sous le plafond fixé et aura droit à l'allocation. Si elle est mariée, le foyer aura un revenu trop élevé. De plus en plus d'allocations revêtent ce caractère ambigu consistant à remplacer le mari ou le papa, même chichement. Et les foyers mono-parentaux se multiplient.

Pour conclure, essayons d'imaginer ce que serait un monde sans engagements privés des uns envers les autres proches. Ceux qui en pâtiraient le plus seraient les plus démunis, les plus faibles, les moins aimants, les moins riches et les enfants. Il convient de rappeler la différence entre le "déconcubinage", (la séparation de l'union libre) et le mariage. Dans le "déconcubinage", c'est le moins scrupuleux qui gagne, et il n'existe pas de protection du plus faible, aucun engagement n'ayant été pris devant la société. Que serait une société au sein de laquelle on compterait de moins en moins d'engagements privés, d'aide et d'assistance entre les êtres ? Néanmoins, il faut aussi préserver la personne. Il ne faut pas retomber dans le mariage institution lourde qui écrase la personne sous son rôle, qui fait qu'on n'est plus un homme, mais surtout époux et père. Qu'on n'est plus une femme, mais seulement épouse et mère. Non. Il faut considérer comme une avancée de la société et de la culture l'épanouissement de la personne dans la vie privée qu'ont permis nos démocraties. Mais comment ne pas tomber dans les pièges de l'individualisme ? Peut-être faut-il

avoir le courage d'exiger que chaque individu assume ses rôles privés et, entre autres, ses rôles dans la famille. Le mot "solidarité" est très à la mode ; mais si tout devoir de solidarité se trouvait délégué à l'Etat, par le moyen de cotisations, de prélèvements etc... ce serait l'Etat seul qui opérerait les redistributions de solidarité. Des "spécialistes" payés par l'Etat s'occuperaient des délaissés, des petits, des vieux, etc... Alors l'individu serait tout seul devant l'Etat. Il n'y aurait plus qu'une "foule solitaire" et des individus seuls, juxtaposés. Serait-ce là une société ? Alors on pourrait craindre les enrégimentements dans les sectes, craindre les entreprises des "Big Brothers" contre lesquels des individus sans engagements privés ne sauraient plus se défendre.

Une société libérale et juste doit certainement aider les plus faibles, les laissés pour compte, les marginaux du mariage et de la famille. Mais elle doit aussi renvoyer chacun à ses devoirs privés, dans la durée de ces devoirs. Il est peut-être ridicule de rappeler cette évidence : chacun n'a qu'un père et une mère, pour toujours. De ce fait, quand on briserait en mille miettes la société, on ne trouverait certainement pas l'individu. On trouverait un prisme, un cristal, à plusieurs arêtes, à plusieurs facettes, qui est la famille. Respecter la personne, c'est aussi établir ses responsabilités envers ses proches, ses responsabilités privées qui sont l'autre face de ses libertés.

Evelyne SULLEROT

L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

par Jacques MALLET

Pour la France et pour l'Europe, le problème majeur est celui de l'emploi. Et en particulier, l'emploi des jeunes qui voient aujourd'hui se fermer les portes de la société lorsqu'ils veulent entrer dans la vie active.

Ce problème est grave en France, plus grave qu'en RFA, puisque nous avons perdu 600 000 emplois depuis 1981.

Le chômage n'est pas un problème particulier à la France, c'est une maladie européenne.

Pourquoi de 1973 à 1985 l'Europe a-t-elle été la seule région développée du monde à n'avoir créé aucun emploi ?

Selon Michel Albert, "au cours de cette période, l'emploi a diminué de 3 millions dans la CEE alors qu'il augmentait de 14 millions aux Etats-Unis. Le taux de chômage a augmenté 2 à 3 fois plus en Europe qu'aux Etats-Unis et sa durée moyenne est 6 fois plus longue".

Première réponse sommaire : la chute du taux de croissance de l'économie européenne. De 1973 à 1981,

l'écart s'était déjà dramatiquement creusé avec le Japon : 8,3 % d'augmentation cumulée de la production pour nous et 59,5 % pour le Japon. Il était demeuré faible vis-à-vis des Etats-Unis : à nos 8,3 % correspondaient outre atlantique 10,3 %. Mais depuis l'écart s'est creusé, le "miracle américain" l'a porté à 10 %.

La situation relative de la France au sein de la Communauté s'est de surcroît dégradée : depuis 1981, nous avons fait chaque année 1 % de croissance en moins que nos principaux partenaires européens.

*
* *

Pourquoi ce rapide déclassement de l'économie européenne ?

Les deux crises pétrolières nous ont plus durablement frappés que les Etats-Unis, plutôt moins que le Japon qui pourtant a poursuivi sa course ascensionnelle. Mais elles n'étaient qu'un des aspects secondaires de ce que l'on a appelé la crise.

L'Europe n'a pas compris en temps utile la véritable nature de cette crise. Elle a réagi trop tard et mal : elle a

sacrifié l'avenir au présent, l'investissement à la consommation, l'emploi au pouvoir d'achat. Et au lieu de conjurer ses efforts, elle a préféré le "chacun pour soi". Nous avons payé cher et nous n'avons pas fini de payer cette double erreur.

Aujourd'hui il semble qu'une prise de conscience s'est accomplie dans les milieux économiques et sociaux, dans l'opinion publique et dans l'esprit des responsables politiques. Nous la devons à ceux qui, comme Michel Albert, dans son rapport pour le Parlement Européen publié en 1983 sous le titre "*Un pari pour l'Europe*", ont longtemps prêché dans le désert, à la pédagogie courageuse de Raymond Barre et à l'évidence croissante des faits.

Ce qu'on appelle la crise est en réalité une mutation du monde, une transformation brutale, extrêmement défavorable à l'Europe, des rapports de forces économiques entre les nations et les groupes de nations. La cause principale en est une accélération - sans précédent dans l'histoire - du progrès technologique qui a pris nos pays au dépourvu.

Pour la première fois dans son histoire, l'Europe a manqué le départ d'une révolution industrielle. La troisième révolution industrielle, celle des technologies de l'information - informatique, microélectronique, télécommunications avancées - celle des technologies du vivant, celle des matériaux nouveaux, est née dans les années 70 sur les rives du Pacifique, aux Etats-Unis ou au Japon. Elles se diffusent rapidement dans les "petits Japans" du Sud-Est asiatique (Taiwan, Corée du Sud, Singapour...). S'y ajoute la concurrence des pays du Tiers-Monde qui s'industrialisent comme le Brésil et bénéficient de coûts de production beaucoup plus faibles que les nôtres. Cette concurrence constitue l'autre bras de la tenaille menaçant nos industries dites traditionnelles (textile, sidérurgie, constructions navales, automobile).

Le retard de nos pays dans la course accélérée au progrès technologique n'explique certes pas à lui seul la montée du chômage qui les ronge comme un cancer. Mais les nouvelles technologies ont un impact majeur sur l'ensemble de leur économie. Elles sont elles-mêmes en pleine expansion mais surtout déterminent largement la compétitivité de leur industrie sur un marché devenu mondial, donc à moyen terme, leurs possibilités de croissance et d'emploi, leur capacité d'indépendance, leurs chances d'avenir.

Créatrices de richesses et de nouveaux emplois - surtout dans les services - il est vrai que les nouvelles technologies suppriment aussi les emplois, mais sans elles, on est assuré d'en perdre beaucoup plus.

Quelques chiffres encore pour donner la mesure de ce retard : selon la Commission européenne "depuis 1972, le taux de croissance en termes réels de la production des biens de haute technologie en Europe n'a pas dépassé 5 %, alors qu'il s'élevait à 7,6 % aux Etats-Unis et 14 % au Japon. Cette médiocre performance de l'Europe se traduit dans l'érosion de son excédent commercial pour

ces produits. En 20 ans, le taux de couverture des importations de haute technologie de la CEE est passé de 190 % à 100 % (1983)".

Sur 10 ordinateurs personnels vendus en Europe, 8 sont importés des Etats-Unis. 9 de nos magnétoscopes sur 10 viennent du Japon. Mesurons bien l'importance de l'enjeu en terme d'emploi ; un rapport de la firme de conseil américaine Mac Kinsey, cité par Michel Albert, a évalué le nombre d'emplois en jeu à l'horizon 1990 dans l'industrie européenne des technologies de l'information : 2 millions d'emplois nouveaux supprimés (sur 5 millions existants) si la dépendance et l'affaiblissement de l'industrie des technologies de l'information dans la Communauté se poursuivent selon la tendance actuelle. *Ainsi, pour l'Europe, ce sont 4 millions d'emplois qui sont en jeu !*

Relever ce défi avant que le déclin de l'Europe ne devienne irréversible, c'est pour elle un impératif de survie. Plus le temps passe, plus le redressement sera difficile. Il est grand temps de réagir. Mais il n'est pas trop tard. Ne tombons pas dans l'excès de l'euro pessimisme ou dans l'eurodésespoir d'un Alain Minc.

Pour l'Europe, il n'y a pas de fatalité technologique. Nous avons perdu une bataille. Nous n'avons pas encore perdu la guerre. L'important est de bien voir le danger, d'avoir la volonté d'y faire face, et de s'en donner rapidement les moyens. L'heure est venue d'un sursaut salvateur.

L'Europe a encore beaucoup d'atouts. Elle dispose d'un immense réservoir de matière grise d'un grand nombre de scientifiques et de chercheurs de haut niveau, d'ingénieurs et de chefs d'entreprises efficaces.

En informatique par exemple, elle garde une forte position dans le "logiciel". *Mais ces atouts elle les utilise mal, parce que ses efforts restent trop dispersés.*

Globalement les pays de la CEE dépensent 2 fois plus d'argent pour la recherche que le Japon, sensiblement moins que les Etats-Unis où le total des dépenses annuelles de recherche publique et privée s'élève actuellement à 100 Milliards de Dollars dont 40 Milliards pour le Pentagone (auquel s'ajoutent 26 Milliards de Dollars en 5 ans pour l'IDS).

De 1977 à 1981, les crédits affectés aux microprocesseurs ont atteint 500 millions de Dollars pour la CEE contre 250 au Japon. Et pourtant les Japonais s'attribuent 40 % du marché mondial des microprocesseurs alors que l'Europe n'en fournit que 10 %.

Voilà le coût de la "non Europe". Ce n'est pas l'Europe, c'est la "non Europe" qui est responsable du chômage, qui est l'une des causes majeures du chômage.

*
* *

L'expérience prouve, à l'inverse, que lorsque les Européens unissent leurs forces, ils sont les meilleurs ou proches des meilleurs. Voyez le succès de l'Airbus,

d'Ariane, la réussite de l'Europe nucléaire.

Mais ces réalisations partielles doivent aujourd'hui s'inscrire dans une stratégie commune de la recherche et du développement technologiques d'une tout autre ampleur, débouchant sur des applications pratiques.

La Commission européenne a montré la voie à suivre avec le programme ESPRIT pour les technologies de l'information, bon exemple d'action commune avec les entreprises, financé pour moitié par la Communauté et pour l'autre moitié par l'industrie. Il faudrait faire de même pour les télécommunications, pour les biotechnologies, les matériaux avancés. Encore faut-il que la part du budget communautaire - à près de 70 % agricole aujourd'hui - consacrée à la recherche, ne reste pas à son niveau dérisoirement faible (3 %). Pour mettre en œuvre une véritable Communauté européenne de la Technologie, la Commission vient de proposer un nouveau programme Cadre de recherche pluriannuel. L'accueil qui lui a été réservé jusqu'ici par le Conseil des Ministres européen - sous l'emprise des Ministres des Finances - est assez décourageant. On veut bien faire l'Europe mais on ne veut pas payer pour l'Europe ; les gouvernements se refusent à admettre la nécessité d'augmenter les ressources propres de la CEE pour développer de nouvelles actions communes et pour sauvegarder, en réalisant les réformes qui s'imposent, les principes essentiels de la politique agricole commune.

Le gouvernement socialiste français a pris de son côté une initiative intéressante, le projet EUREKA, destiné à organiser la coopération entre les entreprises européennes pour des recherches à finalité commerciale, proches du marché. Mais sa structure intergouvernementale, élargie à 18 pays, apparaît d'une efficacité douteuse et son financement est encore loin d'être assuré. Faute d'une stratégie d'ensemble, ce projet ne peut constituer une réponse suffisante de l'Europe au défi technologique américain et japonais. Certes, il faut, en cette matière, se montrer pragmatique et ne pas écarter le recours à des formules diversifiées à géométrie variable. Mais celles-ci sont parfaitement réalisables, l'expérience l'a montré, dans le cadre communautaire.

L'essentiel est de bien voir que pour les entreprises, l'Europe constitue le tremplin à partir duquel elles sont en mesure de conquérir le marché mondial. La dimension européenne est en toute hypothèse indispensable, dans certains domaines, pour atteindre *la masse critique* qu'exigent des investissements très lourds, parfois risqués, à moyen et à long terme. Leur amortissement doit s'effectuer en quelques brèves années à cause de l'obsolescence accélérée des produits, des équipements et des procédés. Il ne peut y avoir de croissance créatrice d'emplois sans un essor vigoureux des investissements de recherche et d'extension des capacités, ni de propension à investir sans un élargissement du marché offrant de nouveaux débouchés.

On ne peut donc dissocier la mise en œuvre de l'Europe technologique de la réalisation d'un véritable marché intérieur intégré, c'est-à-dire d'un vaste espace

européen sans frontières intérieures où les marchandises, les services, les personnes, les capitaux circuleront librement comme dans un même Etat, à l'image des Etats-Unis. C'est l'objectif que les Douze se sont assignés à l'horizon de 1992. On peut douter qu'ils se soient donné tous les moyens nécessaires pour l'atteindre. La force d'inertie des administrations nationales se manifeste déjà dans l'application des quelques trois cents décisions nécessaires à cette fin.

Il n'y aura pas d'Europe technologique sans unification des normes industrielles, sans décloisement des marchés publics, sans création d'entreprises européennes - soit par des fusions, soit par des accords de coopération, qui devront être stimulés par diverses mesures juridiques et fiscales. Ces accords sont trop rares, tant dans le domaine civil que militaire : sur 400 alliances contractées depuis trois ans par des sociétés européennes, plus de la moitié l'ont été avec des américains, 30 % avec des japonais, 10 % seulement avec d'autres entreprises européennes. Il faut renverser la tendance.

Un marché intérieur signifie également un marché financier utilisant l'ECU comme une monnaie européenne parallèle aux monnaies nationales. Des politiques d'accompagnement devront être mises en œuvre pour harmoniser les régimes de protection sociale, favoriser l'emploi des jeunes, rénover les systèmes éducatifs, et promouvoir, comme le prévoyait le Traité de Rome une politique commune de formation professionnelle, complétée par le développement de la formation permanente.

C'est là un vaste programme. Ce peut être un grand projet mobilisateur, une grande ambition collective. La tâche n'est pas au-dessus de nos forces. Mais, sachons-le bien : c'est au prix de ce grand effort, de longue durée, que nos pays, impuissants à sortir isolément de la crise, pourront retrouver ensemble les voies de la croissance et de l'emploi. Cela exige courage, audace, ténacité, imagination, le goût du risque, la passion du futur. Les nouvelles technologies sont en harmonie avec l'esprit des générations qui montent. Elles ont besoin de souplesse, de mobilité, d'autonomie. Le marxisme, ce dinosaure en est incapable. Il est par nature, et incurablement, rigide, immobile, centralisateur. La révolution technologique est d'abord une révolution culturelle : un changement des mentalités et des comportements.

Pour ma part, j'ai confiance en l'avenir de l'Europe parce que j'ai foi en l'homme européen, en son énergie, en sa capacité d'adaptation et d'innovation. Ce qui nous tue, c'est l'arthritisme. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, sans remettre en cause les indispensables solidarités, c'est avant tout libérer l'initiative et les énergies créatrices des individus et des entreprises, notamment petites et moyennes. A cet égard, le choix politique qui vient d'être fait par le pays en faveur d'une société de liberté et de responsabilité donne de grandes chances de réussite au redressement de l'économie française, plus que jamais indissociable de l'Union européenne.

Jacques MALLET

AMERICA, AMERICA

NOTES SUR UN VOYAGE

par François FEJTO

Je vais choquer certainement maints lecteurs en déclarant : "Plus je connais l'Amérique, plus je l'aime". Ce n'est pas un pays, ce n'est pas un continent, c'est un monde qui a la bougeotte. Boston, la belle ville "à l'anglaise", aristocratique, n'est pas en cette fin d'année 1985 la même ville que j'ai vue il y a seulement trois ans. Si certains quartiers de New-York - par exemple Washington Square et ses alentours me donnent l'impression d'avoir vieilli, Boston au contraire a considérablement rajeuni. Ses quais sévères se sont transformés en une promenade pleine de charme, sa principale rue commerçante, longue comme l'Avenue de la Grande Armée, est jalonnée de boutiques, de cafés, de pâtisseries, fréquentée par de jeunes couples qui rient et crient, et chantent. Moi, ça m'enchant. J'aimerais aussi pouvoir décrire à la manière de Philippe Roth, la vie des milliardaires du Cape Cod, ses vieilles dames excentriques, ses retraités faisant leurs achats comme s'ils étaient à Paris, rue de Seine. Le Vermont est toujours le même havre de paix, mais entre-temps le voisin de nos hôtes, le jeune David Mammet est devenu l'auteur de théâtre le plus célèbre de Broadway et sa blonde femme une star de cinéma. A Charleston, en Caroline du Sud, je m'amusais à passer toute une journée au Tribunal, accompagnant une amie désignée comme membre du jury. A ma surprise, sur les douze personnes qui le composaient, six étaient des noirs. Depuis le temps que

nous allons régulièrement aux Etats-Unis, ces douze dernières années, le changement même dans les régions les plus arriérées, est énorme et si les blancs et les noirs ne se mêlent pas beaucoup, ils ont appris à se tolérer et à vivre *presque* en égaux. Le nombre des bourgeois, des diplômés noirs a considérablement augmenté. Bien que, ou plutôt parce que la vie économique a commencé de sortir du marasme, mes amis qui sont presque tous des universitaires libéraux, des hommes de gauche, ont l'air déçus, ils sont moroses. Il me semble qu'ils ont perdu le contact avec le simple citoyen pour lequel Reagan est un homme charismatique. La façon cavalière dont il a traité son cancer, impressionnait même ses ennemis. L'ex-comédien a revigoré le parti républicain, lui a fait oublier la honte de Watergate. Il ne peut plus y avoir d'*alternance*, me dit un journaliste du "Washington Post", car il n'y a pas d'*alternative*. Actuellement un gouvernement de gauche ne pourrait guère faire davantage en faveur des déshérités, des Noirs, des chômeurs, des Blancs pauvres, des femmes - 10 à 15 % de la population, - que les républicains. D'ailleurs, tout l'Occident n'est-il pas au même point ? Les ennemis de Reagan en U.S.A. comme dans le vieux monde oublient que, bien que ses campagnes soient largement financées par des magnats du pétrole et d'autres grands capitalistes, Reagan n'est pas simplement un homme de droite. En fait, il est populiste, démagogue, il a besoin d'un appui populaire qui déborde

les limites de l'ancienne droite et lui fait entamer l'électorat traditionnel des démocrates. Après avoir menacé de diminuer les dépenses sociales, n'a-t-il pas amélioré sensiblement la situation des vieux ? Et ses amis capitalistes ne l'ont pas empêché de réaliser sa réforme fiscale dont bénéficieront les "under-privileged" et les revenus modestes. Contrairement à ce qu'on avait prédit, il n'a pas démolé le Welfare (protection sociale), tout au plus en a-t-il corrigé les abus.

Une autre raison du déclin de la gauche et du renforcement de la droite, m'explique un jeune sociologue de l'Université de New-York, est que le "phénomène Reagan a émergé aux Etats-Unis à un moment où les rapports de force entre le "business" et la classe ouvrière ont fortement changé en faveur du premier". Soutiens traditionnels des démocrates, les syndicats ont encore perdu du terrain avec le dépérissement de leurs fiefs : automobile, sidérurgie, manufactures, bâtiments. Si bien qu'aujourd'hui 20 % à peine des salariés sont syndiqués. Il est d'ailleurs significatif que ces syndicats deviennent protectionnistes au point de réclamer l'alourdissement des taxes douanières, ce qui est contraire aux principes libre-échangistes des démocrates.

Une partie importante des salariés et de la classe moyenne libérale naguère gauchisante, paraît comprendre d'autre part que la priorité doit être accordée actuellement non aux problèmes de *redistribution*, mais aux *encouragements aux initiatives, aux investissements, à la modernisation*, tous thèmes plus familiers aux milieux conservateurs qui représentent le "tiers supérieur de la nation", qu'à la gauche. Une gauche incapable aujourd'hui de mettre en avant des personnalités de l'envergure d'un Roosevelt, d'un Truman ou d'un Kennedy. Une gauche dont les militants en outre sont beaucoup plus à gauche que l'électorat démocrate.

En définitive, la gauche américaine ne redeviendra crédible que si le Parti démocrate regagne son image d'autrefois, de parti modéré, responsable, capable de gouverner. On pense à ce qui s'est passé en 1948 : Truman a gagné car il avait énergiquement désavoué l'extrémiste Wallace.

*
* *

Lors de mon séjour, en fin 1985, de six semaines aux U.S.A., les parcourant du Nord au Sud, je me suis entretenu avec des centaines de personnes de toutes conditions : la conversation la plus intéressante, la plus instructive, je l'ai eue avec vieil ami, Irving Kristol, qui au cours des années cinquante séjournait longuement à Paris et travaillait au *Congrès pour la liberté de la culture*, animé par Raymond Aron, Albert Camus et François Bondy, où nos rencontres furent fréquentes. Je l'ai connu plutôt libéral, voir libéral de gauche, produit typique de Columbia University. Je l'ai retrouvé chef de file de ceux qu'on appelle aux Etats-Unis les "néo-conservateurs" et dont les gens de gauche parlent avec une sainte horreur. En dehors de lui, il n'y a que Norman Podhoretz, directeur de la revue juive-reaganiste "Com-

mentary" que j'ai vu prendre un virage aussi violent de gauche à droite, et se transformer d'euro-péo-centrique en presque anti-européen.

Kristol m'a reçu dans son bureau très fonctionnel de la revue "Public Interest", dont il est le fondateur et très influent co-directeur. Je lui ai demandé de m'expliquer ce que c'est que le néo-conservatisme, dont on parle beaucoup, mais qu'on ne connaît pas.

— Un néo-conservateur, m'expliquait-il, se distingue d'abord d'un simple conservateur par son passé de militant de gauche, se battant aux côtés des libéraux en faveur du *welfare state*, et de la détente. Le "néo" est opposé à l'Etat-providence. Il veut un Etat efficace avec des dépenses sociales économiquement tolérables et qui ne transforment pas les citoyens en assistés. Mais ce sont surtout leurs analyses de politiques étrangères qui caractérisent les conservateurs post-libéraux. Ils ne croient pas aux solutions "internationalistes rooseveltiennes" de l'après-guerre, ni à l'efficacité des organisations types ONU ou UNESCO. Cette ère est révolue. Il y a un réveil des nationalismes dans le monde, aux Etats-Unis comme ailleurs, et nous croyons qu'un compromis entre ces différents nationalismes débouchera sur un nouvel ordre international.

— Vous-même, vous êtes nationaliste ?, lui demandai-je.

— Oui, avoua-t-il franchement. Et en général les néo-conservateurs le sont. Mais ils ne forment pas un groupe homogène et n'ont pas de doctrine unifiée. Ce qui nous réunit, c'est plutôt une tendance intellectuelle, un peu comme les nouveaux philosophes en France, à cette différence près que nous sommes beaucoup plus politisés et beaucoup moins philosophes.

— Je lui ai rappelé que dans un récent numéro de la revue *Enconter* de Londres, à laquelle je collabore moi aussi, il avait exprimé un mécontentement acide envers les alliés des Etats-Unis. Mais ne pense-t-il pas que depuis Yalta, les Américains ont commis pas mal d'erreurs. Ceci explique peut-être la méfiance des Européens.

— C'est vrai, nous avons pu nous tromper. Nous étions des néophytes pleins d'illusions. Et cela vaut aussi bien pour l'administration républicaine que pour l'administration démocrate. Nous n'aurions jamais dû nous engager dans la guerre du Vietnam - ou alors il aurait fallu la gagner. Notre comportement dans l'affaire de Suez aussi était une erreur. Mais je pense que petit à petit nous faisons notre apprentissage. Nos responsabilités dans la communauté internationale rendent notre position inconfortable. Je crois quand même que nous commençons à émerger, à agir en grande puissance. De leur côté, les Européens doivent apprendre comment on agit quand on devient une petite ou moyenne puissance, encore qu'ils ne soient pas aussi petits qu'ils se l'imaginent. Hélas ! ils n'arrivent pas à se décider. Sont-ils les alliés des Etats-Unis ? ou veulent-ils jouer les médiateurs entre les Etats-Unis et l'URSS, entre les Etats-Unis et le

Tiers-Monde, entre les Etats-Unis et les nations arabes du Moyen-Orient ?

— Vous ne pouvez quand même pas leur refuser ces rôles ! dis-je.

— Si. Nous n'avons pas besoin d'alliés médiateurs.

— Etes-vous carrément pour l'interventionnisme des Etats-Unis ? fut ma question suivante.

— Les principes d'intervention des Etats démocratiques tels que les Etats-Unis, étaient établis dans un merveilleux essai de John Stuart Mill écrit en 1849 à l'occasion de l'invasion de la Hongrie par la Russie. J. Stuart Mill a constaté que la non-ingérence est un bon principe, mais il y a des exceptions. Par exemple, lorsqu'il y a violation flagrante des droits de l'homme ou tentative de renversement de l'équilibre des puissances. Si le Nicaragua souhaite être un territoire marxiste, libre à lui. Personne ne s'en inquiétera. Mais ce pays a des tanks soviétiques, des avions soviétiques. Il a aussi des instructeurs est-allemands ; ils entretiennent des relations étroites avec l'OLP et d'autres organisations terroristes. Tout cela n'est pas tolérable.

— Pourtant jusqu'à nouvel ordre, l'intervention américaine au Nicaragua est plutôt indirecte (par l'aide aux rebelles). Vous semblez encore hésiter sur la marche à suivre.

— Les Etats-Unis sont encore marqués par une tradition fortement isolationniste, moralisante, anti-interventionniste, répond Kristol. Mais cela change lentement, et personne ne serait vraiment surpris si nous intervenions plus directement au Nicaragua. Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi l'opinion européenne éprouve une telle sympathie pour les sandinistes qui de toute évidence sont des marxistes-léninistes manipulés par l'URSS via Cuba.

— C'est peut-être tout simplement qu'elle ne veut pas croire - ou admettre - que le gouvernement de Managua est vraiment contrôlé par les communistes et les Soviétiques. Les Européens persistent à ne voir là qu'un gouvernement de gauche réformiste qui agace la droite américaine.

— Eh bien, ils ont tort ! dit Kristol sur un ton vivace. Certes, le régime nicaraguayen n'est pas encore totalement communiste, mais il est déjà sous le contrôle de Moscou. Et les Européens devraient savoir qu'en pareil cas les communistes n'abandonnent jamais la partie. L'un des problèmes avec nos alliés européens, c'est qu'ils utilisent notre politique étrangère comme un dérivatif à leurs propres difficultés intérieures. Ils essaient toujours de faire des concessions à leur gauche à nos dépens. Cela ne peut plus durer. Tôt ou tard, il faudra qu'ils se décident à se comporter en alliés et à maîtriser leur gauche sur leur politique étrangère.

— Mais vous n'ignorez pas que l'opinion allemande - social-démocrate en particulier - a quelques griefs, peut-être justifiés, contre l'Alliance atlantique et contre les Etats-Unis.

— Ces trente-cinq dernières années, notre politique envers l'Allemagne comme celle des autres pays de l'OTAN du reste, a été stupide, dit Kristol. L'Allemagne est une des grandes nations de l'Europe. Vouloir faire de ce pays un membre de l'Alliance atlantique à part entière, et même une base militaire de premier ordre, sans reconnaître son droit au nationalisme, est absurde. Nous aurions dû comprendre depuis longtemps que l'Allemagne a besoin d'être une puissance de plein droit. Personnellement je ne vois aucun inconvénient à ce qu'elle ait un certain contrôle sur les armes atomiques en Europe. Je ne vois vraiment pas pourquoi on reconnaît ce droit aux Anglais et aux Français mais pas aux Allemands. Nous devrions aussi comprendre que la division de l'Allemagne est un très sérieux problème. Nous ne devrions pas nous en laver les mains en déclarant que nous en acceptons les conséquences. Encore une fois, il faut prendre l'Allemagne au sérieux, la traiter comme une grande nation. Si les Allemands devaient se battre contre l'envahisseur, ils le feraient pour *leur* pays. Pas pour l'OTAN. *On ne meurt pas pour l'OTAN*. Or, actuellement, les Allemands ont la désagréable impression de n'être que la chair à canon de l'Alliance. Si au lieu d'asperger l'Allemagne de bombes atomiques pour riposter à une attaque soviétique, l'OTAN occupait l'Allemagne de l'Est avec des armes conventionnelles, les Allemands se sentiraient mieux dans leur peau.

— Selon la presse américaine, les néo-conservateurs reprocheraient au président Reagan, à cause du dialogue qu'il a repris avec la Russie, de ne pas tenir ses promesses de fermeté en politique étrangère. Ils n'ont pas beaucoup de sympathie pour Schultz.

— Effectivement, il y a une part de désillusion. Mais tout bien considéré, je pense que Reagan fait du bon travail.

— Pourtant, une récente étude sur la diplomatie américaine parue dans le *New Yorker*, un magazine plutôt de gauche, évoque un glissement sinon un retournement (*switch*) de la politique américaine envers les Soviétiques. On parle même de "l'essoufflement" du néo-conservatisme.

— Certains prennent leur désir pour la réalité, observe Kristol. Je ne crois pas qu'il y ait de véritables changements. Le Département d'Etat reste le Département d'Etat. Il a sa politique et, au fond, elle reste la même depuis quatorze ans. Le Département d'Etat pense que nous devons observer les accords d'Helsinki, mais nous, les néo-conservateurs, nous croyons tous, sans exception, que c'est là un non-sens, qu'il faudrait dénoncer ces accords dont les Russes ne tiennent aucun compte. Le Département d'Etat pense aussi que les négociations sur les contrôles d'armement sont très importantes. En fait, ces discussions permettent d'apaiser les médias et les libéraux du Congrès. Elles servent aussi aux Alliés dans leur politique intérieure. Pourtant, croyez-moi, les négociations de Genève ne sont qu'une comédie. Cela dit, Rome ne s'est pas faite en un jour. Notre politique étrangère ne peut pas non plus changer en un

jour. Il reste cependant que le président Reagan nous a parfois déçus. Ainsi, face au terrorisme au Liban, au terrorisme libyen, nous souhaiterions une réaction plus énergique. Hélas ! Reagan a reculé devant je ne sais même pas qui : le Département d'Etat ou Nancy Reagan. Personne ne mesure exactement l'influence de la femme du Président. Toujours est-il que ces atterrissements sont très décevants. Mais je suis persuadé que la politique étrangère des Etats-Unis s'affirmera dans les prochaines années, comme celle d'une grande puissance mondiale et cela unilatéralement, si nécessaire.

— Mais encore ? demandai-je, un peu surpris.

— Je pense que nous agirons d'abord et que nous informerons nos alliés européens ensuite, parce que, estime Kristol, chaque fois que nous désirons agir, ils nous le déconseillent en invoquant toutes sortes de raisons. Si Mme Thatcher avait demandé l'avis de la France, de l'Italie, de la Belgique et de la Hollande avant d'envoyer ses troupes aux Iles Falkland, la marine britannique serait restée au port. Evidemment, quand nous mettrons nos partenaires devant le fait accompli, cela créera des tensions avec l'Europe.

— Une Europe qui s'élargit, qui devient plus susceptible, dis-je.

— Je dois vous avouer que je ne comprends pas pourquoi les socialistes espagnols s'accrochent tellement à l'OTAN. L'Espagne n'a pas besoin de cela pour être défendue. Et je ne comprends pas non plus pourquoi l'OTAN s'intéresse à l'Espagne. Elle n'en a pas besoin non plus. Ce n'est pas un pays stable. La même remarque vaut d'ailleurs pour le Portugal. La situation géographique de ces deux pays les défend déjà assez bien. L'adhésion de la Grèce, c'était une autre grande erreur. L'Alliance n'est pas une institution éducative. Son rôle n'est pas d'intégrer de nouveaux membres dans la civilisation occidentale ou dans le club des démocraties. L'OTAN est une organisation militaire. Ses décisions doivent donc être des décisions militaires. Or, en ce qui concerne la Grèce, l'Espagne et le Portugal, la décision n'était pas militaire mais politique. Si l'Espagne reste dans l'OTAN et si les Etats-Unis veulent intervenir quelque part en Afrique du Nord, en Libye par exemple, l'Espagne sera contre (l'Espagne est, en gros, pro-arabe). Nous avons aussi un sérieux problème avec l'Italie qui entretient des relations financières avec la Libye. Bref, nous avons assez de difficultés comme cela. Pourquoi en créer des nouvelles ?

L'Alliance atlantique doit être repensée, ajoute Kristol. Si ses membres désirent limiter ses buts, c'est leur problème. Mais les Etats-Unis doivent avoir vis-à-vis de l'Union Soviétique, de Kadhafi, de l'Iran, une plus grande liberté d'action que celle que les alliés européens veulent bien leur laisser. Et cette liberté, je suis sûr que nous l'aurons.

— Parlons de la France. Vous m'avez dit un jour que vous aviez été content de la victoire de Mitterrand en 1981, que ce serait une bonne "leçon de choses" pour le

socialisme.

— En effet, dit-il en riant, je crois que le meilleur moyen de discréditer le socialisme, c'est de lui donner le pouvoir. Naturellement, cela vaut aussi pour les conservateurs. Voyez en Allemagne occidentale : la majorité doit assumer la responsabilité de tout ce qui va mal. Le gouvernement Kohl, un gouvernement timide, et cela aussi bien en politique étrangère qu'en politique économique, discrédite quelque peu à mon sens, le conservatisme sur les bords du Rhin. Dans ce cas précis, je le regrette.

— Cependant, un retour aux affaires du SPD n'arrangerait peut-être pas non plus les choses en Europe, fis-je remarquer.

— Une victoire social-démocrate en Allemagne serait regrettable. Mais elle n'est pas inévitable. Si les conservateurs veulent rester en place, ils doivent pouvoir répondre aux deux demandes des Allemands : du travail - ils ne leur en donnent pas assez - et la certitude que les intérêts de la nation seront bien servis. C'est le secret du succès de Reagan jusqu'à présent. Il a créé du travail et donné au peuple américain le sentiment que l'Amérique compte dans le monde, que nous autres, nous nous tenons bien droit.

— Quelle est votre opinion sur Mme Thatcher ?

— Elle a été très bonne en politique extérieure, mais très faible en politique intérieure, observe-t-il. Trop de conservatisme, c'est la mort du conservatisme, parce qu'il ne concentre pas son énergie sur la question de l'emploi qui devrait avoir la priorité absolue.

— Ne pensez-vous pas que sur ce point le FMI mène une politique souvent néfaste ?

— Si, répond Kristol, je crois que le FMI devrait être dissous. Les banquiers qui le dirigent réagissent en banquiers. Ils vont dans des pays où le taux de chômage est 25 % et ils disent aux dirigeants : faites en sorte qu'il atteigne 35 %, votre économie et votre balance de paiements ne s'en porteront que mieux. C'est un conseil absurde, désastreux. Nous les Américains, nous savons comment créer des emplois. Reagan l'a montré.

— Au Congrès, certains envisagent un retrait des Américains de l'Europe de l'Ouest en même temps qu'une évacuation de l'Europe de l'Est par les Soviétiques. Qu'en pensez-vous ?

— Pourquoi les Etats-Unis ne proposeraient-ils pas une telle idée ? La réponse des Russes ne fait aucun doute, mais elle clarifierait un tas de choses dans l'esprit des gens en Europe occidentale. D'autre part, l'Europe de l'Ouest n'a pas besoin de 200 ou 300 mille soldats américains pour sa défense. Il y a assez d'hommes dans cette région et nos soldats ne sont pas des soldats européens.

— Je lui pose une dernière question sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud.

— Il y a dix ans, quand Shimon Peres était ministre de

la Défense, il vint à New York, raconte Kristol. A cette occasion un journaliste lui demanda son avis sur l'ancienne ville de Jérusalem reprise par Israël en 1967. Il regarda son interlocuteur et haussa les épaules avant de répondre : "No problem", il n'y a pas de problème de Jérusalem. Et quand on lui demanda de préciser sa réponse, Peres haussa une nouvelle fois les épaules et dit : "Ecoutez, en politique, quand vous ne pouvez pas répondre ou quand vous n'avez pas de solution satisfaisante, vous n'avez pas de problème. Vous avez seulement un état de fait, et vous devez vous débrouiller avec. C'est comme un rhume de cerveau ou une allergie : vous le supportez tant bien que mal."

En réalité, selon Kristol il n'y a pas de solution, ni pour le Moyen-Orient ni pour l'Afrique du Sud. En Afrique du Sud, les Blancs n'accepteront pas le principe "une personne, une voix", parce qu'ils savent ce que cela représenterait pour eux : la même chose qu'en Rhodésie. On les chasserait. Ce pays pourrait devenir un nouvel Ouganda, ou un second Angola. Quand aux Noirs, ils n'accepteront pas de rester éternellement des citoyens de deuxième classe. Alors ?...

*
* *

Kristol représente le néo-conservatisme le plus orthodoxe : selon lui, les Etats-Unis, passant outre aux objections de l'Europe social-démocrate et démocrate-chrétienne, doivent étouffer dans l'œuf toute tentative de glissement à gauche qui (voir l'exemple de Castro à Cuba) aboutirait à l'intégration du pays "prétendument libéré" de la tyrannie de droite à la zone d'influence politique et militaire soviétique. Il dit en somme comme l'ancien Secrétaire d'Etat adjoint aux affaires inter-américaines, Viron Vaky : "il faut rétablir l'hégémonie américaine sur la région", ce qui implique-

rait le droit des Etats-Unis de déterminer les limites dans lesquelles les pays du bassin caraïbien pourraient évoluer et ce qui excluerait par là même toute possibilité de gouvernement de gauche ou à participation de gauche, même librement élu. Hélas, cette conception me fait penser un peu à la Doctrine Brejnev, encore qu'on ne puisse pas comparer les Etats-Unis même "hégémonistes" à l'URSS et à son hégémonisme !

Tous les "reaganistes" ne partagent pas - on s'en doute - l'opinion de Kristol. Ainsi, le politologue D. Barnes, plus proche des libéraux, tout en ne sousestimant pas le péril de la "révolutionnarisation" des régions d'Amérique latine à partir des foyers cubain et désormais nicaraguayen, estime qu'il faut chercher des solutions politiques aux problèmes stratégiques qui se posent plutôt que des solutions de domination ou d'hégémonie.

"Ce qui importe avant tout, dit-il, du point de vue des intérêts vitaux des Etats-Unis, c'est qu'aucun pays de la région ne puisse servir de base dirigée contre eux. Et à cet effet, ajoute-t-il la meilleure défense consisterait à aider le renforcement de la démocratie, la croissance économique, le développement de situations favorables aux Droits de l'homme et à la stabilité régionale. Dans le cadre d'une telle politique les chances de l'URSS d'éten- dre son influence sur la région diminueraient, tandis que l'hégémonisme, au contraire, jouerait - comme en Honduras par exemple - en faveur des militaires réactionnaires qui engendrent des oppositions révolutionnaires."

Barnes ne voit aucune liaison fatale entre une évolution démocratique, même à gauche, et une marxisation qui ferait basculer dans le camp soviétique. Kristol est sceptique à cet égard. La discussion est ouverte. Son importance et son issue intéressent tout l'Occident démocratique.

François FEJTO

**L'existence d'une revue dépend
du nombre de ses abonnés.**

**Abonnez-vous
et faites connaître France-Forum.**

MERCI

LA REVOLUTION AUX PIEDS NUS

Interview de Bertrand SCHNEIDER

— *A la suite d'une étude entreprise par le Club de Rome, dont vous êtes le secrétaire général, vous venez de publier chez Fayard "La Révolution aux Pieds Nus", qui éclaire d'un jour différent les problèmes du développement rural dans le Tiers Monde. Pourquoi le Club de Rome a-t-il entrepris cette étude ?*

— Il ne s'agit pas d'un domaine nouveau pour le Club de Rome, mais d'un de ses sujets de préoccupations et d'étude depuis plusieurs années. Différents rapports ont été publiés sur ce sujet - notamment celui de Maurice Guernier, en 1980 "Le Tiers Monde 3/4 du Monde" et plus récemment "Le Tiers Monde peut se nourrir" de René Lenoir.

Mais c'est sans doute la première fois qu'une telle étude est entreprise sur le terrain. Car effectivement nous sommes allés dans 19 pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique. Nous avons séjourné dans une centaine de communautés rurales, nous avons partagé leur vie. Les paysans, leurs femmes, leurs enfants nous ont parlé de leurs difficultés et de leurs espoirs. Nous avons vu comment ils s'organisaient, comment ils travaillaient. C'était tout à fait nécessaire pour mieux comprendre les vrais problèmes de ces populations. Cette étude paraissait impossible à réaliser, mais nous avons bien fait de nous obstiner car ses résultats montrent qu'elle était indispensable pour mieux comprendre le Tiers Monde aujourd'hui et ce qu'il pourra être demain.

— *Vous dites que le problème du développement est un problème de paix ou de guerre pour l'ensemble de la planète. Sur quoi vous fondez-vous pour le dire ?*

— Je crois que nous sommes arrivés à une époque où le regard que l'on pose sur les pays du Tiers Monde se modifie considérablement. Pendant très longtemps, on a vu l'aspect humain des problèmes du Tiers Monde. En particulier les problèmes de famine et de malnutrition sont apparus au premier plan des préoccupations, préoccupations qui n'étaient pas jusqu'alors permanentes, mais se manifestaient lors des grandes catastrophes ou lors des grandes famines dues à des conflits. Aujourd'hui, il commence à se produire une crise de conscience qui est peut-être encore peu visible, mais qui me paraît très profonde et qui correspond à la prise en considération d'une situation nouvelle, basée essentiellement sur le fait que les pays sont de plus en plus inter-dépendants. Il me semble que cette situation est née en particulier du premier choc pétrolier, qui a montré à quel point les pays hautement industrialisés, comme les pays occidentaux, étaient étroitement dépendants en matière d'énergie, mais aussi de matières premières, et surtout de matières

premières stratégiques, des pays dits en voie de développement. C'est de là que date le début de cette prise de conscience. La démonstration de l'existence d'une telle communauté d'intérêts a été faite et a montré que les pays du Nord et les pays du Sud sont solidairement liés dans tous les cas de figures.

Cette interaction, cette interdépendance qui existe entre les pays, fait que rien ne se passe dans le Tiers-Monde, ou d'ailleurs dans n'importe quelle partie du monde, qui n'ait des conséquences dans les pays développés, et en particulier en Europe.

On l'a bien vu au moment des Iles Malouines, où il a suffi d'une petite guerre, qui apparaissait de loin un peu ridicule, pour la possession de quelques rochers, pour que tout d'un coup, le monde entier soit en alerte, que tous les pays du monde, y compris les grandes puissances, se sentent de plus en plus impliqués, au fur et à mesure que les choses évoluaient. Je pense que dans le domaine du Tiers Monde il n'y a pas à l'heure actuelle un problème d'endettement, une crise économique, un désaccord frontalier ou un conflit ethnique, sans que les pays occidentaux ne soient concernés. En effet, chaque point de fragilité ou de vulnérabilité dans le monde donne automatiquement lieu à des interventions des grandes puissances et se transforme presque tout de suite en lieu de tension ou même de conflit international.

Le problème du développement du Tiers Monde est bien un enjeu de paix ou de guerre, d'abord parce que nous ne pouvons plus, dans un monde où la communication est aussi rapide et complète, laisser des disparités insupportables se développer entre pays et entre régions, voir d'un côté des pays qui s'enrichissent et de l'autre des pays qui s'appauvrissent, avec d'un côté des pays qui ont une population stagnante ou qui diminue et d'un autre un accroissement démographique qui jette sur le marché du travail toute une main-d'œuvre qui ne trouve ni à s'employer, ni lieu d'habitation, ni quoi que ce soit pour l'accueillir.

Un autre aspect, c'est que chaque conflit, même mineur, dans un pays en voie de développement, est l'occasion pour les grandes puissances de s'en saisir et de s'affronter. Parmi les risques de guerre qui existent aujourd'hui dans le monde, il semble évident que le sous-développement constitue un risque majeur. Par conséquent, toute action en faveur du développement, et en faveur d'un développement autonome, c'est-à-dire basé sur les choix et en priorité les ressources locales des pays concernés, chaque action contre le sous-

développement est une action qui supprime des raisons de conflits et par conséquent joue en faveur de la paix.

— *Vous parlez de l'espoir que représente l'émergence du phénomène des Organisations non gouvernementales pour le développement du Tiers Monde.*

Est-ce vraiment un espoir ou seulement un phénomène temporaire et limité ?

— Le phénomène des Organisations non gouvernementales (ONG) n'est pas un phénomène récent. Il a commencé à se manifester il y a environ une vingtaine d'années. Il est récent dans les esprits parce que c'est seulement aujourd'hui que l'on commence à prendre conscience du rôle de ces Organisations non gouvernementales et l'on sait encore très peu de choses sur ce qu'elles font, sur leur efficacité, et sur leur capacité d'action dans l'avenir.

C'est d'ailleurs ce qui a motivé la démarche du Club de Rome et l'étude qui a été entreprise et qui est présentée dans le livre "La Révolution aux pieds nus".

"Phénomène temporaire" : je dirais que, sans remonter à la genèse des ONG, les observations que nous avons menées montrent que la plupart des projets visités ont un peu moins de 5 ans d'âge et qu'ils arrivent à un degré d'efficacité qui répond à certaines catégories de besoins et de problèmes prioritaires. Ces problèmes ont trop longtemps été occultés parce que, jusqu'ici, quand on parlait de développement, on pensait surtout à un développement de type occidental, c'est-à-dire reposant sur de grands travaux, de grands barrages, toutes choses qui ne sont certes pas inutiles mais ne répondaient pas aux besoins immédiats des populations à qui elles prétendaient s'adresser. Trop souvent, par ignorance de la réalité, ces politiques de développement n'ont pas eu le souci de prendre en compte les priorités qui relevaient des besoins de survie.

Ces priorités c'étaient et ce sont les problèmes d'alimentation, de nutrition, les problèmes d'hygiène, et de santé, les problèmes de formation et d'éducation. Comment des paysans sous-alimentés, vivant avec des rations représentant souvent moins de 800 calories par jour, auraient-ils pu vraiment entreprendre, agir et participer à leur propre développement ?

On a trop souvent parlé de leurs attitudes, en les taxant d'inertie, de passivité, ou de fatalisme alors qu'en y regardant de plus près, il est vraisemblable que leur état de sous-alimentation explique en grande partie leur manque de dynamisme.

Les ONG sont capables de répondre aux besoins primaires des paysans, c'est-à-dire de les aider à reprendre pied, à redevenir des êtres humains, avec des rations alimentaires qui permettent la survie, mais aussi de les aider à apprendre petit à petit à s'organiser, et à les mettre en situation d'entreprendre. C'est une étape qui paraît fondamentale, parce que c'est une étape où chaque homme, chaque femme, dans le village, retrouve sa capacité d'observation, sa capacité d'identifier ses problèmes,

d'imaginer des solutions, de commencer à faire des choses, de s'attaquer à un certain nombre de problèmes, d'obtenir des résultats.

C'est donc tout un mouvement qui naît là. Dans les régions où de tels projets ont été réalisés, ces projets ont même commencé à essaimer, c'est-à-dire qu'ils ont commencé dans un village, ils ont touché une dizaine de villages, et quelquefois ils ont englobé, au bout de quelques années, une cinquantaine ou une centaine de villages.

Malgré tout, ce n'est pas un phénomène qui peut se développer indéfiniment dans les mêmes conditions. Il vient un moment où la dimension des projets est telle qu'elle se heurte à un certain nombre d'obstacles.

Plus la dimension d'un projet s'élargit, plus son financement est important. De nouveaux problèmes se posent dans le dialogue désormais inévitable avec les pouvoirs publics. Les groupements de villages accèdent à des marchés plus importants et par conséquent on ne peut imaginer à un certain stade de développement économique d'une région dans un pays que le gouvernement ne soit non seulement consulté, mais aussi partie prenante de ce développement.

D'autre part, ce type de développement se heurte à l'absence, non pas de grands travaux, mais plutôt de moyens travaux, c'est-à-dire de routes pour désenclaver les villages qui sont trop isolés, de structures hospitalières servant de maillon intermédiaire entre le petit dispensaire du village et l'hôpital de la grande ville où tout le monde finit par arriver - ce qui explique pourquoi les grandes villes deviennent absolument gigantesques, n'arrivent plus à maîtriser les populations qui viennent s'y accumuler et voient proliférer des bidonvilles à leur périphérie.

C'est vrai également sur le plan scolaire, où il n'y a pas d'intermédiaire entre la petite école du village où l'on apprend aux enfants les choses élémentaires, les plus urgentes, dont ils ont besoin pour survivre ou pour améliorer leur existence, et le collège dans une grande ville s'ils veulent poursuivre leurs études.

Donc, il manque cet échelon intermédiaire, notamment dans le domaine de la santé et de la scolarité et c'est pour ça que les ONG se heurtent là à des obstacles qu'elles ne peuvent franchir que si elles entament avec les autres partenaires du développement - et en particulier avec les pouvoirs publics - des discussions qui permettront à ces projets de poursuivre leur élargissement et d'atteindre leur but.

Les Organisations non gouvernementales se heurtent à des pouvoirs avec lesquels elles doivent composer et à des problèmes qu'elles ne peuvent résoudre seules.

— *Effectivement, dans votre livre vous avez brossé un tableau assez sinistre de la spirale d'appauvrissement dans laquelle sont enfermés les pays pauvres. Comment les ONG peuvent-elles contribuer à enrayer cette machine infernale ?*

avez visitées, on s'aperçoit que globalement elles touchent de nombreux domaines de production de nourriture, de techniques agricoles, des problèmes de santé aux problèmes de faire entrer les gens dans une économie de marché, aux problèmes d'éducation, de contraception... Les ONG sont-elles des organismes polyvalents, capables d'appréhender et de traiter tous ces problèmes ou sont-elles des "touche-à-tout" ?

— C'est une question effectivement très importante. Elles sont, par la force des choses, des "touche-à-tout". Elles sont des "touche-à-tout" parce que, chaque fois que l'on touche à un problème dans le Tiers Monde, on se rend compte qu'il est lié à tous les autres. Par conséquent, quand une ONG a commencé à s'occuper de problèmes de santé ou de cultures maraîchères, ou d'éducation, elle se rend compte que si elle ne s'occupe pas des autres problèmes, elle n'arrivera pas à une solution qui permette d'améliorer les conditions d'existence. C'est bien d'ailleurs ce rôle obligé de "touche-à-tout" qui pose des problèmes majeurs aux ONG parce qu'elles n'ont pas toujours les animateurs ayant la formation nécessaire.

Cependant, par rapport au néant qui existait au départ, il vaut sans doute mieux des gens avec une certaine expérience minimum sur le terrain et sans nécessairement une formation tout à fait adaptée que personne !

Il faut bien reconnaître que beaucoup des actions entreprises sont au départ fondées beaucoup plus sur la bonne volonté, l'imagination - l'imagination du cœur et de la raison mélangée d'ailleurs - que sur une compétence réelle.

Quand les ONG croissent en âge et en compétence, petit à petit on voit surgir des spécialisations, des formations particulières pour tel ou tel secteur.

Néanmoins, c'est un problème qui demeure. D'une façon générale, nous avons observé que les ONG souvent n'avaient pas des animateurs suffisamment formés. Souvent elles n'ont pas la compétence suffisante du milieu socio-culturel dans lequel elles interviennent. Par conséquent, elles risquent des erreurs, des faux-pas, par une incompréhension des sensibilités des gens auxquels elles font appel ou avec lesquels elles viennent coopérer. C'est une lacune. Plus le projet grandit, plus il faut de professionnalisme.

C'est donc un problème que les ONG seront appelées à résoudre, peut-être une par une, ou peut-être ensemble...

— *Vous avez contribué, avec votre livre, à mettre les Organisations non gouvernementales en lumière. Ne craignez-vous pas que leurs actions soient récupérées ou détournées de leur but initial ?*

Par ailleurs, le fait qu'elles existent ne va-t-il pas permettre aux Etats, ou à la Banque Mondiale de se débarrasser du problème à peu de frais ?

— C'est une question qui se pose, mais qui se pose déjà depuis un certain temps. Elle n'a pas attendu ce livre pour se poser dans des termes assez clairs. Les Organisations non gouvernementales sont des organismes fra-

— Les Organisations non gouvernementales ont un rôle à jouer dans cette machine infernale. Mais si on reprend un par un les facteurs d'appauvrissement dont la combinaison a abouti à cette spirale d'appauvrissement, on voit bien que dans beaucoup de cas ce sont des problèmes qui échappent complètement aux ONG ou presque complètement. Les ONG ne sont pas armées (ce n'est pas leur rôle) pour lutter directement contre l'instabilité politique, les conflits ethniques, ou contre les problèmes fonciers. Le détournement de la terre, tous les problèmes fonciers qui se traduisent finalement, de façon simple, par beaucoup de paysans sans terre et beaucoup de terres sans paysan relèvent de réformes foncières, et par conséquent d'une décision politique. Là les ONG ne peuvent que jouer un rôle à la fois d'information et éventuellement de pression sur les gouvernements pour exprimer la volonté des paysans les plus pauvres d'essayer de trouver un peu de terrain à cultiver.

Les Organisations non gouvernementales ne peuvent pas non plus agir directement sur les questions d'endettement mais elles peuvent contribuer à assainir la situation économique de leur pays en réapprenant aux populations à davantage faire appel aux ressources locales, à produire des cultures vivrières en quantité suffisantes... En général la réponse que les Organisations non gouvernementales peuvent apporter aux problèmes de corruption, de spéculation, est de contribuer à faire des paysans des citoyens à part entière, conscients de leurs droits, qui seront sans doute moins faciles à duper, à exploiter.

— *Si on examine les réalisations d'ONG que vous*

giles. Elles ont peu de moyens juridiques, elles n'ont pas de moyens financiers particulièrement spectaculaires. Elles reposent surtout sur la générosité, la capacité d'adaptation, la capacité d'innovation des militants. C'est ce qui fait leur force dans les démarrages, et c'est aussi ce qui fait leur faiblesse et qui fait qu'elles se trouvent toujours un peu sur le fil du rasoir. Elles risquent à tout moment d'être récupérées, dès qu'elles prennent un peu trop de visibilité. C'est une grande tentation pour un gouvernement, quand il voit des ONG avec des budgets importants, et qui mènent des projets dont la surface est également importante, d'essayer de les manipuler ou de les noyauter de l'intérieur. En tout cas, de les contrôler très strictement.

Il y a une attitude tout à fait contraire qui commence aussi à se répandre dans certains milieux, en particulier effectivement dans la Banque Mondiale, ou dans d'autres organisations internationales qui se rendent bien compte que le bilan de leurs actions est plutôt négatif : il y a eu trop d'échecs, trop d'argent gaspillé.

Ces milieux commencent à se dire : "au fond, les ONG, c'est une bonne solution pour le développement. Cela ne coûte pas cher, ce sont des gens généreux, des idéalistes. Si elles rencontrent des échecs, ce n'est pas très grave parce que l'action de chacune d'entre elles est limitée à une ou deux régions du monde, et par conséquent, cela ne se verra pas beaucoup. Ce sont des actions peu chères, et qui remplacent très largement ce que nous avons essayé de faire sans y parvenir".

Il y a une tentation de désengagement de certaines organisations officielles qui trouvent que finalement le sous-développement est un problème difficile et qui n'ont pas tellement envie de continuer à être critiquées pour leurs échecs ou pour leurs insuffisances. Ces organisations ne seraient sans doute pas fâchées de voir le problème repris par d'autres.

Ce un problème grave parce qu'il ne peut pas y avoir de développement sans participation de tous les partenaires.

Ce livre insiste sur le rôle des ONG parce qu'il a été beaucoup trop sous-estimé jusqu'ici par les partenaires les plus traditionnels, c'est-à-dire les gouvernements et les organisations financières internationales, mais aujourd'hui il ne faudrait pas penser que les ONG représentent une panacée universelle, ni dans le temps, ni dans l'espace. Elles ne peuvent, en aucun cas, ni porter les problèmes de développement, même de développement rural, à elles seules, ni, dans la durée, prendre en charge la totalité du développement.

Ce qu'il faut simplement, c'est que l'on rééquilibre les choses par rapport à une vision du développement qui évolue sensiblement. Le développement ne peut plus être conçu sans une participation active des gens qui doivent en bénéficier.

Il n'est plus question d'imaginer des schémas de développement dans des bureaux d'études occidentaux et d'aller parachuter ces schémas dans des pays dont on ne

consulte même pas les habitants.

Je crois que c'est un travail beaucoup plus difficile qu'il faut faire, beaucoup plus complexe, qui consiste à donner aux villageois la formation nécessaire et à suggérer des schémas d'organisation qui sont souvent d'ailleurs un retour à une tradition ancienne oubliée.

C'est un travail qui leur permet de se prendre en charge et de se mettre dans une situation d'entreprendre.

Mais il serait aussi complètement ridicule de penser que ces ONG puissent agir, qu'elles soient du Sud ou du Nord d'ailleurs, sans une concertation approfondie avec les pouvoirs publics, c'est-à-dire non seulement avec les gouvernements des Etats, mais aussi avec les représentants de ces Etats dans les régions et dans les provinces, parce que souvent les obstacles viennent non seulement de la politique gouvernementale mais encore du comportement des fonctionnaires qui représentent l'Etat. Tant que les partenaires du développement ne parleront pas ensemble, le développement sera freiné.

— *Il semble donc que les Organisations non gouvernementales soient un espoir pour le Tiers Monde. Leur action est relativement récente. Peut-on déjà en chiffrer les résultats ?*

— C'est très difficile parce que nous avons affaire à une multitude de petites organisations, très dispersées, plus occupées, et c'est tant mieux, à travailler avec les paysans qu'à tenir des comptes ou à publier leurs résultats.

Cependant, au cours de notre étude, nous avons relevé un certain nombre de paramètres économiques qui nous ont permis de dégager certains résultats.

Tout d'abord, il apparaît qu'au moins 100 millions de paysans sur les deux milliards que compte le Tiers-Monde, bénéficient d'un projet de développement mené par une ONG. C'est peut-être encore très peu, mais c'est énorme si l'on sait avec quels moyens limités ces résultats ont été obtenus. En effet, et c'est un autre chiffre, le coût moyen par personne et par an, pour sortir du sous-développement, avec les méthodes des ONG, est d'environ 65 Francs. Le développement à l'échelle mondiale n'est donc pas uniquement un problème d'argent. C'est surtout une affaire de bonne volonté de la part de tous ceux qui travaillent dans le Tiers-Monde et de volonté de la part de tous les partenaires du développement et de coopération entre eux.

Pour sa part, le Club de Rome ne compte pas en rester là.

Faire des études, des recommandations, c'est bien, mais il faut aller plus loin. D'ici deux ans, nous allons organiser une série de conférences nationales sur le développement alimentaire dans différents pays africains. Des ONG, des experts, les gouvernements, participeront à ces conférences pour mettre sur pied des programmes concrets.

Bertrand Schneider était interviewé par Henri Bourbon.

DÉCADENCE ROMAINE : UN ACCIDENT

par François FONTAINE

François Fontaine est l'auteur d'un "Marc Aurèle", d'un "Trajan", d'une histoire des "Douze autres Césars" ; il vient de publier chez Julliard sous le titre "D'or et de bronze" une biographie de Claudius Pompeianus, qui fut l'éminence grise de Marc-Aurèle.

François Fontaine nous présente ici quelques réflexions politiques sur la décadence romaine ; il ne la situe pas au même moment que beaucoup d'historiens qui y voient un long processus et il ne partage pas l'avis de ceux qui pensent que cette décadence n'a pas eu lieu. Sans doute a-t-elle duré des siècles, mais dans l'anarchie militaire et dans la dictature ; c'est ainsi que le centre de gravité l'Empire s'est déplacé vers Byzance et que notre Europe s'est en quelque sorte effacée pour mille ans. François Fontaine préfère à la notion de décadence, celle de rupture, très visible sur le plan institutionnel, comme il le souligne dans cet article.

On épiloguera longtemps encore sur les causes de la grandeur et de la décadence de l'Empire romain. Les historiens modernes qui remettent tout en question prétendent même qu'il n'y a pas eu de décadence et ils ont inventé l'euphémisme d'"antiquité tardive" pour caractériser ce millénaire languissant durant lequel l'Occident chercha son second souffle derrière des murailles faites avec les marbres de ses palais ruinés.

Si l'on conteste la décadence, nierait-on la grandeur ? Les deux premiers siècles de notre ère ont-ils usurpé le nom de Haut Empire ? Sûrement pas. Hauts dans la datation relative, ils l'ont été aussi dans le degré de culture, de même que le Bas Empire porte bien son nom en termes de fatigue créatrice.

Ce déclin n'a pas été constaté ou inventé après coup. Il a été ressenti par les contemporains eux-mêmes. Il eut fallu qu'ils fussent aveugles pour ne pas voir que l'ordre antonin du II^e siècle avait fait place, dès le début du III^e, à l'anarchie militaire et à la pénurie, et bien peu curieux pour ne pas chercher les raisons immédiates d'un tel phénomène. Or les historiens de l'époque ont été assez lucides pour décrire et dater la rupture, imputable selon eux à un accident dynastique, la succession désastreuse de Marc Aurèle en 180 ap. J.C.

On a prétendu qu'ils s'étaient abusés, que jamais un mauvais Prince n'a cassé un bon système social, qu'il fallait que ce système portât déjà en lui les germes de sa corruption. Ou bien on a dit que ces témoins ont cru voir un grand changement parce que leurs privilèges de classe avaient été renversés au sein d'une société en voie de transformation. C'est là toute la question : une société évolue-t-elle de son propre mouvement ? Les accidents humains ont-ils si peu d'influence ?

Ce serait oublier que l'Empire romain a été l'œuvre de la volonté des hommes. On ne peut invoquer la seule nécessité pour rendre compte d'une action aussi continue, d'une progression aussi contrôlée, d'un succès aussi éclatant. Une petite tribu de trafiquants de bœufs n'avait pas besoin de conquérir le monde pour assurer son monopole de péage sur une île du Tibre. Ces gens-là n'étaient pas non plus animés d'une foi mystique, d'un esprit de croisade. On les disait plutôt réalistes et sédentaires. Mais ils avaient tout simplement le génie de l'organisation.

L'organisation est un phénomène biologique élémentaire qui, normalement doté d'un faible potentiel et d'un programme limité, s'arrêtera bientôt, à moins qu'il ne soit relayé par l'intelligence consciente. C'est le processus ordinaire de la civilisation. A ce stade précoce, les Romains ont inventé à leur profit un système juridique et militaire dont l'efficacité a dû les étonner et les obliger eux-mêmes. Ils se sont montrés à la hauteur de leur réussite. Pour faire fonctionner, pour préserver leur modèle supérieur à celui des autres, ils ont été conduits loin de chez eux. Ici on retrouve la nécessité. Mais elle n'a jamais pris à leurs yeux les formes de la fatalité. Ils en sont très longtemps restés maîtres.

Que cet effort de mise en ordre de toute chose, de consolidation de tout progrès, ce compromis d'autorité rigide et d'harmonisation souple des règles, cette combinaison de centralisme et d'universalisme, que tant de scrupule et d'habileté juridiques aient échappé un jour au contrôle des quelques hommes qui géraient les institutions de base, l'accident pouvait arriver. Un mécanisme aussi complexe rencontre sa fragilité dans l'étendue de l'espace du temps.

L'Empire Romain : centralisme et universalisme, complexité et fragilité

Auguste l'avait dit, le périmètre défensif de l'Empire ne devrait plus bouger après lui. Mais il affectait d'oublier les Germains qu'il avait laissés par force en dehors de son héritage. La défaite de Varus a été le premier avertissement de l'Histoire, mais on l'a mal compris (1). C'était un défi à relever aussitôt. Dès le début de l'Empire ont été écrites les conditions de sa fin. Ceux que les Romains croyaient avoir rejetés commençaient au contraire à les assiéger.

Deux siècles plus tard, Marc Aurèle payait le prix différé de cette première erreur, la seconde étant celle, commune à tous les maîtres de l'Empire, de se tromper d'ennemi héréditaire. L'armée romaine jouait à aller cueillir des lauriers chez les Parthes qui, eux, jouaient à fuir devant les légions pour reprendre le terrain après leur départ. Ce jeu dura plusieurs siècles. Pendant ce temps les Germains faisaient des enfants et ruinaient Rome dans une guerre d'usure. A la fin, on les enrégimentait pour se défendre d'eux.

On peut durer longtemps avec et malgré de telles erreurs stratégiques. Quel empire n'en commet jamais ? Mais alors il ne faut en ajouter aucune dans l'ordre intérieur. Marc Aurèle, quoiqu'on en dise, a fait preuve d'une remarquable combativité aux frontières, il a géré l'Etat d'une main ferme, et il avait en tout cas l'art de choisir les administrateurs et les généraux les meilleurs. Mais il avait négligé l'éducation de son malencontreux

fil, Commode. Pouvait-il faire mieux ? Une génération plus tard, Septime Sévère, que ce précédent obsédait, a produit, à force d'autorité et de soins, un non moins abominable Caracalla.

Ces erreurs ne pouvaient peut-être pas être évitées dans un Empire héréditaire par essence. Le principe de l'adoption n'avait si bien fonctionné depuis un siècle qu'à la faveur de la stérilité. Le premier héritier naturel venu s'imposait à tous en un temps et dans un régime où le droit divin avait remplacé le système républicain corrompu. Auguste l'avait voulu ainsi et pourtant il vit mourir un à un ses descendants directs. Ce ratage historique, qui dut l'accabler sur son lit de mort, perpétuait ses effets. Des généraux d'abord en tirèrent les conclusions face à un vide dramatique : Vespasien, Trajan, Septime Sévère s'installèrent de leur propre chef. Puis les prétoriens prirent l'habitude d'arriver plus vite. Puis les comités de soldats. Au fond de l'anarchie on revit les généraux, ceux-là sortis du rang. Cette triste histoire dura des siècles. Dans l'intervalle on avait oublié le goût de la liberté, la primauté du droit, et les bons sentiments. A la place on eut la dictature militaire, une écrasante bureaucratie et la férocité des mœurs.

François FONTAINE

(1) *Quintilius Varus (50 av J.C. - 9 apr J.C.) général romain, légat en Germanie fut massacré avec son armée par les Germains d'Arminius.*

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

NOUVELLE FRONTIERE

Chaban avait sa "nouvelle société". Les socialistes ont eu "l'autre logique" (sous-entendez la logique de la rupture avec le capitalisme). Chirac présente sa "nouvelle frontière". Cette nouvelle frontière c'est la reconquête de l'emploi.

En mettant l'accent sur ce sujet le nouveau Premier Ministre savait qu'il rencontrait la préoccupation dominante des Français. A juste titre, il a moins parlé de réduire le chômage que de créer des emplois. Car le plus inquiétant dans la situation de la France c'est la destruction d'emplois (encore près de 100.000 perdus l'an dernier). On peut être demandeur d'emploi (c'est-à-dire chômeur) sans avoir perdu son travail. Mais quand les entreprises ne créent pas d'emploi - et même en détruisent - l'horizon se bouche et l'on en est réduit à ce que l'on a appelé le traitement social du chômage, c'est-à-dire la création d'une sorte de Sécurité Sociale pour le chômage devenu l'équivalent d'une maladie incurable.

Quelles sont les chances de créer à nouveau des emplois en France ? Giscard n'a pas manqué de dire à Chirac qu'il avait plus de chances que lui n'en avait eu avant 1981. Grâce à la baisse sur le pétrole et sur le dollar, lui a-t-il dit, vous bénéficiez "d'une extraordinaire conjoncture des astres". Discrète mise en garde puisque cela revient à dire : si vous échouez, vous n'aurez pas d'excuse.

Le Premier Ministre a mis l'accent, pour créer des emplois, sur la compétitivité des entreprises. Mais cela ne se décrète pas, même si des mesures gouvernementales peuvent y contribuer. Le fond du débat est celui-ci. Quand l'économie française progressait de 5 % par an, dans les années 50 et 60, le premier souci de l'Etat était de veiller à une répartition à peu près équitable de cette richesse. C'était de sa compétence. Aujourd'hui, c'est moins la répartition qui importe que la production ; or on ne produit que ce qu'on peut vendre chez soi et à

l'étranger. L'essentiel se joue donc dans les entreprises. Même les socialistes avaient fini par le comprendre.

10/04/1986

PAYSAN-MINISTRE

François Guillaume, nouveau ministre de l'agriculture, n'est pas venu les mains vides devant ses camarades paysans. Le ministre ne pouvait pas ignorer les revendications de l'ancien Président de la Fédération des syndicats agricoles qu'il était encore il y a un mois.

Aussi a-t-il annoncé une baisse des impôts sur le carburant utilisé dans les exploitations agricoles. De même, il a promis que la récente dévaluation du franc se traduirait bientôt par un relèvement des prix payés aux agriculteurs français.

Certains s'étonneront peut-être qu'on relève ainsi les revenus des agriculteurs au moment où l'on gèle les traitements des fonctionnaires. Est-ce parce que les paysans votent en majorité à droite et les fonctionnaires en majorité à gauche ? Je ne dirai pas que cela est sans importance. Mais il faut regarder plus loin.

De toutes les catégories sociales, celles qui ont le plus souffert de la crise depuis dix ans, sont les chômeurs et les agriculteurs. Selon les organisations professionnelles le pouvoir d'achat d'un agriculteur a baissé de 30 % en dix ans. Pas seulement en France d'ailleurs. Pendant le même temps, les autres catégories voyaient leur pouvoir d'achat progresser de 20 %. Rien qu'en 1985 (après, il est vrai, une hausse en 1984) le revenu agricole a diminué de 9 % en France et de 15 % en Allemagne.

Or le revenu d'un agriculteur reste modeste. Selon une étude que publie aujourd'hui le Centre d'Etude des Revenus et des Coûts, à Paris, le revenu moyen d'un agriculteur ne dépasse pas celui d'un ouvrier en France. Avec, il est vrai, de grandes différences (de 1 à 20) selon les exploitations. Il n'empêche, la France ne rémunère pas

bien le travail manuel. Où qu'il soit : à la ville comme à la campagne.

11/04/1986

BUDGET CHIRAC

Premier acte concret du nouveau gouvernement (si l'on excepte le prologue de la dévaluation du franc), la révision du budget 1986. Dans ce qu'on appelle un "collectif" qui sera soumis au prochain Conseil des Ministres, Jacques Chirac entend affirmer trois choses : qu'il ne perd pas de temps ; qu'il ne peut pas tout faire tout de suite ; qu'il a hérité d'une situation financière délicate.

Il ne perd pas de temps car un certain nombre de dispositions, contenues dans ce collectif budgétaire, traduiront en actes les intentions affirmées dans le discours-programme de la semaine dernière. Ce sera le cas de l'amnistie fiscale pour faire rentrer des capitaux évadés à l'étranger (ce n'est pas très moral mais ce peut-être efficace si les personnes concernées sont convaincues que la nouvelle politique est là pour longtemps). De même la fiscalité concernant les actions sera allégée pour la rapprocher de celle touchant aux obligations (qui pourraient être alourdie), afin d'encourager les épargnants à prendre le risque de mettre leurs capitaux dans les entreprises (la Bourse a déjà anticipé cette tendance). Enfin, on prévoira des crédits (environ 5 milliards) pour financer l'allègement des charges sociales en faveur des jeunes embauchés.

A ces dépenses nouvelles correspondant à des mesures nouvelles, il faut ajouter des dépenses supplémentaires pour honorer les engagements du précédent gouvernement. Au total cela pourrait représenter près de 25 milliards de F. Comme le gouvernement ne veut pas alourdir le déficit (145 milliards), il doit faire des économies (sans doute 10 milliards tout de suite et 5 milliards plus tard) ce qui s'annonce très difficile. Le solde, une dizaine de milliards étant fourni par un surplus de recettes attendu de l'accélération de la croissance économique. Autant dire que l'assainissement réel des finances publiques n'est pas encore pour tout de suite.

14/04/1986

KADHAFI SANS PETROLE ?

Beaucoup de pétrole, pas beaucoup d'habitants : on pourrait croire que la Lybie est un pays riche, peu vulnérable économiquement, capable de financer n'importe quel terrorisme, n'importe où dans le monde. C'est inexact. Précisément parce que sa seule richesse est le pétrole, la Lybie est un pays très exposé en période d'effondrement des prix et de baisse de la consommation de l'or noir.

Sa production de pétrole a diminué de moitié depuis le début des années 80. Elle n'exporte plus que 45 millions de tonnes par an. Plus du tout en France depuis le début de cette saison. Très peu aux Etats-Unis. Essentiellement en Italie, en Allemagne et en Espagne, c'est-à-dire dans

des pays européens qui peuvent très facilement s'approvisionner ailleurs, en pétrole de même qualité (le brut libyen est particulièrement riche en carburants). Aujourd'hui, tous ces pays peuvent trouver le même pétrole au même prix, en Mer du Nord et au Nigéria. Cela explique la remontée de la livre sterling après le raid américain sur Tripoli. Il semble que les Allemands aient déjà changé de fournisseur.

Il faut savoir, également, que le brut libyen est souvent raffiné dans les pays de l'Est avant d'être revendu à l'Ouest.

Naturellement, on pourrait imaginer que l'URSS fasse avec le pétrole libyen ce qu'elle fait avec le sucre cubain, c'est-à-dire l'achète (à bon compte) pour soutenir des pays "amis" en difficulté. Mais l'URSS souffre déjà beaucoup de vendre moins de pétrole et moins de gaz.

On a beau dire que les sanctions économiques sont sans effet, si l'Europe n'achetait plus de pétrole libyen, si la France ne fournissait plus les pièces de rechange pour les Mirages qu'elle a vendus au Colonel Kadhafi, celui-ci ne serait pas dans une situation confortable. D'ailleurs, il ne l'est pas.

16/04/1986

CAISSES VIDES

Lorsque la gauche était arrivée au pouvoir en 1981, elle n'avait certes pas trouvé une économie florissante. Mais elle avait pu augmenter les dépenses de l'Etat, car les caisses publiques étaient convenablement garnies et la dette de l'Etat n'était que de 500 milliards de F. Aujourd'hui elle dépasse 1000 milliards et les caisses sont vides.

Aussi la nouvelle majorité n'avait-elle aucun moyen de faire des miracles comme on vient de le voir avec le "collectif" adopté mercredi, c'est-à-dire avec cette première révision du budget 86. Il y aura certainement une seconde révision d'ici à la fin de l'année.

Certes le gouvernement accroît les dépenses d'une vingtaine de milliards et fait des économies d'un montant équivalent. Sur un total des dépenses de 1000 milliards, cela ne représente tout de même que 2 %. Ce qui prouve bien que les gens les plus soucieux de changement sont contraints de les proportionner aux moyens disponibles. Pour l'essentiel les nouveautés sont renvoyées au budget de l'année prochaine. Rendez-vous donc à l'automne pour savoir ce que la majorité libérale veut, et peut, faire.

En attendant, on pare au plus pressé. On injecte près de la moitié des dépenses nouvelles dans les entreprises sinistrées : Renault, entreprises sidérurgiques, chantiers navals. Espérons que ce ne sera pas de l'argent perdu. Un effort plus significatif - et surtout plus créatif d'emplois - est fait en faveur de l'emploi des jeunes et du logement. C'est l'aspect le plus dynamique de ce "collectif budgétaire". Il est relativement modeste.

Quant aux économies, attendons de les voir réellement réalisées pour savoir si ce qui se trouve pour l'instant sur

le papier se retrouvera effectivement dans les caisses. Car on a déjà eu de mauvaises surprises en ce domaine. Au total, nous sommes en présence de nouvelles intentions plus que d'une nouvelle politique.

17/04/1986

EMPLOYER LA JEUNESSE

La nouvelle aggravation du chômage en mars (20 000 chômeurs de plus) n'a fait que confirmer la précarité de la situation de l'emploi. Du même coup, cela justifie les premières mesures prises par le nouveau gouvernement en vue d'encourager l'embauche des jeunes par les entreprises en allégeant certaines charges sociales.

Ces mesures n'auront pas d'effets immédiats spectaculaires. Elles touchent, cependant, des points décisifs de toute reconquête de l'emploi en France.

Notre pays a le triste privilège d'être l'un de ceux où il y a le plus de chômeurs dans la jeunesse. Selon les dernières statistiques de l'OCDE, il y a 25 % de chômeurs parmi les 15-24 ans chez nous (seule l'Italie est plus mal placée avec 35 %, mais dans la péninsule, le travail "au noir" est plus répandu que chez nous). La proportion de jeunes chômeurs tombe à 20 % en Grande-Bretagne, 15 % au Canada, 12 % aux Etats-Unis, 9 % en Allemagne, 5 % au Japon. Il y a dix ans, cette progression n'était que de 10 % en France, plus faible, alors, qu'en Italie, qu'en Angleterre, qu'au Canada et qu'aux Etats-Unis. Une telle dégradation de la situation des jeunes à la recherche d'un emploi est très préoccupante. Comment une société pourrait-elle compter sur le dynamisme de sa jeunesse si elle commence par lui fermer les portes des bureaux et des usines ?

Tous les exemples étrangers le prouvent, la solution doit être cherchée dans trois directions : alléger le coût du travail des jeunes pour les entreprises afin de les inciter à embaucher des travailleurs encore insuffisamment formés (c'est le but des allègements de charges sociales) ; améliorer cette formation, plus aisée et plus efficace dans l'entreprise qu'à l'école comme le prouve l'exemple allemand ; encourager les créations d'entreprises nouvelles (ce sont elles qui embauchent le plus de jeunes). Persévérons dans ces trois directions, et nous reverrons la lumière.

18/04/1986

LE MYSTERE DASSAULT

Marcel Dassault, dont les obsèques ont eu lieu le 22 avril à l'Eglise des Invalides, reste un mystère bien que tout ait été dit sur lui. Tout le monde connaît le roman rose (malgré ses drames) de cet homme-*façon* Comtesse de Ségur, un auteur qu'il aimait.

Mais peu de gens ont déchiffré le système sur lequel étaient construites sa réussite industrielle et sa fortune personnelle. Un système qu'il avait mis peu à peu en place à force d'observation et de persévérance, ses deux

qualités majeures, à côté de son incontestable compétence technique. Il observait beaucoup et ne se décourageait jamais.

C'est ainsi qu'il avait compris qu'on ne gagnait pas de l'argent en contrôlant toute la ligne de fabrication d'un avion. Il fallait se concentrer sur les points stratégiques : le bureau d'études, l'assemblage final et les essais. En s'allégeant du côté des lourdes usines de fabrication. A lui le professionnel hautement qualifié, qu'il payait très bien mais faisait travailler beaucoup quand c'était nécessaire. Aux autres les gros bataillons d'ouvriers. Il sous-traitait énormément. Si bien qu'en périodes de vaches maigres, il courait moins le risque d'avoir à fermer des usines.

Deuxième règle d'or du système Dassault : quand on veut vendre cher, il faut vendre à quelqu'un qui ne risque pas de faire faillite, c'est-à-dire à des Etats. Pour cela il faut fabriquer des avions militaires. D'où ce paradoxe en France : c'est une firme civile qui fabriquait les avions militaires et une firme d'Etat qui produisait les avions civils !

Enfin, ultime règle : avoir une marque. Autrement dit une réputation, une notoriété qui rassurent le client et qui attirent les meilleurs techniciens. C'est bien pour-quoi, quand la gauche a nationalisé Dassault, elle a gardé Marcel. Cela valait très cher. C'est d'ailleurs une question pour demain : Dassault restera-t-il Dassault, sans Marcel ?

22/04/1986

ETAT OU PATRON

Le coup d'envoi aux dénationalisations est donné par le projet de loi qui autorisera le gouvernement à procéder par ordonnances, c'est-à-dire sans prendre l'avis du Parlement.

Etrange histoire que celle de ces nationalisations suivies cinq ans plus tard de dénationalisations. En 1982, on transfère la propriété des banques et des grandes industries à l'Etat, pour de mauvaises raisons, mais les conséquences sont loin d'être toutes catastrophiques. Aujourd'hui, on prétend dénationaliser pour de bonnes raisons mais on s'inquiète des conséquences.

Pourquoi a-t-on nationalisé en 1982 ? Essentiellement pour une raison politique : on avait dit qu'on le ferait dans le programme commun de la gauche conclu dix ans plus tôt, dans un contexte économique complètement différent. C'était un mythe de la gauche française.

Cela comportait des risques mais, au total un bon nombre des entreprises nationalisées à l'époque sont aujourd'hui dans une meilleure situation. Pour une raison simple : les contribuables ont mis dans ces affaires les milliards qui leur manquaient et que leurs anciens propriétaires n'avaient pas pu ou pas voulu investir.

Comment se fait-il qu'après ce qui peut apparaître comme un succès les socialistes n'aient pas proposé de

nouvelles nationalisations dans leurs programme aux dernières élections ? C'est qu'entre temps ils ont compris la vraie nature d'une entreprise engagée dans la concurrence : souplesse, mobilité, rigueur, internationalisation, toutes choses plus difficiles quand c'est l'Etat le patron.

Voilà donc l'Etat en mesure de revendre plus cher qu'il ne les avait achetées, les entreprises nationalisées en 1982. Il aura bien besoin de cet argent pour se désendetter. Reste à trouver des acheteurs qui soient de vrais entrepreneurs. Là est le risque.

23/04/1986

LE PALMARES DE TOKYO

Même si les Grands réunis à Tokyo ont commencé par parler de terrorisme et de sécurité nucléaire, n'oublions que ces "sommets" sont de nature économique. Or depuis leur dernière rencontre, il y a un an, à Bonn, les sept pays concernés ont enregistré davantage de bonnes nouvelles que de mauvaises. Baisse du prix du pétrole : il a diminué de moitié en un an. Baisse du dollar : il a diminué de 30 %. Réduction des taux d'intérêt, ce qui stimule un peu partout l'activité.

Si l'on prend deux indicateurs symboliques, la hausse des prix et le chômage, on constate qu'ils ont évolué plutôt favorablement. L'inflation se ralentit presque partout et souvent de façon très sensible. C'est particulièrement spectaculaire en Allemagne où le rythme annuel de hausse des prix est tombé à zéro, et en France, où il est revenu de plus de 6 % à un peu plus de 3 %. L'inflation reste faible au Japon, moins de 2 % par an ; aux Etats-Unis, elle tourne autour de 3 %. La Grande-Bretagne a également amélioré sa position, revenant de 7 à 5 %. De même l'Italie, passant de plus de 8 % à un peu plus de 7 %. Légère dégradation au Canada, où l'on ne dépasse guère 4 %.

Côté chômage, c'est de stabilisation plus que d'amélioration qu'il faut parler. Toujours faible au Japon (autour de 2,5 % de la population) et moyen aux Etats-Unis (7 % de la population), le chômage reste élevé ailleurs : entre 9 et 10 % en Allemagne, malgré une reprise des créations d'emplois ; plus de 10 % en France ; plus de 13 % en Grande-Bretagne et en Italie. Seul le Canada améliore sa position en revenant au-dessous de 10 %.

Au total, si l'on fait un palmarès des sept pays, en combinant hausse des prix et chômage, c'est toujours le Japon qui réalise la meilleure performance. Mais l'Allemagne a ravi la deuxième place aux Etats-Unis, tandis que la France ravissait la quatrième au Canada. Loin devant les Anglais 6^{èmes} et les Italiens toujours derniers.

On comprend que Mitterrand et Chirac veuillent porter l'un et l'autre le drapeau tricolore : il n'est pas en loque !

5/05/1986

ALERTE AUX PRIX !

On attend un mauvais indice des prix pour avril : un peu en-dessous ou un peu au-dessus de 0,5 %. Ce ne sera pas beaucoup mieux en mai. Jacques Chirac doit se dire : l'ennui est fini, voici que les ennuis commencent. François Mitterrand, tapi dans son bureau désert à l'Elysée commence à compter les points.

A vrai dire cette dégradation sur le front des prix n'est pas une surprise. Déjà en mars ils avaient augmenté de 0,3 %. Le précédent gouvernement, fidèle aux habitudes de tout gouvernement à la veille d'une élection, avait discrètement reporté au lendemain du scrutin, les hausses inévitables sur les taxes pétrolières, la SNCF, la RATP, le tabac. En outre les nouveaux gouvernants avaient promis de libérer les prix, ce qu'ils ont fait, encore que pas complètement.

N'oublions pas que le brusque ralentissement de la hausse du coût de la vie fin 85 - début 86 avait été le fait de la baisse des prix du pétrole. Cela nous avait quelque peu caché la réalité. Au cours des trois premiers mois de cette année, l'indice - tout compris - n'a augmenté que de 0,1 %. Mais si l'on écarte l'énergie, on constate qu'il a augmenté de 0,9 %.

Au deuxième trimestre le phénomène se poursuit bien qu'atténué. L'indice augmenterait d'environ 1 %, peut-être un peu plus. Sans compter l'énergie la hausse atteindrait au moins 1,5 %.

Les chances d'atteindre l'objectif gouvernemental de 2,4 % entre le début et la fin de 1986 dépendent donc entièrement de la poursuite de la baisse sur le pétrole. Si celle-ci s'arrête (elle ne peut pas être infinie) on fera au mieux un peu moins de 3 %, peut-être davantage.

Le miracle pétrolier ne doit pas nous cacher la réalité. La lutte contre la vie chère doit être poursuivie sur tous les fronts si nous voulons rattraper les meilleurs, les Allemands et les Japonais. Pour gagner il faut faire la course en tête.

12/05/1986

"Autour de la pensée de Robert Schuman"

Sous le patronage de la F.I.M.E., l'Institut Robert Schuman pour l'Europe, la Maison de l'Europe de Nîmes, les Centres Européens de Tübingen et de Turin, organisent, à l'occasion du centenaire de la naissance de Robert Schuman, un séminaire du 24 août au 26 août 1986, au Centre "Culture et Sociétés" à la Baume-les-Aix, à Aix en Provence avec la participation de Mr. R.F. LEJEUNE, Président d'Honneur de l'I.R.S.E., du Professeur P. SABOURIN Président de l'I.R.S.E., de Ch. PENNERA auteur de "Robert Schuman, la Jeunesse et les débuts" et de J.P. GOUZY, Président honoraire des Journalistes Européens.

Renseignements : Maison de l'Europe de Nîmes 1 Place du Château 30000 NÎMES.

LE CATHOLICISME REVISITÉ

LIVRES RÉCENTS COMMENTÉS

par René PUCHEU

Le christianisme serait-il moins "idiot" qu'on ne l'avait imaginé ? Le christianisme n'est-il pas en train de continuer d'exister ? Les religions sont-elles aussi moribondes qu'on le croyait ? Peut-on ne pas les prendre en considération ? Leur accorder quelque curiosité intellectuelle ? N'ont-elles pas un certain avenir ?

Voilà des questions qui ont couru quelques cénacles de la H I (Haute Intelligentsia) parisienne, l'hiver dernier. L'on en a traité, sous un biais ou un autre à Esprit - c'est quasi "naturel" ? pas évident, Esprit aime l'inattendu depuis quelques années ! - à la docte Fondation Saint-Simon - il est vrai que ce docte cercle distingué sent très fort la "deuxième gauche" qui n'existerait, peut-être, pas sans le catholicisme des années 30 et 50 et sans ses crises d'antan -. On y a réfléchi, aussi, au Forum International de Politique, animé par Jean Elleinstein, au cours d'un colloque tenu au mois de février 1986.

UNE CURIOSITÉ NATURELLE

Quoi d'extraordinaire à cet intérêt, me dira-t-on ? Normal, en effet. Au moins sous un biais.

En 1968, au cours d'un colloque sur la "sociologie des mutations", un sociologue - non français - observait qu'il était impossible de conjecturer le devenir culturel sans prendre en compte les évolutions de l'institution catholique. Après avoir observé qu'en ces années là, "la société américaine (sinon toute la société occidentale) était plus proche de celle de Paris ou de Londres de 1780 que de la société américaine de 1950". A une exception près, toutefois, car ajoutait-il "il y a toujours du nouveau historique". Et, de préciser, aussitôt : "Une mutation cardinale s'opère de nos jours : la destruction de l'Eglise Catholique en train de se transformer ou de renoncer à ses anciens symboles de traditions. Cette œuvre immense de purification et de déracinement ne peut qu'entraîner

de très profondes conséquences sociales, imprévisibles pour le moment, car... l'Eglise... a été "une dompteuse d'irrationnel" (1).

Depuis le branle-bas a continué dans le catholicisme. Cependant, il a pris d'autres tournures que celles plus ou moins prévues. L'Eglise catholique est devenue un acteur de la vie internationale plus actif - en tous cas plus visible qu'au fil des décennies précédentes. D'une certaine manière, Jean-Paul II et Walesa ont vengé Pie XII. Brejnev ni ses successeurs ne purent se payer à loisir de la tête du Pape et lancer : "Le Pape ? Combien de divisions a-t-il ?" Récemment, le rôle de l'Eglise aux Philippines et en Haïti a impressionné. Impossible de procéder à une analyse des relations internationales sans prendre en compte le catholicisme. Plus largement, sans considérer les grandes religions puisque, cela va sans dire, l'Islam est devenu, plus que le marxisme, le vecteur de la ou des aspirations des masses de ce que l'on nommait le "tiers-monde", jadis.

En France même, les tendances de l'évolution ne sont pas nettes. Certes, la décennie 1970 a été celle de la débâcle. 99 % des Français se déclaraient catholiques en 1961. 79 % en 1984. Parmi ces 79 %, seulement 10 % "pratiquent". Quant au nombre de prêtres, il se réduit aux extrêmes : 93 "ordinations" en 1983, le plus petit chiffre jamais atteint. A la fin du XIX^e siècle, il dépassait, toujours, le millier. Selon les prévisions, il n'y aura plus que 15.000 prêtres catholiques, en l'an 2000. Est-ce la fin ? Pas certain ! La revue "Les Etudes" est la revue française qui a le plus fort tirage. L'édition catholique ne faiblit pas ; elle progresse même. Politiquement, la variable "catholique" reste très importante. Et, le 24 juin 1984, on a vu 2 millions de manifestants déferler à La Bastille. Bien sûr, ce n'était pas là un signe de vitalité du catholicisme. N'empêche que cette vieille institution catholique, mal-vue des "cathos de gauche", mal-aimée des Evêques, l'école libre, est devenue symbole de liberté.

De quoi en laisser tout le monde abasourdi. Et à déconcerter en profondeur les laïques les plus assurés.

LE "MODÈLE FRANÇAIS" EST ÉBRANLÉ

Il est ainsi normal que les préposés à la pensée, les intellectuels, se posent les questions que l'on a citées. Cependant, il faut, non moins, mesurer l'espèce de "révolution culturelle" que ce serait si ces interrogations se mettaient à intéresser une grande partie de la classe intellectuelle. Il existe, en effet, un "modèle français". Qui se caractérise moins par la "Séparation" de l'Eglise et de l'Etat que par l'exclusion hors de la culture de toute curiosité concernant le fait religieux catholique. En France, on peut prétendre être "cultivé", analyser la "culture occidentale" en ignorant la Bible, en ne sachant pas déchiffrer un vitrail de Chartres. Faut le faire !

Souffrez une anecdote : vers 1970, par hasard, j'assistais à un exposé décrivant les grandes phases de l'histoire de la musique occidentale. Le conférencier, sociologue à la mode en ce temps là, se produisait devant des professeurs de l'enseignement catholique. Or, il ne souffla mot du chant grégorien. Bien qu'inexpert en ce domaine, je me risquais à lui demander comment il situait le grégorien dans cette histoire. Sur un ton qui ne laissait pas place à réplique, il trancha : "J'ignore le grégorien" ! Ça c'est la France ! Un modèle culturel qui tient le catholicisme pour idiot et la religion, en général, pour un archaïsme dépassé avec lesquels il vaut mieux ne pas perdre son temps. Sauf, s'il s'agit des religions des sauvages !

Sans doute, l'action, la compétence, l'influence d'universitaires prestigieux tels Etienne Gilson, Etienne Borne, René Rémond, Emile Poulat etc - pardon pour ne citer que ceux-là - ont-ils, depuis plusieurs décennies, imposé l'idée que tous les catholiques n'étaient pas débiles, qu'il pouvait en exister d'incontestablement intelligents. Mais cette attitude à l'égard des individualités n'a pas carrément ébranlé le modèle quant au fait religieux lui-même. La "structure élémentaire" de la culture française reste : catholicisme = moyen-âge = obscurantisme ; sécularisation et laïcité = Lumières = modernité = avenir. Sauf qu'à quelques signes, on peut se demander si l'intelligentsia ne bouge pas, si des problématiques nouvelles n'émergent pas. Peut-être n'aura-t-il fallu rien moins que l'existence du Goulag, de Walesa et de Khomeini pour obliger la culture française à commencer à reconnaître que le "religieux" ce n'était pas simple. Que c'était même très compliqué et, plutôt mystérieux.

On en est là. Vraisemblablement, n'est-ce qu'un commencement. Le "modèle français" apparaîtra, de plus en plus, comme un ghetto polémique, enfermant la connaissance des faits sociaux et de l'évolution humaine dans une "grille" qui l'empêche de comprendre des quantités de faits et gestes des hommes et des sociétés. En tous cas, voici qu'émergent ces temps-ci de nouvelles problématiques sur le "religieux" dans les sociétés. Et, aussi, sur le catholicisme. Pour des raisons de compétence, on s'en tiendra à ce qui concerne celui-ci. On relèvera le change-

ment de regard sur le rôle passé du catholicisme, le renouvellement des approches de son présent et on évoquera comment on pronostique son devenir.

LA "MODERNITÉ" FILLE DE CHALCEDOINE

"Renversement de perspective" ! proclame l'annonce du livre de Marcel Gauchet, Rédacteur en chef de la revue *Le Débat* et philosophe à grande réputation. Etude de "la spécificité révolutionnaire du christianisme" ajoute-t-elle. Diable ! Ça fait choc. De fait ce livre, - dans le sillage de Max Weber, aussi bien, comme Aron, récemment, submergea Sartre, en sociologie Weber engloutit Marx - inverse la perspective sur le christianisme et modifie du tout au tout l'évaluation de son apport à la culture occidentale. Le christianisme était l'anti-culture, le voici "racine du développement occidental". Il était l'anti-modernité, le voici, source de modernité. Il était "l'aliénation religieuse" en sa forme la plus parfaite, le voici "mise en question du religieux dans sa rigueur primordiale". L'inversion est radicale ! A quatre-vingt dix degrés !

Faut pas se laisser prendre aux humeurs capricieuses des intellectuels ces grands-couturiers de la pensée ! Avant Marcel Gauchet, déjà, on avait remarqué que la fonction du christianisme était complexe. Renan, par exemple. Jean-Jaurès, non moins qui, dans un grand discours à la Chambre des Députés, le 3 mars 1904, avait souligné le "double effet contrasté" du christianisme" qui "a tout ensemble enchaîné et déchaîné l'homme, le liant à des formules d'absolutisme, suscitant en lui l'audace de rêves prodigieux". Mais cette ambiguïté c'en fut trop pour la vulgate laïque qui la réduisit à un obscurantisme unidimensionnel ! Plus récemment, Denis de Rougemont, dans son excitant essai sur "L'aventure de L'Homme en Occident" (Ed. Aubier) avait suggéré ce que l'essor de la technique, cette originalité de l'Occident, devait à la dogmatique chrétienne. Cependant Denis de Rougemont n'est pas "côté" ou n'est pas "placé" dans la H I. Encore plus récemment, Jean Baechler avait développé ce que la culture occidentale doit aux contradictions ou aux paradoxes de la théologie chrétienne (in "Les origines du capitalisme" Coll. Idées). Mais Baechler, ce n'est pas très "rive gauche" ! Mystère de la crédibilité qui passe par les hasards mondains !

Enfin Gauchet vint ! Et lui, il semble qu'on le croit ! Grâce à lui, la "révolution culturelle" occidentale commence au Concile de Chalcédoine, puisqu'en définissant le Christ comme "le même parfait en divinité et le même parfait en humanité, Dieu vraiment et le même vraiment homme", les Pères de cette époque ont changé "l'articulation entre ici-bas et au-delà", ont fait "comme le premier pas... de ce qui sera la déconstruction occidentale du principe hiérarchique". Le XVIII^e ? Robespierre ? Des rigolos à côté des Pères du IV^e siècle ! Bref, la modernité, elle commence à Chalcédoine et l'Eglise a eu beau se heurter à la modernité celle-ci est, vraiment, fille du christianisme. La "nuit" du Moyen Age devient le grand moment du "remodelage des cadres de l'expé-

rience humaine” par le premier embryon de “bureaucratie rationnelle”.

Sans conteste, on ne saurait en quelques lignes rendre compte de ce livre complexe, parfois un tantinet ésotérique, au projet ambigu ; discutable et discuté mais, toujours excitant. Qui en tout état de cause, met en question une certaine mise en perspective de l’Histoire dont la culture “à la française” a fait sa vision de base.

POURTANT, LE “NON POSSUMUS” VINT

Ainsi qu’il ne peut pas ne pas venir à l’esprit, ce changement de regard ne manque pas de poser un gigantesque problème. Si, sous l’influence weberienne, il est pertinent de “lire dans la tradition religieuse l’archéologie de la modernité” (3), pourquoi, à un moment donné fut-ce le divorce ? Pourquoi, en particulier en vient-on à ce “non” absolu de 1864 qui condamne sans appel tous ceux qui soutiennent que :

“Le Pontife romain peut et doit se réconcilier et composer avec le progrès, avec le libéralisme et avec la civilisation moderne”

Grande fracture que n’explique pas vraiment ni Marcel Gauchet ni Danielle Hervieu-Léger dans sa très remarquable et passionnante “Introduction à la sociologie du christianisme occidental”. Or, on aimerait d’autant plus y voir clair sur cette grande séparation que les travaux fondamentaux d’Emile Poulat et les analyses de Jean-Marie Mayeur (4) ont mis en lumière l’importance du hiatus. Et sa longueur. Car Pie IX ne fut pas un accident. La légende d’un Léon XIII “ouvert” contre un Pie IX et un Pie X “réactionnaires”, ne résiste pas à l’historiographie la plus récente.

De Pie IX à Vatican II - peut-être même au-delà - les Papes ont inscrit leur action dans le cadre de ce qu’Emile Poulat a nommé le “catholicisme intégral” ou “catholicisme intransigeant”. C’est-à-dire un catholicisme visant à dresser contre la “société moderne” une alternative chrétienne. L’intégrisme, le catholicisme social, la démocratie chrétienne et, peut-être même, le “révolutionnarisme” chrétien de la décennie 1970 ont exprimé des “moments” ou des “tonalités” (4) différentes d’une même visée : pour que la “société moderne” évite le “drame de l’humanisme athée”, la décomposition “individualiste”, elle a besoin du catholicisme, d’une “alternative” chrétienne. Il faut, à tout prix, “refaire chrétiens nos frères”.

Sous un certain biais, l’Eglise a, depuis la Renaissance montré une inouïe faculté d’adaptation. “Le catholicisme est un de ces systèmes où il peut se passer beaucoup de choses et les plus contradictoires, sans qu’ils s’en trouvent affectés. L’extraordinaire résistance du “système confessionnel catholique” s’explique par sa triple aptitude : assimiler, inventer, et, par-dessus tout supporter” (5). Oui mais, il y a des limites :

“L’éducation de l’humanité, c’est ce à quoi l’Eglise a toujours prétendu en vertu d’une mission qui lui interdisait de se laisser refouler dans un religieux pur, coupé de

la vie sociale réelle... son long monopole institutionnel a engendré la conception d’un *intégralisme* catholique... Le démantèlement de ce monopole a... mis l’Eglise dans l’obligation ou d’y renoncer ou de se transformer assez -se “moderniser” - pour y tendre à nouveau s’il se peut” (5).

Le *Savant* s’est, depuis Galilée érigé en grand prêtre d’une vérité “autre”, le *Bourgeois* a voulu enfermer l’Eglise à la sacristie, le *Démocrate* a prétendu faire du peuple la vox dei. Bien que la modernité elle l’ait, pour une part, enfantée, l’Eglise n’a pu accepter le “démantèlement” de sa visée globalisante. Peut-être, parce que, hors de ce modèle, il n’y a plus de catholicisme. Précisément, voilà la question de l’avenir. Immense suspens !

LA “CIVILISATION PAROISSIALE”, C’EST FINI

Plutôt ici et maintenant, le catholicisme où en est-il ? Que devient-il ? Pour le moins que l’on puisse dire, la sociologie des religions flotte dans bien des incertitudes. Certes, il y a des faits criants. Quantitativement, les indicateurs chiffrés sont tous à la baisse. Voici l’heure de la “fin des pratiquants”, de la “fin du clergé”, peut-être (3), si on les prend au pied du chiffre. Toutefois, aucun analyste ne procède ainsi. La situation du catholicisme crée une grande perplexité. Le diagnostic dominant est qu’il se passe quelque chose. Mais quoi, donc ? Risqué de trancher !

Une prudence fait l’unanimité. Nul n’écrit les mots “déchristianisation” “décatholicisation” qu’avec circonspection. On les met entre guillemets. Cela par suite de deux circonstances. D’une part, il est acquis, que la chrétienté ne fut jamais aussi profondément christianisée que l’a voulu le mythe. Les travaux de Jean Delumeau ont montré, notamment, que la christianisation fut, même, plus intense après le XVI^e siècle. En outre toutes les recherches mettent en lumière les limites du contrôle clérical sur les masses. Mais, il est vrai, il y avait un pouvoir clérical fort et reconnu. D’autre part, en ce qui concerne le présent, on doute de plus en plus que la “pratique” soit un critère pertinent de “catholicisation”. En tous cas, il ne suffit pas. Il existe des catholiques et de “bons” catholiques qui ne pratiquent pas. Du coup un instrument de mesure commode de la catholicisation défaille.

Cela étant, il est acquis qu’un certain christianisme meurt. Celui qu’Yves Lambert, dans sa passionnante monographie sur Limerzel, paroisse bretonne, a nommé “la civilisation paroissiale” (6). Ce christianisme qui fait que la totalité de la vie se déroulait au “rythme des cloches”, que intégration sociale et intégration religieuse coïncidaient. Christianisme complexe, au demeurant dont Y. Lambert montre toute la souplesse et toutes les ruses en analysant comment tant clercs que fidèles avaient “l’art d’accommoder la religion”. Articulant habilement le “ il ne faut pas attendre ici-bas la récompense du bien” et le “soyez bon et les temps seront bons”, établissant un fascinant compromis entre l’espérance d’un salut supra-mondain et le besoin de la réussite

ici-bas. Ah ! que les sociétés et les institutions sont, toujours, plus complexes et moins imbéciles qu'on l'imagine ! Cette étude va loin !

Evidemment, la fin de cette "civilisation paroissiale" et la fin d'un certain christianisme, sont dus à l'élargissement des communications, à la rationalité technique. Ce n'est pas la faute au Concile Vatican II. Seuls les polémistes peuvent prétendre cela. Au surplus, ce Concile qui tient tant de place à l'intérieur du catholicisme français et qui tend à devenir un nouveau et chaud clivage, les uns s'agrippant à lui comme à un tabou et levant la bannière des "acquis" du Concile, les autres lui imputant beaucoup de maux, nulle recherche sérieuse ne peut encore en évaluer les effets. C'est trop tôt. Ceux qui le scrutent froidement commencent, seulement, à discerner qu'il fut plus complexe que sa légende. Notamment les textes conciliaires se révèlent souvent comme des motions de synthèses aux formulations contradictoires et juxtaposées. Il y a d'autant plus des airs de mosaïque que, comme l'a indiqué Pierre Levillain, la mécanique conciliaire tendait à susciter l'unanimité. Ça éclaire beaucoup de choses. Et, on va se quereller longtemps sur ce fameux Concile. D'autant que chez les Evêques Français qui en furent, c'est Verdun ! Un tabou !

DES CATHOLICISMES "REMODELÉS"

Un christianisme finit. Un autre ou d'autres commencent-ils ? Question discutée.

Un point remarquable. La "civilisation paroissiale" s'efface non dans le tohu-bohu des combats mais dans l'indifférence. "Le bilan global est celui d'une certaine indifférence... Les attitudes hostiles sont de moins en moins nombreuses à mesure que le climat de chrétienté s'éloigne, et que le catholicisme traditionnel s'estompe" remarque Y. Lambert à propos des jeunes. De fait, l'indifférence religieuse est l'une des grandes "productions" de cette fin du deuxième millénaire. Cette indifférence mériterait davantage d'investigations. Elle est, vraisemblablement, multiforme. Elle peut être indifférence profonde. Elle peut être indifférence par déception. Curieux que l'on n'explore pas "les paumés", ces déracinés du christianisme par une certaine manière autoritaire et super-cléricale dont l'Eglise de France et des parties de son appareil "socio-culturel" a conduit "l'aggiornamento" avec des allures de déstalinisation. Pas un hasard ! La France c'est la France !

Elle peut être indifférence-connivence : "La croyance est floue, incertaine chez la majorité, voire nulle, tandis que la religion paraît compter très peu dans la réussite individuelle et dans la vie sociale... Surtout, aucun autre système de référence ne vient prendre la place laissée par la religion, aucune terre promise ne semble attirer ces jeunes apparemment sans boussole, pris entre la crise et la volonté de vivre pleinement le présent" (Y. Lambert p. 318) Importantes ces circonstances et cet état.

Par ailleurs, la plupart des analyses s'accordent, désor-

mais, à être moins sensible à la "décomposition", à la "dé-structuration" du catholicisme qu'à la "recomposition" du champ religieux. Actuellement, trois tendances, notamment, semblent ébaucher une nouvelle configuration du catholicisme.

Une certaine fluidité. Autrement dit, le "nouveau catholique", évidemment produit de la rationalité scientifico-technique et de l'environnement de la "modernité", n'adhère plus à des évidences totalisantes. Il relativise. Du coup, il tend à faire en religion comme au libre-service. A en prendre et à en laisser. Le catholicisme se consomme à la carte, si l'on ose écrire. Sans doute en a-t-il, toujours, été ainsi. Mais, aujourd'hui ce relativisme s'affiche.

En plus la religion ordinaire bouge. Elle donne "l'enfer au diable", souhaite le "salut sans peine" et "le bonheur ici et maintenant". Bref, "le catholicisme tend à devenir un humanisme transcendant bien plus qu'une religion du salut supra-mondain, même s'il conserve la perspective d'un au-delà : il prétend apporter la vérité sur l'identité de l'homme et la meilleure manière de se réaliser pleinement ; et la figure du Christ est bien moins celle d'une figure expiatrice que celle d'un révélateur de cette identité... un anthropologue humano-divin" (Y. Lambert). La croyance catholique est "remodelée", l'important étant moins le salut au-delà que l'amour ici-bas. Certes, le catholicisme n'a plus le monopole de l'amour mais il le tient encore aux yeux d'une partie de l'opinion qui le considère comme le mieux apte à en être le "champion".

Enfin, on assiste à une "poussée charismatique" (Danielle Hervieu-Léger). A travers ces nouveaux mouvements religieux nommés précisément "charismatiques" (Renouveau, Communauté Emmanuel etc) qui ont surgi au cours de la décennie 1970, mettant l'accent sur la prière et la ferveur, celle-ci pouvant aller jusqu'à une effervescence redécouvrant la glossolalie, le "parler en langue". Ce nouveau christianisme "émotionnel" (Hervieu-Léger) mobilise un nombre notable de catholiques. Chaque été, à Paray-le-Monial, la Communauté Emmanuel rassemble des milliers de personnes pour des sessions de plusieurs jours. Pour sûr, il s'agit d'une réaction suscitée par l'hyper-rationalisation de la dogmatique catholique, la bureaucratisation de l'Eglise et, aussi, par son excessive modernisation. Notamment, les accents apocalyptiques de quelques unes de ces communautés sont protestation contre l'escamotage de la sotériologie par "l'humanitarisme". Doit-on face à ces mouvements parler de "restauration" sous prétexte qu'ils donnent moins la priorité à l'engagement politique et social ? La réalité est moins simple. Il est absolument certain qu'ils constituent un nouveau type de chrétien par rapport aux vagues successives de types de "militants", produits par le catholicisme, depuis un siècle environ. En tout état de cause, attention ! Il est impossible de "lire" les évolutions du catholicisme, à travers la grille simpliste Droite/Gauche, Progressisme/ Réaction, Ordre/ Mouvement. Chaque fois que l'on s'enferme dans ces carcans, on est sûr de laisser échapper l'essentiel.

UN "NOUVEAU" PAPE ?

Quoiqu'il en soit, cette "poussée charismatique" déborde les mouvements charismatiques, ainsi que le suggère de manière particulièrement intéressante Danielle Hervieu-Léger dans les pages qu'elle intitule : "Le catholicisme sous Jean-Paul II : restauration ou prophétisme ?" (3) et au fil desquelles elle s'attache à expliquer sociologiquement l'écart entre la "capacité de mobilisation émotionnelle dont dispose, à titre personnel, le pape Jean-Paul II" et "la disqualification au moins relative du discours normatif qu'il tient" pour combattre "l'ennemi principal : le "permissivisme"... (c'est-à-dire) l'idée que chacun est libre de déterminer en conscience, ses choix moraux...". "Tout se passe comme si la fragilité rationnelle du dispositif doctrinal et du dispositif normatif... se trouvait compensée par le crédit accordé à l'engagement personnel de "témoins" qui "ouvrent la voie", qui "donnent sens". Ce processus de compensation permet, contre toute évidence sociale et culturelle, de sauver la plausibilité des propositions chrétiennes, en leur conférant une signification prophétique attestée par la vie de ces témoins privilégiés. Jean-Paul II, mère Thérèse et d'autres deviennent ainsi les repères d'un catholicisme utopique de type nouveau (p. 341).

Analyse excitante qui situe les phénomènes de personnalisation et de médiatisation dans une perspective plus fondamentale. Moins accidentelle, aussi, car, pour Danielle Hervieu-Léger ce "mode de "relégitimation prophétique" de la fonction pastorale ou de la fonction cléricale" esquisse, avec d'autres variables un "christianisme post-moderne", christianisme du troisième type ?

Mais y aura-t-il un christianisme de la post-modernité ? A cette question une autre vient aux lèvres : "La post-modernité, kes-ako ?". Le mot est plus magique que rationnel. Bien malin qui est en mesure d'imaginer de quoi demain sera culturellement fait. On ne peut conjecturer qu'hyper-précautionneusement. Cela étant, il est impossible de résister à l'envie de discerner où en sera le christianisme demain. Le croyant peut être assuré que l'Eglise a les paroles de la vie éternelle. Mais il est tant de manière dont cette promesse peut être tenue, y compris la survie sous forme de secte marginale, que le sociologue a libre cours pour fureter entre les hypothèses plausibles.

LA MODERNITÉ CRÉE-T-ELLE LA RELIGION ?

En fait, les pronostics sont divers. Pour Marcel Gauchet : "La sortie de la religion est possible. Cela ne signifie pas que le religieux doive cesser de parler aux individus..." Autrement dit : plus d'Évangile, plus d'Eglise ; la grandeur du christianisme sera d'avoir mis à mort la religion. Survivront les sectes, les astrologues et les footballeurs ou les stars. On rejoint un cri de Mircea Eliade : "Après tout, les hommes ont, peut-être, moins besoin de dieux que de rêves" !

On peut se demander à lire le titre du numéro spécial

d'"Esprit" d'avril-mai 1986, si après "feu la chrétienté" ne voici pas "feu la religion" puisqu'il est titré "La religion, sans retour ni détour. Le christianisme a-t-il un avenir ?" Mais à déchiffrer le numéro, on peut se demander si ce n'est pas le propos contraire qui sous-tend ces 258 pages. Retour à la religion après détour et avec détour ? Le fait qu'il se conclue par les propos très officiels de Gérard Defois, Recteur de l'Institut Catholique de Lyon et par ceux du Président de l'Épiscopat Français, Mgr. Vilnet va dans ce sens. Ce n'est, cependant, qu'une des lectures possibles de ce numéro significatif.

Bien avant Marcel Gauchet, Ernest Renan imaginait : "Le monde sera éternellement religieux et le christianisme, dans un sens large est le dernier mot de la religion... Toute organisation officielle soit sous forme d'Église nationale, soit sous la forme ultra-montaine est destinée à disparaître. Un christianisme libre et individuel, avec d'innombrables variétés intérieures comme fut celui des trois premiers siècles ; tel semble l'avenir religieux de l'Europe".

Danielle Hervieu-Léger ne serait pas loin de l'hypothèse de Renan à condition d'ajouter au "modèle" la régulation charismatique : "Le postulat sociologique de la disparition de la religion dans le monde moderne est aujourd'hui controversé. L'hypothèse qu'on peut formuler, c'est que le processus historique de la modernité dissout la religion, dans le temps où l'utopie de la modernité, moteur du processus, reconstitue en permanence les conditions d'une pensée qui lie la distance présente entre la réalité vécue et l'horizon utopique..." Le paradoxe de la modernité étant de détruire incessamment la religion pour la recréer ! (7).

Est-ce à dire que le catholicisme changerait de fonction ? Qu'après avoir exercé longtemps la fonction attestatrice de l'ordre établi, il serait voué à exercer la fonction critique de contre-utopie ? A condition prétendrait Emile Poulat que, ce faisant, il n'en soit pas contraint à abandonner son ambition d'intégralisme qui lui est essentielle et le spécifie. Mais le spécifie-t-elle, vraiment. Bref qu'est-ce exactement que le catholicisme ? Tout se passe comme si, au seuil du troisième millénaire de l'ère chrétienne, il nous restait à le découvrir. Dès lors, une chose est sûre : l'interrogation sur le christianisme ne manque pas d'avenir.

René PUCHEU

(1) *Sociologie des mutations. VII^e colloque de l'association des sociologues de langue française.*

(2) *Marcel Gauchet. Le désenchantement du monde Histoire politique de la religion (Ed. Gallimard 1985).*

(3) *Danielle Hervieu-Léger. Vers un nouveau christianisme (Ed. Cerf 1986).*

(4) *Jean-Marie Mayeur. Catholicisme social et démocratie chrétienne (Ed. Cerf 1986).*

(5) *Emile Poulat Catholicisme. Démocratie et Socialisme (Ed. Casterman 1979).*

(6) *Yves Lambert. Dieu change en Bretagne (Ed. Cerf 1985).*

(7) *Esprit Octobre 1985.*

JEAN-PAUL II A LA SYNAGOGUE DE ROME

Le nouveau testament salue l'ancien

par Jean CHELINI

“**B**ientôt l'étonnement provoqué par l'originalité de son style laissera loin derrière lui celui qu'a fait naître son élection”, écrivais-je au lendemain de l'avènement de Jean-Paul II, le 22 octobre 1978. “Les Nouveaux papes” tels que je les ai appelés depuis Jean XXIII n'ont pas fini de nous surprendre.

Parmi les initiatives les plus nouvelles, l'attitude de l'Eglise envers les Juifs. L'héritage était lourd. Des siècles de mépris et de persécution d'un côté, de méfiance ou de haine dissimulée de l'autre. Il n'en avait pas toujours été ainsi.

COEXISTENCE AVANT L'AN MIL

Bernard Blumenkranz a bien montré qu'avant l'an mil, les relations étaient plutôt bonnes entre juifs et chrétiens. Les empereurs païens les avaient persécutés ensemble. Dans l'Empire devenu chrétien et les royaumes barbares qui lui succédèrent, les princes favorisèrent le catholicisme, mais en général sans persécuter les Juifs. Charlemagne et Louis le Pieux, les protégèrent contre le zèle de certains évêques. Ce sont les Croisades, avec la volonté de purification qui les accompagnait, qui détériorèrent les relations.

Au XI^e siècle, les premiers pogroms dans la vallée du Rhin suivirent la première Croisade. Le bruit courait que les juifs aidaient les musulmans dans les persécutions qu'ils faisaient subir aux chrétiens. Progressivement des mesures de ségrégation les frappèrent. Les ghettos se constituèrent. Le port de la rouelle ou du chapeau jaune fut rendu obligatoire.

Certains métiers furent interdits aux juifs, alors qu'au IX^e siècle encore il y avait des cultivateurs juifs en Languedoc. Les juifs marginalisés furent contraints de se cantonner dans le commerce, spécialement celui de l'argent. Les plus riches firent des jaloux, déclenchant ce

réflexe d'hostilité envieuse classique dans l'histoire du sentiment populaire contre les juifs.

“LES RACINES DE L'ANTISEMITISME CHRETIEN”

Mais au cours du second millénaire, l'antisémitisme se nourrit le plus souvent de considérations religieuses sommaires. Les théologiens accusaient depuis l'Antiquité les juifs d'être responsables de la mort du Christ. L'idée et le propos se répandirent et l'on en vint au Moyen âge, et dans la Contre-Réforme à considérer comme un juste châtiment pour leur crime, les maux qui s'abattaient sur le peuple qui avait refusé de reconnaître le Christ et l'avait mis à mort. Dans les miniatures ce sont les juifs portant le bonnet conique qui remplacèrent les soldats romains comme acteurs de la Passion. Sur le portail des cathédrales, la Synagogue était représentée par une statue de femme aveuglée par un bandeau et portant une lance brisée.

L'antisémitisme chrétien était né et se développe aussi bien chez les catholiques que chez les protestants. Il n'entraînait pas la persécution violente, mais l'hostilité sourde, des gestes d'impatience, des brimades, des extorsions, et pour le moins le mépris. Le jour du Vendredi Saint, les juifs devaient se barricader dans leur ghetto de peur d'être maltraités. René Moulinas montre dans son très bon livre sur *Les juifs du pape en France*, c'est-à-dire ceux du Comtat-Venaissin, les Avignonnais courir après les juifs et les bousculer pour les obliger à s'agenouiller et à lever leur chapeau, c'est ce qu'on appelait faire *cavo* !

DE L'A.F... A LA RESISTANCE

A la fin du XIX^e siècle l'Action Française relança un antisémitisme violent chez les catholiques, et notre très catholique confrère *La Croix*, aujourd'hui politiquement très différemment orienté, faisait une publicité

ainsi conçue à la porte des églises : "La Croix, le journal le plus antisémite de France."

L'action énergique de Pie XI, les excès effroyables du racisme hitlérien, ouvrirent les yeux aux catholiques, sur les risques terribles que pouvait engendrer l'antisémitisme.

Pendant la Résistance beaucoup de chrétiens aidèrent les juifs à se cacher ou à passer à l'étranger. En France, le clergé accueillit dans les écoles et dans les presbytères de nombreux enfants juifs. Les déclarations de Mgr Saliège, reprises par d'autres évêques comme le reconnaît lui-même Serge Klarsfeld dans *Vichy-Auschwitz*, obligèrent les Allemands à ralentir le rythme des convois et à relâcher la pression.

En Italie, à l'exemple du père Rufino Niccacci, des religieux abritèrent des milliers de juifs avec la complicité de la hiérarchie ecclésiastique.

AVEC JEAN XXIII UN NOUVEAU CLIMAT

Les relations s'améliorèrent considérablement après l'élection de Jean XXIII. Le pape Roncalli supprima de la prière du Vendredi Saint la mention de la perfidie juive. Il écouta longuement Jules Isaac lui parler des racines chrétiennes de l'antisémitisme. Il chargea une section du Secrétariat pour l'Unité (réservé au rapprochement entre chrétiens), d'étudier l'épineux dossier des relations entre l'Eglise et la Synagogue. Jean XXIII a surtout créé un nouveau climat qui fait toujours évoquer sa mémoire avec beaucoup de sympathie par les interlocuteurs juifs.

Mais c'est le Concile qui dans la déclaration *Nostra aetate*, a dissipé les malentendus fondamentaux. Le texte innocent clairement le peuple juif de la responsabilité de la mort du Christ. Les acteurs du drame ont été le groupe sacerdotal juif alors au pouvoir, le gouverneur romain et les soldats de la 10^e cohorte stationnée en Palestine, mais "ce qui a été commis durant la Passion ne peut être imputé ni indistinctement à tous les juifs vivant alors, ni aux juifs de notre temps". La déclaration déplore et condamne les persécutions dont les juifs ont été victimes et demande que chrétiens et juifs étudient ensemble leur héritage biblique commun et collaborent dans un dialogue fraternel, en dehors de toute discrimination de race et de religion.

JEAN-PAUL II REPREND LA DIALOGUE

Le dialogue n'a pas cessé depuis. Institutionnel à travers le Secrétariat pour l'unité. Personnel à travers des hommes comme Mgr Etchegaray qui sut nouer avec la communauté juive de Marseille des relations de confiance. Devenu cardinal, il posa devant ses confrères, lors d'une réunion romaine récente, son témoignage sur les racines juives du christianisme. Israël l'a reçu en Décembre 1985 pour lui remettre le Prix de la reconnaissance.

Mais face à Jean-Paul II, Polonais, donc considéré, à

tort ou à raison, comme antisémite par la plupart des Juifs, qui reçut officieusement Yasser Arafat le chef de l'O.L.P. détesté par l'opinion juive internationale, beaucoup de juifs se montraient réservés.

Le fait que le Vatican refuse de reconnaître l'Etat d'Israël, parce que ses frontières ne sont pas encore fixées par un traité de paix en bonne et due forme, exaspère les responsables israéliens et tous les juifs sionistes.

Jean-Paul II n'a pas voulu rester en retard dans son dialogue universel. S'il l'a avancé avec l'Islam l'été dernier en s'adressant à 50.000 jeunes musulmans, dans le stade Mohamed V de Rabat, où l'avait accueilli Hassan II, Commandeur des croyants, il devait par un geste spectaculaire montrer sa sollicitude envers le peuple d'Israël.

UNE VISITE SYMBOLIQUE

La visite que Jean-Paul II a accompli à la grande Synagogue de Rome offre cette signification symbolique. Le Polonais, Karol Wojtyla, prolonge et continue l'œuvre de rapprochement d'Angelo Roncalli et de Jean-Baptiste Montini. Il parle le même langage qu'eux et souhaite qu'on l'entende.

Montini est allé à Jérusalem. Jean-Paul II est entré dans la synagogue de Rome. La distance était plus courte, mais le geste plus difficile. Le pape, en visitant la synagogue du ghetto, reconnaît à Rome, capitale de la catholicité, l'existence d'une communauté juive et lui rend fraternellement visite.

En alternant la récitation d'un psaume avec le Grand Rabbin, il reconnaît la commune racine d'Israël et de l'Eglise. Le Nouveau Testament salue l'Ancien. L'échange de cadeaux a souligné l'égalité des bons rapports.

LIMITES ET PORTEE

Certes, ce geste n'a pas été apprécié des intégristes des deux bords, mais il a réjoui les hommes de bonne volonté des deux camps. Il ne résout pas les problèmes, mais il recrée un climat qui s'était détérioré depuis un lustre. Il tend à dissiper les malentendus.

Un Carmel à Auschwitz, ce n'est pas la volonté pour l'Eglise d'annexer le génocide mais l'occasion de manifester la solidarité chrétienne dans la prière pour les victimes. S'il est mort 3 millions de juifs polonais de 1940 à 1944, il est mort aussi 3 millions de catholiques polonais. La réciprocité dans la tolérance et dans le respect mutuel doivent devenir la base des relations nouvelles entre juifs et chrétiens. C'est ce qu'est venu dire Jean-Paul II aux juifs de Rome et de l'univers. La confiance fraternelle peut seule résoudre les séquelles d'un contentieux familial millénaire. Qu'ils le veuillent ou non, après 2000 ans, les juifs aussi sont devenus des judéo-chrétiens !

Jean CHELINI

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

*Sur Emmanuel Berl - Michel Mohrt : La guerre civile
- François Nourissier : De l'Eau grise à La Fête des pères
- Michel Tournier : La Goutte d'or - Dominique Fernandez : L'Amour - Guy Dupré : Les Mamantes - Robert Sabatier : David et Olivier - Jean Cayrol : Les Châtaignes - Roger Grenier : Le Pierrot Noir - Jacques Laurent : Le Dormeur debout.*

Emmanuel Berl a averti son lecteur dans sa préface à *Mort de la pensée bourgeoise* en 1929 qu'il ne lui proposait pas une doctrine, mais l'invitait à un voyage qui "promettait d'être long et coupé de zigzags multiples". C'est à travers ces zigzags que M. Bernard de Fallois et M. Bernard Mor-

lino nous entraînent dans un gros livre de huit cents pages (1) où ils ont rassemblé des essais et des articles publiés par Emmanuel Berl de 1945 et même un peu avant jusqu'en 1976, année de sa mort, dans *La Table ronde*, *Arts*, *Preuves*, *Contre point*, la *Revue de Paris* etc... sur l'Histoire, la France, l'Europe, la Politique, les

écrivains, les Juifs, la Justice... De Tamerlan à l'affaire Dreyfus, de Saint Louis à de Gaulle et Pétain, de Bergson à Proust et Goethe, de la Kabbale à la psychanalyse, à la génétique, au structuralisme, de la bataille de Pavie à celle de Mohacs, que de zigzags en effet ! Emmanuel Berl a rêvé d'écrire un livre qui se serait appelé *Sans queue ni tête*, et il prévient le lecteur de *Mort de la pensée bourgeoise* qu'il allait sans savoir où, surtout, qu'il ne fallait pas lui demander où il voulait en venir. Le parcours jalonné par MM. Bernard de Fallois et Bernard Morlino nous permet de découvrir à travers les mouvements désordonnés d'une pensée en perpétuelle ouverture au monde, aux faits, aux lectures, quelques orientations, quelques constantes autour desquelles ces zigzags forment les arabesques d'une ligne de vie qui, pour apparaître discontinue, indique toujours la même direction.

Dans un livre de souvenirs et de réflexions intitulé *A contre temps*, Emmanuel Berl a avoué son irréductibilité aux leçons du grand homme de sa famille, Bergson, et son impuissance à percevoir en soi la durée. "Mon moi qui cherchait à percevoir la durée bergsonienne, écrivait-il, qu'avait-il à voir avec le coureur de filles, l'amateur d'anémones, le fumeur de cigarettes ?" Ce moi était bien obligé d'admettre sa multiplicité et d'en engager une discontinuité. Cette discontinuité se révèle dans le discours d'Emmanuel Berl à propos duquel M. Bernard de Fallois peut dire que *le style c'est l'homme*, en le comparant à celui de Diderot et de Montaigne. Drieu la Rochelle reprochait à Berl le désordre de ses livres et Berl reconnaissait un manque de cohérence dans ses écrits. Mais c'était pour ajouter qu'il ne croyait pas que la cohérence du discours prouvât sa justesse. Montesquieu dit que "pour bien écrire, il faut sauter les idées intermédiaires, assez pour ne pas être ennuyeux, pas trop de peur de n'être pas entendu". Berl a l'esprit trop vif et une trop grande facilité à parler pour ne pas sauter à pieds joints par-dessus les idées intermédiaires où sa pensée s'embarberait et son discours s'empâterait. Il court en zigzags droit au but, mais si vite qu'il fait souvent des faux pas.

Ce qui a séparé Berl de Bergson, c'est qu'il a compris que cette philosophie impliquait "un refus inacceptable et révoltant de la mort". Il dit dans un article de *la Parisienne* intitulé *Portrait de l'homme de droite* : "Quand on écrit que la mort même peut être surmontée, on ne peut être de droite". Voilà le type même du faux pas, du sophisme où un excès d'agilité entraîne Berl. L'œuvre d'un Maurras, essentiellement homme de droite, toute entière dénégation passionnée de la mort (le roi ne meurt pas), lui apporte un démenti. M. Bernard de Fallois nous dit que Berl est "un homme de la vie". Il y a une obsession de la mort dans son œuvre ; il a écrit *Méditation sur un amour défunt*, *Mort de la pensée bourgeoise*, *Mort de la morale bourgeoise*, *Présence des morts*,... Berl a rapporté dans *A contre temps* que Bernard Privat lui a un jour demandé un *Ce que je crois* pour sa collection des éditions Grasset et il lui a répliqué qu'il ne pouvait en être question. On sait au moins en quoi ne

croit pas Emmanuel Berl : l'évolution, le progrès, l'immortalité... Du livre composé par MM. de Fallois et Morlino, on pourra tirer ce *contre-credo*.

*
* *

"Qu'est-ce qu'une vie réussie ? a écrit M. Michel Mohrt dans *la Prison maritime* : celle où l'on fait ce que l'on aime. Je n'ai jamais rien tant aimé que de rêver". M. Michel Mohrt se rêvait dans ce roman à bord du *Roi Arthur*, vaisseau fantôme où il avait embarqué tous les réprouvés de l'Histoire, compagnon d'armes d'Amfortas, de Judicaël et de Nominoë, d'Alain Barbe-Torte, du marquis de la Rouërie et de Georges Cadoudal et de Monsieur de Charette. Au collège, déjà, il était toujours du côté des vaincus, avec les Vénètes contre Jules César, avec les jacobites à Culloden, contre Hoche à Quiberon. Romantique de la fidélité, dilettante de la révolte, serviteur de toutes les causes perdues, il fera dire à l'un des personnages d'un autre de ses romans *La campagne d'Italie* : "C'est très agréable d'être vaincu ; on n'a plus à s'occuper de rien, on ne se sent plus responsable". Dans *La campagne d'Italie*, il s'est rêvé, à la faveur de la défaite de 1940, sous-lieutenant du Royal-Piémont entrant victorieusement avec Henri Beyle dans Milan, en 1797 et se précipitant, le soir même, à la Scala pour voir jouer *le Mariage secret* de Cimarosa. Dans *Montherlant homme libre*, où il s'est essayé à la critique et où il s'éprenait d'Andrée Hacquebaut, il se rêvait aumônier de la Congrégation des dames repenties de Montherlant. Chevalier ou, religieux, telle était sa vocation : le Rouge et le Noir. Plus tard, décrivant dans *Un jeu d'enfer* des scènes de la vie de salon en 1815, il se rêvera auditeur au Conseil d'Etat sous la Restauration. Ses parents avaient rêvé qu'il serait un jour conseiller à la Cour d'appel de Rennes. Lui, toute sa vie, s'est rêvé vivant à l'écart de l'Histoire dans un manoir breton au bord de l'océan, hobereau lecteur de mémoires et écrivain de chroniques du Temps Passé. Il s'est rêvé proscrit et maudit. En rêvant, il écrivait sa vie et, comme rêvant toujours, il vient d'entrer à l'Académie Française. "Etre vaincu, faisait-il dire au personnage de *La Campagne d'Italie*, c'est très bon pour la littérature".

Mais, pour la première fois peut-être, publiant, le jour où il est reçu sous la Coupole par M. Jean d'Ormesson, *la Guerre civile* (2), il ne rêve pas et il écrit, à travers l'histoire même de sa jeunesse, le récit véridique d'un des moments cruels de la guerre franco-française qui a commencé, nous a dit Guizot dans son *Essai sur le gouvernement de la France*, avec la victoire des Francs sur les Gaulois, qui a opposé les armagnacs et les bourguignons, les ligueurs et les huguenots, les "aristocrates" et les "patriotes", et qui faisait dire à Fouché : "La France renferme deux nations aux prises l'une avec l'autre" et à Louis XVIII : "Tous nos efforts tendent à faire que deux peuples qui n'existent que trop finissent par n'en former qu'un seul". C'est au milieu des combats de cette guerre franco-française dont nous ne verrons sans doute la fin qu'avec celle de notre Histoire, que le vieux duc d'Esgrignon sortant de son balzacien *Cabinet des Antiques* pour

voir passer Charles X sur la route de l'exil, s'est écrié en 1830 : "C'est la revanche des Gaulois sur les Francs". et que Charles Maurras, condamné par la Cour de justice de Lyon, s'est écrié en 1945 : "C'est la revanche de Dreyfus".

On entend dès les premières pages de *La guerre civile, la Marseillaise* répondre au cours d'une manifestation contre la représentation d'une pièce de théâtre anticléricale au chant d'assaut des catholiques : "Nous voulons Dieu, c'est notre père - Nous voulons Dieu, c'est notre roi". On perçoit à la cantonade la fusillade du Six-Février sur le pont de la Concorde à Paris. Les étudiants en droit vendent l'organe du nationalisme intégral à la porte des églises de Rennes. Un petit brûlot maurrassien, *Combat*, où écrivent Thierry Maulnier, Claude Roy, Kléber Haedens, Jean de Fabrègues et, à la dernière page, un élève du Lycée Condorcet du nom de Jacques Laurent-Cély, se proclame anti-capitaliste et il fait la joie de tous les amateurs de révolution que la société bourgeoise secrète à chaque génération. Soudain, c'est *l'été 36* et, dans le roman de M. Michel Mohrt, il ne ressemble pas tout à fait à celui, débonnaire, qu'a décrit M. Poirot-Delpech, avec sa musique de bal populaire et la joie toute neuve des congés payés. L'été 36, c'est l'été héroïque de la défense des Cadets de l'Alcazar et de l'apostrophe cornélienne du Général Moscardo à son fils. La guerre d'Espagne élargit la guerre civile franco-française en guerre civile européenne. Mais M. Mohrt ne s'y engage pas comme le *Gilles* de Drieu la Rochelle. Il fera dire à l'un des personnages de *Mon Royaume pour un cheval* : "Il n'y a qu'un rôle que j'ambitionne, celui de témoin". M. Mohrt a choisi d'être, dans *La guerre civile*, le témoin de la vie d'Olivier du Trieux et si Olivier du Trieux lui ressemble, s'il est comme lui avocat stagiaire à Marseille en 1940, s'il prononce comme lui au cercle André Chénier, rue Pavillon, une conférence sur *les Intellectuels devant la défaite* dont il fera un livre pour prôner la nécessité d'une réforme intellectuelle et morale, il reste un peu en retrait de son héros, comme en réserve de lui-même, portant sur cet *alter ego* un regard qui, tout en l'enveloppant de tendresse, est capable de le juger. Et comme Olivier du Trieux "assiste aux événements en étranger", dans la position d'émigré de l'intérieur où depuis 1789 et, en tout cas, depuis 1830, il s'est installé, *la Guerre civile* apparaît dans ces pages dont la lecture est proposée au second, voire au troisième degré, comme un spectacle d'où l'on tire, pour en jouir amèrement, des émotions politiques et esthétiques. Ainsi, c'est avec une sorte de détachement un peu hautain, une indifférence, mais peut-être seulement feinte, que M. Michel Mohrt nous entraîne pendant l'occupation, du Marseille maréchaliste de 1940 au Vichy de 1941 qui n'est plus celui de la saison lyrique des six premiers mois de la "révolution nationale" où *l'ultracisme* de 1815 et de 1871 a ressurgi des profondeurs de la province française, mais celui technocratique et synarchique du Cercle X-Crise et de la Banque Worms, le Tout-Vichy des ambassades, des ministères et des officines clandestines, qui se presse au *Cintra* et chez *Joséphine* pour papoter autour de l'His-

toire en train de se faire ailleurs. L'avant-dernière étape de l'itinéraire de M. Michel Mohrt à travers la France à la dérive de ces années, c'est le Paris de 1943 où Olivier du Trieux se promène le long de la Seine, le journal d'André Gide sous le bras, en évoquant, de la Place Louis XVI à la galerie du Louvre et à l'Hôtel de Ville, la Saint-Barthélémy, le 21 Janvier, la Commune, toutes les dates fatidiques de l'histoire terroriste des Français. Sa dernière étape, ce sera le retour vers la Bretagne natale. M. Mohrt l'a dit dans un de ses romans où il a mis peut-être le plus secret de lui-même, *Deux indiennes à Paris* : "C'est dans son pays qu'il faut mourir".

Il ajoutait aussi bien : "C'est dans son pays qu'il faut d'abord vivre". Olivier du Trieux qui n'a pas su vivre dans son pays et qui y assista en 1945 à la véritable *fin des notables* que Daniel Halévy avait entrevue au lendemain de 1870, s'embarquera-t-il à l'extrême pointe du cap européen de l'Asie avec les autres vaincus de l'Histoire sur l'arche de Noé que, dans les années à venir, M. Raymond Abellio va mettre à flots pour traverser le Déluge ? "Je te donne rendez-vous sur le mont Ararat" lui dit un de ses camarades. Dans un monde où, spectateur plutôt que combattant de la guerre civile, il sait qu'il n'a rien à faire, dans un monde où le Drieu de *Mesure de la France* a prophétisé qu'il n'y aurait plus de nations, mais "une immense chose inconsciente, uniforme et obscure, la civilisation mondiale", il préfère disparaître. L'une des très belles pages de *La Guerre civile*, c'est celle où des profondeurs de l'abîme marin auquel Olivier du Trieux s'est livré, s'élève le chant du *Salve Regina*. C'est encore Drieu qui écrivait dans *Mesure de la France* : "Je songe à une France qui sera bientôt au ciel". *La guerre civile* de M. Mohrt que le *large* a toujours attiré, se termine non pas sur un naufrage douteux, car le corps d'Olivier du Trieux n'a jamais été retrouvé, mais, je veux le croire, dans cette aspiration, dans cette ouverture où s'engouffre une musique sublime. Elle relève d'un accent puissant la petite musique mélancolique et fine sur laquelle M. Michel Mohrt nous a entraîné dans des pages où la difficulté d'être français compose, avec l'honneur d'être fidèle à quelques valeurs supérieures, des harmonies d'une tendresse déchirante.

*
**

Si l'on consulte la liste des ouvrages de M. François Nourissier, on constate qu'après avoir publié son premier livre en 1951 à vingt-quatre ans, il se tait pendant cinq ans. Ce silence, c'est long pour un jeune homme impatient de faire parler de lui. Puis, autour des années 56-58, il donne coup sur coup quatre ou cinq livres, dont *Bleu comme la nuit*, le premier de la trilogie où il va se raconter. Il attendra cinq ans avant d'en faire paraître la suite, *Un petit bourgeois* et *Une histoire française*, les deux livres qui assurent désormais sa réputation. De 1973, date d'*Allemande*, jusqu'en 1978, nouveau silence de cinq années. M. François Nourissier n'en sort que "sur la pointe des pieds", pour revenir occuper la place à laquelle il a droit. Et c'est *Le Musée de l'Homme*. De *l'Empire des nuages* publié peu après jusqu'à ce jour où il

nous est donné de lire en même temps *La Fête des pères* et la réédition de son premier livre, il s'est encore confiné dans le silence pendant cinq ans, mais sans se laisser complètement oublier. Feuilletonniste littéraire du *Figaro magazine*, membre de l'académie Goncourt, collaborateur de journaux féminins dont la couverture de papier glacé s'orne du visage de vieillard à la barbe fleurie qu'il s'est coquettement arrangé, participant à des débats télévisés, il est devenu non seulement un "notable", selon l'expression un peu désuète qu'il se plaît à employer, mais une "vedette". Entre *l'Eau grise* et *La Fête des pères*, trente cinq ans ont passé. M. François Nourissier écrivait c'était hier, à la dernière page de *l'Eau grise* : "La vie ne rebondit pas, elle coule". D'un livre à l'autre, l'œuvre de M. Nourissier s'est composée, dans des développements harmonieux, avec l'écoulement d'une vie. Entre les temps forts et les temps faibles qui les marquent toutes deux, que de pauses, il faudrait dire de retraites méthodiquement ménagées, où celui qui avait déclaré d'emblée, en entrant à pas comptés dans la littérature : "J'ai tout à apprendre des vieillards", a su reprendre son souffle pour apparaître aujourd'hui, lui le plus délicat et le plus fragile de sa génération, l'athlète de toutes les réussites !

Lorsque M. François Nourissier a publié *l'Eau grise*, qui était-il ? Il répond lui-même dans une préface écrite en 1985 (3) : "Un bon jeune homme, marié tôt, chrétien, père d'un petit garçon, se dévouant pour les personnes déplacées". Il ajoute - nous l'avons appris depuis en lisant *Un petit bourgeois* et *Une histoire française* : "Un orphelin n'appartenant à aucun milieu, ne se rattachant à aucune tradition". Mais parce qu'il avait placé son premier livre sous l'invocation de Jacques Chardonne et parce qu'il écrivait bien, on le classa tout de suite à droite. C'était le temps où, sur les arrières de la lourde infanterie prussienne des existentialistes en déroute, les "hussards" lançaient leurs brillantes reconnaissances. M. Nourissier se défend d'avoir été des leurs. La preuve en est, dit-il, que lorsqu'il succéda à François Sentein à la tête de *la Parisienne*, jamais il n'y fit écrire Blondin, Nimier et Déon. C'est que, sans doute, contrairement à ces amateurs de révolution, à ces enfants prodiges qui gaspillaient en de folles et insolentes équipées un précieux capital de civilisation, mais n'en conservaient pas moins un pied-à-terre dans les beaux quartiers, lui qui n'était pas un héritier, il prenait trop au sérieux la droite et les valeurs de conservation qu'elle devait défendre. Dès son premier livre, dans le menu labyrinthe psychologique où il s'était engagé pour faire le compte à deux des années perdues et des indulgences gagnées dans le mariage, il manifestait un besoin d'épargne et d'ordre qui ne pouvait que le conduire, lorsqu'il aurait compris que le petit bourgeois de la banlieue Est avait mieux à faire que de rêver à devenir un grand bourgeois du VIII^e arrondissement et que le destin des *Boussardel* ne s'achève qu'en de tristes effondrements, vers le repliement sur ses lignes de force, la redécouverte de ses limites, au sens barrésien du terme, l'approfondissement de ses origines. Le pèlerinage de Verdun d'*Un petit bourgeois* (4) a été, dans cette perspective, un des grands moments de l'œuvre de M.

François Nourissier. Il imaginait être "un lorrain de fantaisie", mais il y avait du sérieux en lui. Ainsi a-t-il été ramené par la pente naturelle où la vie coule, de l'étang immobile et gris de son premier livre dans lequel se mirait ce visage mou qu'il a toujours abominé, vers cette ligne bleue des Vosges où les appels de sa race le convoquent et où son destin s'accroche, dans un flottement d'infini, à un relief dont une vie manquant d'arêtes éprouve le besoin.

Sur ce chemin, sur cette remontée en lui-même pour ressaisir et renouer les liens nécessaires à la restructuration de son être, les épreuves ne manquent pas à M. Nourissier. *La Fête des Pères* (5), ainsi nommée sans doute par dérision, sera l'une des plus marquantes. Depuis *Un petit bourgeois*, M. François Nourissier s'adresse dans presque tous ses livres à ses enfants. "Le lien de paternité est pourri", a proclamé Sartre. M. Nourissier a ressenti trop cruellement le manque de père dans une enfance abandonnée aux femmes pour ne pas s'attacher à le rétablir et à le fortifier. Mais on ne choisit pas ses enfants et il n'y a pas de fils idéal. Celui, aussi bien, dont M. François Nourissier narre les rapports jaloux avec le père, se replie dans un foyer désuni au creux d'intimités où il est insaisissable. Un père cherche son fils à travers la même zone de silence que le mari, au temps de *l'Eau grise*, avait laissé s'installer entre lui et sa femme. Le narrateur de *la Fête des pères* est un écrivain célèbre, mais il ne sait parler ni à sa femme, ni à ses enfants et il ne sait que composer des rêveries autour de la paternité comme du mariage. Ce sont ces rêveries qu'il livre au public non seulement dans ses romans, mais au cours de conférences et de débats qui donnent à M. Nourissier l'occasion de railler ces célébrations du culte dont les auteurs installés dans leur fontion de "vedettes" sont l'objet dans les cercles littéraires de province et dont ils tirent profit en faisant semblant de bailler d'ennui. Appelé en Allemagne dans la ville de B. pour une de ces cérémonies *culturelles*, le narrateur est en fait attiré dans le piège que lui a tendu une de ses anciennes maitresses, et, alors qu'il cherchait le fils qui lui échappe, c'est, en acceptant de se produire dans son rôle de héros de la paternité, que, peut-être, il trouvera une fille insoupçonnée. Mais Bérénice, fille et femme, ne pourra que prendre place à la faveur de l'ambiguïté de la situation dans le chœur des jeunes filles qui, au temps où M. Nourissier déclarait qu'il avait "tout à apprendre des vieillards", s'écriaient, en le ceignant de guirlandes, qu'"il ne vieillirait jamais". L'épreuve de la paternité se double de celle qui naît, impromptu, du souvenir où la mère et la fille confondent leur visage. Ecrivain faisant commerce des secrets de son œuvre, amant, père, le narrateur s'entend demander "quelle sorte de comédie il joue". M. François Nourissier, à la dernière page d'*Un petit bourgeois*, posait la question tout aussi nettement : En aurai-je fini un jour de mes comédies ? *La Fête des pères* montre avec éclat qu'il n'a pas fini.

*
* *

M. Michel Tournier raconte dans *La Goutte d'or* (6)

l'histoire d'un petit gardien de chèvres d'une oasis saharienne photographié un jour par une belle dame blonde sur une dune et qui, las d'attendre à chaque courrier la photo qu'on lui a promise, s'élance sur la piste vers le Nord à la recherche de la dame blonde et de l'image où il s'est laissé *prendre* et où maintenant, dépossédé de son être, il est captif. Idriss a été poussé hors de son oasis par l'atavisme nomade des grands coureurs du désert, le besoin de nouveaux espaces, peut-être, aussi, celui de gagner une vie moins chiche, mais, en réalité, il part vers le Nord incertain et hostile dans une quête dont les étapes sont Colomb-Béchar, Oran, Marseille, et le terme, Paris, pour *se récupérer*. Il emporte dans ce voyage un talisman : la goutte d'or, la *bulla aurea*, bijou du temps des Romains, symbole de liberté, qu'une danseuse sacrée lui a donnée. Elle est, dit M. Tournier "signe pur, forme absolue, l'antidote du pouvoir maléfique de l'image".

Idriss quittant son oasis saharienne pour le lointain Paris avec, pour toute fortune, sa *bulla aurea*, c'est le petit "Jean qui rit" de la Comtesse de Ségur quittant son village breton avec, dans sa poche, autre talisman, le *Manuel du parfait chrétien*, ou encore le petit Marcellin Cazes, quittant son Laguiole natal, un matin du siècle dernier avec, en main, l'écu que lui a donné sa mère et d'où sortira la brasserie Lipp. Le départ dans la vie de ces enfants, le grand voyage qu'ils entreprennent sur des routes dangereuses, c'est, qu'ils s'élancent à travers le Sahara ou qu'ils s'enfoncent dans la profonde campagne française, toujours la même aventure, une découverte et une conquête du monde. On suit le petit Idriss le long de la piste du Grand Sud où, aujourd'hui, les Land Rovers de plus en plus nombreuses se mêlent aux caravanes de chameaux, comme il y a cinquante ans, sur les routes de l'Aubrac, les premières B 14 aux troupeaux de vaches, et il arrive à Béchar où le Nord, déjà, avec ses H.L.M. de béton, dresse ses avant-postes menaçants, et, partout sur son chemin, d'Oran à Marseille, de sombres visages apparaissent, des signes inquiétants se manifestent. Il n'y a pas dans *La goutte d'or*, comme dans *Jean qui grogne* et *Jean qui rit*, un bon Monsieur Abel pour veiller en cachette sur le petit émigrant. A Marseille, dans une rue chaude, Idriss perdra et sa vertu et sa bulle d'or. Désormais, sans son talisman, il est livré à toutes les entreprises du monde moderne. Non seulement, il ne retrouvera pas la dame blonde, ni sa photographie, mais il découvre à Paris la toute puissance démoniaque de l'image : le cinéma, la télévision, les bandes dessinées, les vitrines des magasins. Il a été *pris en photo* ; il achève de perdre ce qui lui reste d'être, en figurant dans des films de publicité ou en se laissant mouler dans le plâtre pour donner, suprême aliénation, sa forme à des mannequins ; au moment où il retrouve sa goutte d'or dans la vitrine d'un bijoutier de la place Vendôme, il est en train de pilonner le pavé avec un marteau-piqueur, mais il est emporté dans le mouvement frénétique de l'engin dont il ne peut se rendre maître et la vitrine s'écrase sur lui. "Sourd et aveugle, Idriss continue à danser devant la goutte d'or avec sa cavalière pneumatique". C'est la dernière phrase du récit de M. Tournier. Elle laisse rêveur.

Il y a dans *La goutte d'or* une esquisse de sagesse traditionnelle, le recours aux signes pour tenter de conjurer le pouvoir de l'image. Idriss apprend la calligraphie dans une école du soir islamique et M. Tournier compare la calligraphie à une chorégraphie. "Les signes noirs rangés en cohortes belliqueuses, les becs dressés, les jabots enflés, les ailes recourbées, défilent de ligne en ligne, puis se rassemblent en corolles, en rosaces, en chœurs, selon une symétrie savante". Le ballet silencieux des signes de l'écriture contient-il le secret de la vie ? M. Tournier le cherche en traçant les lignes de ses livres avec la même obstination qu'Idriss. Les meilleures pages de *La goutte d'or*, beau récit tout chargé de vertus impondérables, n'en sont pas moins celles où l'auteur semble se détourner de la quête philosophale de ce secret et où il prend avec son propos les pures libertés du conteur. Ainsi, de la promenade d'Idriss avec son chameau dans Paris, des studios de Belleville où ils ont tourné un film au cimetière de Montmartre, aux abattoirs de Vaugirard et au jardin d'acclimatation. C'est un chef-d'œuvre de verve poétique et tendre, un conte d'Alphonse Daudet ou de Marcel Aymé.

*
* *

Frédéric Overbeck, le héros de *l'Amour* (7), est né à Lubeck le 3 juillet 1789, "onze jours, dit M. Dominique Fernandez, avant le déclenchement du cyclone". A trois cents kilomètres de Lubeck, à Königsberg, Kant, apprenant la nouvelle de la prise de la Bastille, va, pour la première fois de sa vie, faire à l'envers sa promenade quotidienne sur les remparts. M. Dominique Fernandez a écrit dans *L'Amour* le roman de la naissance à la vie de l'esprit de la génération des enfants de 89. Ils ont vingt ans en 1809, l'année où Napoléon Bonaparte étend sur l'Europe disloquée un semblant d'Empire. *L'Amour* est placé par M. Dominique Fernandez sous le signe astral du désordre. Révolution, Réforme, Romantisme, conjurent leurs effets dans le champ illimité que l'abolition des lois et la destruction des mœurs a ouvert aux désirs et aux ambitions de chaque homme, pour accélérer, par le déchaînement des passions, la ruine du monde civilisé. Mais c'est à la redécouverte de l'Ordre, de toutes les règles politiques, morales, esthétiques, qui régissent les sociétés que M. Dominique Fernandez entraîne sur les chemins du Sud, vers le pôle éternel de Rome, dans une grande aspiration de lumière, les jeunes gens de la génération des Vingt ans en 1809. *L'Amour* ne cherche à conjurer l'imprécision des paysages nordiques, l'indétermination de la pensée, la confusion des formes que par le recours au trait net et précis qui trace des limites et dessine des figures. Roman d'apprentissage, de formation, d'éducation, *l'Amour* est un grand et beau livre goethéen qu'il faut lire avec attention.

Il n'échapperait peut-être pas à une certaine froideur didactique si M. Dominique Fernandez n'avait soumis ses jeunes gens dans leur quête fiévreuse du Beau et du Vrai à l'épreuve de la tentation, celle d'une Perfection et d'une Pureté impossibles. A *l'indéfini*, ces jeunes gens

veulent opposer, dans leur exigence d'idéal, l'*infini*. Mais l'infini auquel il prête la figure de l'Ange, ne peut que les détourner de leur vocation terrestre, et c'est à Rome même, dans la Ville de Vérité, après avoir réussi, fuyant Vienne, à se libérer de tous les enlacements charmeurs du Baroque, qu'ils vont, à l'envers de la Lumière, dans une région d'ombre et de maléfices, être mis soudain en présence du visage ténébreux de l'Ange. C'est l'épreuve dernière sur le long chemin initiatique qu'ils ont parcouru du Nord au Sud, à travers une Europe divisée contre elle-même, pour se réconcilier avec leur esprit. Des deux jeunes gens que M. Fernandez a choisis pour servir d'exemples, l'un succombe pour n'avoir accepté aucune limitation de l'infini et s'être mesuré à l'Ange de lumière dans un combat orgueilleux, et l'autre, au contraire, tire sa victoire de la défaite même que lui inflige, dans un terrible corps-à-corps, l'Ange de ténèbres.

Frédéric Overbeck a quitté Lubeck en emportant sur son cœur la gravure de la Madone sixtine de Raphaël que sa fiancée lui a offerte. Il n'avait d'yeux que pour la Madone, l'étoile du ciel, l'idole pure. Mais sur les genoux de la Vierge, il y a l'Enfant, et Elisa lui avait demandé de ne pas l'oublier. C'est la vertu médiatrice de la Madone à l'Enfant qui le ramènera vers sa terre natale, pour se soumettre aux lois de la Vie et aux règles de la Cité. Telle est la conclusion, avec sa leçon anti-romantique, du roman de M. Dominique Fernandez.

*
* *

Il faut expliquer au lecteur ce titre étrange. *Les Mamantes* (8), ce sont les femmes à la fois amantes, mères, sœurs, les femmes tutélaires. C'est une de ces mamantes, de vingt cinq ans son aînée, que le héros du roman de M. Guy Dupré a aimée, qu'il a perdue, dont il reste le veuf inconsolé et qu'il évoque au moyen de manigances magiques dans le miroir concave où Cagliostro montra au duc d'Orléans, futur Philippe-Egalité, la tête de son ancêtre le Régent. Non seulement parce qu'il a couché avec une femme qui aurait pu être sa mère, mais parce qu'il a recours pour en faire réapparaître la figure à des recettes nécromantiques tirées des archives occultes de la franc-maçonnerie, le héros de ce livre au contenu aussi étrange que le titre, se trouve placé par M. Guy Dupré "en dehors du cours naturel des choses". Mais M. Guy Dupré, lui-même écrivain secret et hautain, ne se tient-il pas à distance de ce monde et de la littérature frelatée qui en est l'expression dans une chapelle désaffectée où il converse, à la faveur de livres rares, *Les Fiancées sont froides*, en 1953, *le Grand Coucher*, en 1982, avec les ombres de Stanislas de Guaita et du Sar Peladan, sous l'égide de Maurice Barrès ? M. Guy Dupré a réédité naguère les *Cahiers* et la *Chronique de la Grande Guerre* (9). N'est-ce pas Barrès, l'ami d'enfance du mystérieux Guaita qui a entraîné M. Dupré dans ces *Kamtchaka*, pour parler comme Léon Daudet, de fin de siècle et de bout du monde, en lui donnant le goût de ces "manifestations extrêmes de la vie" et en le conviant à ces rencontres clandestines où sont convoqués non seule-

ment Stanislas de Guaita et Joséphin Peladan, restaurateurs en 1898 de l'Ordre de la Rose-Croix, mais aussi un Paul Adam, l'auteur bien oublié de *La Force, de l'Enfant d'Austerlitz, du Soleil de Juillet*, l'ancien communard dont le général de Maud'huy faisait lire, sur le front des troupes, le matin de la bataille de la Marne, des pages ardentes exaltant le sacrifice militaire ?

Le Narrateur des *Mamantes*, fils d'un officier-chevalier des services secrets ressemblant à celui qui était le héros du *Grand Coucher*, a été initié par l'ami de son père, un diplomate suédois, Olaf Hedelius, sans doute un *fils de roi* gobinien, aux doctrines et aux rites de la Stricte Observance templière sur laquelle Axel de Fersen a greffé, à la fin du XVIII^e siècle, avec un ancêtre d'Olaf Hedelius, la Loge de la Souvenance. Dans *Le Grand Coucher*, M. Guy Dupré a pratiqué une coupe verticale dans une tranche d'histoire française où la défaite de 1870, le boulangisme, l'Affaire Dreyfus, l'action des services de renseignements recrutés dans la cavalerie, les guerres d'Indochine et d'Algérie, l'O.A.S. ont laissé des dépôts successifs. Dans *Les Mamantes*, il descend plus profondément encore dans le même puits insondable jusqu'à la rencontre des intrigues maçonniques qui, autour de Cagliostro et de la maison d'Orléans, ont voué à la mort la Reine Marie-Antoinette et à l'illégitimité la descendance de Louis XVI. Mais c'est par delà les apparentes légitimités temporelles que le Narrateur, exalté dans son effort de reconquête de la Tradition interrompue, par le sentiment d'humiliation et de frustration né de la défaite de 1940, recherche les filiations électives seules authentiques, et c'est dans cette quête enfiévrée d'un orphelin que les "mamantes", sous leurs voiles de deuil et du fond de leur miroir concave, interviennent pour assurer la continuité initiatique d'une Histoire héroïque française. Le Narrateur a choisi la "chambre-planque" où le S.R. a abrité ses secrets, pour célébrer sur l'autel des dévotions à la Patrie et à l'Amour la cérémonie de la Souvenance en faisant apparaître, à la faveur d'une page, comme blanchie par la censure, le visage de sa mère-amante. "Histoire d'hommes", disait M. Guy Dupré de son *Grand Coucher*. Histoire de femmes, aussi, que ces *Mamantes* !

Il y a dans ce livre beaucoup de complots occultes, de dossiers secrets, de filières clandestines, d'opérations thaumaturgiques inquiétantes, de têtes coupées, de spectres émetteurs de signaux. Il ne faut pas lire *Les Mamantes* comme un de ces romans noirs dont la mode a été introduite par le Romantisme venu du Nord à la faveur de la grande cassure de la continuité française. M. Guy Dupré l'a placé sous la lumière d'"une magie blanche, amoureuse et sacrée". C'est de cette lumière - le *mystère en pleine lumière*, qu'il tire toute sa puissance d'envoûtement, mais aussi, peut-être, des raisons persuasives.

*
* *

Des *Allumettes suédoises* et des *Trois sucettes à la menthe* aux *Fillettes chantantes* en faisant un détour par

la Margeride des *Noisettes sauvages*, M. Robert Sabatier a narré l'enfance et l'adolescence montmartroise du petit orphelin de la rue Labat qui lui ressemble comme un frère. Il nous ramène aujourd'hui dans un cinquième roman, *David et Olivier* (10) vers cette rue Labat, son "paradis", au temps heureux où Olivier vivait avec sa mère, la jeune et jolie Virginie, dans la mercerie du n° 73 et où il avait noué avec un petit garçon juif, David, fils d'un tailleur réfugié de Pologne, une extraordinaire amitié. *David et Olivier* s'inscrit dans la durée romanesque de l'histoire d'Olivier en tête de la série. Il faut en commencer la lecture par ce livre.

"Je me souviens de ma rue comme d'un paradis, écrit M. Sabatier en s'identifiant à son héros. Je ne peux m'empêcher d'y revenir ; d'y chercher des traces, de la faire revivre..." *David et Olivier* est la chronique de la rue Labat à Montmartre, avec ses habitants, ses bruits, ses chansons, ses bandes d'enfants, ses petits métiers, toute une saveur de petite rue un peu campagnarde sur le flanc de la colline où flotte un air léger et pur, où le père Frédéric, "le bon cabaretier" de Francis Carco, fume sa pipe devant la porte du *Lapin agile*, et où les enfants jouent dans des cabanes au milieu des orties et des chèvres. Le soir, à la belle saison, on fait le rond sur les chaises, avec les voisins, dans la rue et l'on veille en racontant des histoires comme à la campagne. Le passage d'une automobile égarée est un événement. Tout ce petit peuple de la rue Labat n'est pas coupé de ses racines rurales : il les a transplantées sur la butte en composant un village original avec des origines, des traditions et des accents divers. La rencontre de Virginie Chateaufort descendue de ses montagnes d'Auvergne et d'Isaac Zober, venu du fin fond de l'Europe centrale, est la rencontre de deux étrangers. Un sentiment se dessine entre eux, mais contenu, réprimé, refoulé par la pudeur, les contraintes sociales, les devoirs et M. Sabatier use, pour peindre ce sentiment, de touches d'une délicatesse exquise. Un autre sentiment naît, se développe librement, se fortifie entre les deux petits Olivier et David. Ils ne se comprennent pas très bien, l'un parle d'Henri IV sur son cheval blanc, l'autre de son Messie qui reviendra, lui aussi, sur un cheval blanc, et il n'y a de commun entre eux que la couleur d'une nostalgie ou d'une espérance. Mais leurs émotions se rencontrent, se mêlent, se fondent dans la participation quotidienne aux mêmes rites de l'enfance, aux mêmes explorations, aux mêmes découvertes et, lorsque le petit Olivier et le petit David, se tenant par la main pour ne pas se perdre, s'aventurent, hors des frontières de leur pays, vers le boulevard Rochechouart au Sud ou le Boulevard Ornano au Nord, ils ont l'impression de découvrir un monde étranger, et, bien vite, ils remontent vers "la rue protectrice", et ils s'élèvent jusqu'au sommet de la Butte sur la terrasse du Sacré Cœur, d'où ils peuvent apercevoir à leurs pieds l'immense Paris, celui-là même, qu'au même endroit, Jules Romains a fait apparaître, dans sa Présentation de Paris à cinq heures du Soir, au petit Louis Bastide des *Hommes de bonne volonté*. L'histoire de l'amitié et de la complicité de David et d'Olivier contient quelques-unes des plus belles pages de la littéra-

ture de l'enfance. Elle s'achève au milieu de la brume du soir, dans une rêverie partagée entre les petits garçons, sur un pont au-dessus du chemin de fer du Nord. L'adieu de David partant pour l'Amérique sur les traces de sa nation errante, (il n'aura pas eu le temps de s'enraciner dans le terroir montmartrois comme le petit auvergnat Olivier, juste celui d'avoir été le premier de la classe de Français), l'adieu de David à son ami, terrassé par le croup et isolé dans sa chambre, cet adieu à travers le rideau de macramé d'une fenêtre, c'est un moment inoubliable.

La rue Labat vers laquelle M. Sabatier nous a ramenés, plonge dans un passé où l'enfance et le bonheur ont célébré leurs épousailles, mais ouvre aussi sur des départs, des séparations, un avenir que l'ombre du malheur effleure déjà. M. Sabatier a, pour nous le laisser pressentir, quelques mots discrets, quelques allusions que la suite de l'histoire d'Olivier éclairera : ainsi la prière de Virginie au Sacré Cœur pour son petit enfant malade. La rue Labat nous conduit, par un itinéraire détourné du monde, au cœur des menaces que celui-ci accumule sur des têtes innocentes. Composé magique de tendresse et de pathétique, *David et Olivier* est un de ces livres rares qui impriment une marque dans le cœur du lecteur.

*
* *

"Le passé est un brouillon" nous dit Jean Cayrol et une fois de plus, il met, dans *Les Châtaignes* (11), ce brouillon au propre, mais il a tort d'ajouter que le passé est "un étonnement limité". Il eut mieux valu dire : illimité. En mettant au propre le brouillon du passé, M. Jean Cayrol mêle le souvenir et l'invention. Le champ de celle-ci est sans limites et quand on s'y aventure, on ne doit plus s'étonner de rien. *Les Châtaignes*, c'est l'histoire d'un adolescent qui a abandonné la maison familiale à la mort de ses parents et que Jean Cayrol suit, quand il ne le devance pas, dans les vagabondages de son existence au jour le jour. *Les Châtaignes* est le type même du récit en liberté. Il va où le vent le pousse, il n'obéit à aucun plan, il n'est soumis à aucun projet. Aujourd'hui, garçon de boutique, Léopold, demain, sera jardinier, tondeur de chiens, ramoneur, berger, marinier, Colporteur de son destin dans mille petits métiers, il en éparpille les bribes au hasard des routes où son envie de vivre libre l'entraîne. Malheureusement, chaque fois, Léopold rencontre à un carrefour, Augustin, le méchant frère, déserteur, voleur, assassin, et chaque fois sa liberté est mise en échec par une fatalité à laquelle il ne peut se soustraire. Un piège se refermera sur ce récit en liberté. Mais comme Léopold n'a voulu vivre sa vie qu'au présent, dans une succession d'instantanés, à chaque image, à chaque mot, à chaque phrase éphémère qui la composent, suffit sa joie, et c'est cette joie que, goutte à goutte, mais assez pour nous griser, le récit des *Châtaignes* distille.

*
* *

M. Roger Grenier a inscrit son récit, *le Pierrot*

noir (12), entre deux tours de manège à la foire de la Saint Martin dans une petite ville de son pays basque. Il y a eu, entre ces deux tours de manège, une guerre, une occupation, une libération, toute l'histoire d'une génération, celle que M. Roger Grenier a contée dans ses romans depuis *Les Embuscades* et *la Voie Romaine*. Une génération sans avenir, sans espérances, vivant dans l'instant présent, cherchant en vain dans le précaire et le provisoire une saveur d'éternité. Le narrateur du *Pierrot noir* se pose des questions : "Qu'est-ce que la vie ? Que vais-je en faire ?" et, à la fin, celle-ci : "Qu'en ai-je fait ?". Qu'en ont fait ses camarades ? Rien... Le narrateur conclut : "Nous avons été des vaincus de notre temps". Ils ont vécu, en effet, le temps de la défaite, mais ils avaient "des âmes de vaincus", et ils se sont laissés glisser sur la pente d'une existence sans but. Le seul élément de pérennité de ce monde qui vacille, qui bascule et qui s'enfonce lentement dans le néant, c'est la foire. "Elle semble immuable", écrit à la fin de son récit, M. Roger Grenier. Il s'en élève, dans un ciel noir où se reflète un scintillement factice de lampions, une petite musique aigrette et lancinante de manège de chevaux de bois. C'est cette lumière, cette musique qui composent la délicate et fragile harmonie de tons et de sons où nous reconnaissons toujours ce qui fait la marque de l'œuvre discrète de M. Grenier et où s'exprime en mineur le désenchantement existentiel de ceux qui ont eu vingt ans en 1940.

*
* *

"Le roman issu du flou, a écrit M. Jacques Laurent dans cet *essai sur soi-même* qu'était son *Roman du roman*, organise le flou, l'ordonne, l'érige, le conduit, mais ne le dissipe jamais, laissant toujours du jeu entre ses éléments, donc du champ pour l'intervention inconsciente du lecteur". Ajoutons : de l'auteur... Celui des

Sous-ensembles flous n'intervient dans *le Dormeur debout* (13) qu'à la faveur d'une rêverie - il préfère le mot de *rêvasserie*, où il laisse son héros, Léon - Léon Fraypoul, écrivain comme lui, transformer en souvenirs, "auquels il croit dur comme fer", un imaginaire délirant. Il le présente en ménageant le flou nécessaire au roman : "En 1937, il semble qu'il ait appartenu à une société secrète (l'O.S.C.A.R.) terroriste et fascistoïde ; en 1940, il combat dans un corps franc ; puis le voici milicien, mais, s'il faut en croire ses juges, résistant". Cet écrivain-aventurier, ce milicien-résistant, ce semble-assassin (car, s'il a commis deux meurtres, un doute plane sur les circonstances de ces crimes) joue le double-jeu. M. Jacques Laurent (*Passe-Partout*, l'ai-je appelé un jour) se glisse dans la faille de ce double-jeu pour l'élargir, y engouffrer tout son roman, y établir sa petite vitrine de farces et attrapes. Il s'est proclamé le fils de *l'Espiegle Lily* et de *Thomas l'imposteur*. *Le Dormeur debout* où il retrouve la verve juvénile du temps où il écrivait *les Corps tranquilles*, son meilleur roman, mélange, mi-badin mi-grave, très pince-sans-rire, le facétieux et le docte, le pédant et le coquin, le goût de la prestidigitacion et le besoin de mettre de l'ordre jusque dans le saugrenu. C'est une entreprise apparemment sans but, mais, véritable *fourre-tout*, à la manière dont Huet a défini le roman à son apparition, elle contient toute l'histoire de l'époque sans queue ni tête que nous vivons.

Philippe SENART

- (1) Julliard.
 (2)(6)(12)(13) Gallimard.
 (3) Stock.
 (4)(5)(7)(8) Grasset.
 (9) Plon.
 (10) Albin Michel.
 (11) Le Seuil.

Les livres de nos collaborateurs

Essais sur les partis

par Pierre Avril

Ed. Librairie Générale Droit et Jurisprudence

Les anti-monarque de la cinquième

par Jean Cluzel

Préface d'Alain Poher ; Librairie générale de Droit et Jurisprudence

La Politique

par René Pucheu

Editions Ouvrières

Le héros et l'Etat dans la tragédie de Pierre Corneille

par Michel Prigent

Ed. PUF

REGARDS SUR VIENNE 1880 - 1938

par Henri BOURBON

Parmi les événements culturels de 1986 brille d'un éclat particulier l'exposition "Vienne 1880 - 1938" organisée en Avril - Mai par le Musée National d'Art Moderne et l'ensemble du Centre Georges Pompidou. Cette exposition traite de toutes les disciplines : peinture, architecture, musique, littérature, philosophie, sciences humaines, théâtre, cinéma, photographie, urbanisme. Si, ainsi que l'a déclaré Gérard Régner, conservateur à Beaubourg, l'ambition était de réaliser une exposition d'art total reflétant le désir des artistes viennois de parvenir à "une œuvre d'art total à travers la combinaison ou la conjugaison des différents arts entre eux", la réussite est indiscutable.

En ces premiers mois de 1886, l'esprit de la Vienne fin de siècle et début de siècle, qui se voulait berceau de la modernité la plus aigüe, a fasciné Paris - un Paris d'autant plus fasciné qu'il était peu ou mal informé sur ce passé récent et voisin. Un moment important de l'histoire intellectuelle de l'Europe est présent au cinquième étage de Beaubourg ; il est raconté par des tableaux, des dessins, des affiches, des maquettes, des meubles, des objets d'art, des livres, des photos, des films, des concerts.

Les Français découvrent enfin que Vienne fut au cœur du modernisme dans les années 1900, comme l'ont été à diverses périodes Paris, Munich, Berlin, Moscou, New-York. En ce XIX^e siècle finissant et en ces commencements du XX^e c'est à Vienne que, selon Jean Clair, tout a commencé. "Tout quoi ? La *rupture* avec l'esprit classique, la philosophie classique, la psychologie classique, l'architecture classique, la peinture classique, la musique classique... Cette rupture fut nommée par ses auteurs : Sécession". La Sécession avait pris pour devise cette proclamation : "à chaque époque son art, à l'art sa liberté". Dans le même temps, un Empire multinational et mal aimé s'effondrait et lui succédait une République naissant dans les pires difficultés, une République qui devait mourir avec l'assassinat du chancelier Dollfuss par les nazis et l'Anschluss, après qu'eût échoué l'intéressante expérience socialiste de Vienne la Rouge. Une certaine société aristocratique et bourgeoise agonisait à Vienne au son du Beau Danube bleu et des valses de Strauss, inconsciente de la gravité des déchirements annonciateurs d'affrontements sanglants, tandis que le conflit entre le conservatisme et l'esprit de progrès engendrait un foisonnement d'innovations d'une richesse exceptionnelle. Quelques mots suffisent pour résumer l'effervescence inquiète et créatrice qui bouleversait la Vienne d'alors : excitation, invention, provocation, scandale... Le dramaturge et pamphlétaire Karl Kraus voyait dans ces temps exaltants et troublés "un laboratoire pour une Apocalypse" - une Apocalypse que d'au-

tres (Hermann Broch) qualifiait de "joyeuse". Les peintres Klimt, Schiele, Kokoschka, les musiciens Mahler, Schönberg, Webern, Alban Berg, les écrivains Hofmannsthal, Musil, Schnitzler, Bahr, Broch, les philosophes Wittgenstein, Weininger, Mach, le psychanalyste Freud, les architectes Wagner et Loos : autant de noms qui donnent la mesure de cet extraordinaire foyer culturel que fut Vienne en ces dernières années de l'Empire de François-Joseph. La hantise de la mort et de l'éphémère qui conduisit l'Empire austro-hongrois au suicide ou au nihilisme était l'une des faces de cette Vienne contradictoire, frivole et féconde, insolente et angoussée ; une Vienne cosmopolite dans laquelle les uns jugent aujourd'hui qu'étaient déjà posées les prémices d'un phénomène de totalitarisme, alors que d'autres sont surtout sensibles à la vitalité d'un art et d'une culture qui affranchissaient le monde du poids d'un passé sclérosant et d'un académisme laborieux. François Fejtő lui va franchement à contre-courant d'opinions communément admises lorsqu'il refuse de considérer l'Empire des Habsbourg comme anachronique, régressif et condamné à périr sous l'accusation excessive d'avoir privé un groupe de peuples de la liberté ; il n'hésite pas à avancer à propos de cet Empire austro-hongrois que ce que l'histoire détruit ne mérite pas toujours de l'être. "Si, écrit-il dans "Le Nouvel Observateur", les civilisations sont mortelles, comme nous l'enseignait Paul Valéry, certaines sont assassinées dans la fleur de l'âge, alors qu'elles portent encore en leur sein un riche avenir".

*
* *

Mais laissons ces considérations historiques et revenons à ce que nous montre le Centre Pompidou. Les salles consacrées à la modernité de l'architecture viennoise présentent un grand intérêt documentaire. Association de l'utilité et de la beauté, simplicité, élégance, sobriété, autant de qualificatifs qui définissent l'évolution et la révolution dans l'art de construire que réalisèrent Otto Wagner, Joseph Hoffman, Adolf Loos. La "sécession" est totale avec l'architecture des précédentes décennies.

Les salles de peinture consacrent l'engouement récent pour la peinture de la trinité viennoise : Gustav Klimt (1862-1918), Egon Schiele (1890-1918), Oskar Kokoschka (1886-1980).

Le sommet de l'exposition est constitué par les vingt-huit toiles de Klimt dont la personnalité et l'action constituent le plus parfait symbole de la Sécession (1). L'essentiel de son œuvre est un hymne somptueux à la gloire de la femme, de son corps et de son âme. Femmes

Schiele, artiste pathétique et anxieux, mort à 28 ans, est représenté par une quinzaine de tableaux. Sa peinture torturée, fiévreuse, d'une infinie tristesse, laisse un sentiment de fureur et de désespoir ; une peinture qui agresse et qui accuse. Ses dessins superbes atteignent à une crudité extrême et traduisent ses pulsions sexuelles.

L'affiche lithographique de Kokoschka "L'Assassin, espoir des femmes" révèle la force et la cruauté de son expressionnisme : l'homme, rouge-sang, couleur de la vie ; la femme, blanche, couleur de la mort. Ses portraits sont peints dans un style dramatique et une matière dense. L'artiste scrute impitoyablement ses modèles comme s'il voulait découvrir leurs secrets et fouiller jusqu'au plus profond de leur être.

Et puis de l'étrange Richard Geste qui peignit seulement de 1906 à 1908 et se suicida à 25 ans, on admire deux tableaux inquiétants : "Les deux sœurs", "L'homme riant". Inoubliables aussi les visions terribles d'Alfred Kublin.

Après 1920, la peinture viennoise perd de son originalité et de sa vitalité. Klimt, Schiele, Geste sont morts ; les survivants sont ternes. Kokoschka part pour Dresde, puis pour Paris, et en 1947 il prend la nationalité anglaise. Seule la littérature engendrera des œuvres de qualité et même des chefs-d'œuvre, grâce à Musil, à Roth, à Broch. La recherche philosophique continue et se renouvelle avec Reich et le jeune Popper.

*
* *

Gustav Klimt - "Judith"

sensuelles, provocantes ou pudiques. Femmes voluptueuses, sophistiquées ou perverses. Femmes lascives et érotiques. Femmes enfants. Femmes fatales. Femmes magie et femmes mystère. Femmes ondulantes ou hiératiques, enchassées, telles des idoles, dans des mosaïques chatoyantes et précieuses où chantent les ors, les bleus, les mauves, avec des motifs empruntés à Byzance, à l'Islam, au Japon.

La peinture de Klimt est ornementale, théâtrale et musicale, onirique et féérique ; le symbolisme y cotoie le naturalisme. Le style dans lequel Klimt a célébré la femme ne ressemble à aucun autre ; le non-conformisme de son inspiration et le raffinement de sa technique lui valurent les invectives de nombreux détracteurs. La femme "klimtienne" possède une originalité incomparable et envoûtante. Non moins originaux, ses paysages pointillistes qui froient l'abstraction et dont la subtile poésie ne finit pas de nous charmer.

Sous l'hédonisme et l'esthétisme complexe de Klimt percent une inquiétude et un sens tragique qui chargent son œuvre d'une dimension énigmatique. Goût des plaisirs érotiques et obsession de la mort. Eros et Thanatos...

Avec Egon Schiele et Oskar Kokoschka l'esthétisme cède la place à la violence expressionniste.

Le modèle de la modernité artistique viennoise des années 1900 appelle quelques remarques. La modernité viennoise, n'exclut pas d'autres modernités. En France la modernité s'était affirmée puissamment avec le génie de Manet. On la pressentait déjà chez Delacroix. 1863 : naissance de la peinture moderne. "Oui, observe Gaëtan Picon, à Paris, en 1863 sur la scène de la peinture quelque chose commence vraiment". 1863, c'est la date du "Déjeuner sur l'herbe". Cette modernité, elle s'est poursuivie de chefs-d'œuvre en chefs-d'œuvre avec les impressionnistes, avec Cézanne, Gauguin, Matisse, Braque, Picasso et d'autres. Les avant-gardes qui se sont appelées fauvisme, cubisme, futurisme, surréalisme ont leur place dans le vaste courant de la modernité. Et nous en demeurerons toujours émerveillés.

Henri BOURBON

(1) En 1897 Klimt fonde avec un groupe d'artistes l'Association des Artistes Autrichiens, c'est la "Sécession viennoise" ; elle fut précédée d'une Sécession munichoise et d'une Sécession berlinoise.

Bibliographie. Outre le catalogue volumineux et abondamment illustré de l'exposition et les deux numéros spéciaux de la revue "Beaux-Arts", il convient de citer quelques ouvrages qui fournissent, sur l'époque considérée, réflexions, jugements et informations très utiles : "Vienne 1890-1920" par R. Waiszenberger (Seuil), "Vienne, fin de siècle" par C-E Schorske (Seuil), "L'esprit viennois, une histoire intellectuelle et sociale, 1848-1938" par W-M Johnson (P.U.F.), "Vienne 1900, une identité blessée" par Michaël Pollak (Archives), "L'art graphique à Vienne autour de 1900" par M. Pabst (Mercure de France).

L'AVENIR DES CANAUX FRANÇAIS

par Yvan CHRIST

Il est excellent de convier les Parisiens à la Conciergerie du Palais, admirable ensemble médiéval que nombre d'entre-eux côtoient quotidiennement, mais où ils ne pénètrent que trop rarement. L'occasion leur en est donnée jusqu'au 8 juin, grâce à l'exposition qu'y organise la Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites en collaboration avec le ministère de l'Urbanisme, du Logement et des Transports.

*
* *

"Un canal... des canaux" : tel est le titre trop cocasse, tel est l'objet très sérieux de cette exposition, présentée de manière tout à fait séduisante. Aux précieux documents qui ont été réunis, s'ajoute une "promenade filmée". Je ne suis pas friand de ces spectacles audiovisuels - influence de la télévision... - dont on use et abuse au cours des grandes expositions. Celui qui est soumis à l'attention des visiteurs de la Conciergerie s'imposait. Qui plus est, il est de qualité.

Les organisateurs, au premier rang desquels on doit citer l'architecte Pierre Pinon, commissaire général de l'exposition, ne pouvaient escamoter la crise (une de plus !) qui frappe la batellerie contemporaine. Je suis trop incompetent en la matière pour gloser sur ce drame socio-économique... Le fait est qu'au siècle de la "reconversion" de toutes choses, les canaux français, qui font partie de notre richesse nationale et, par conséquent, de notre patrimoine commun, doivent être considérés avec beaucoup de gravité. Le commerce fluvial ? Il se perpétue cahin-caha, menacé qu'il est par le chemin de fer ou par le trafic autoroutier. Le tourisme fluvial ? Il est en train de naître.

Les loisirs, les loisirs calmes, sauveront peut-être nos canaux et nos rivières canalisées - un des plus anciens, un des plus importants réseaux de toute l'Europe. Face à la crise de la batellerie, le tourisme, qui est la plus fructueuse de toutes les industries françaises, devrait effectivement contribuer à la sauvegarde d'un tel ensemble de voies d'eau, né au début du XVII^e siècle et dont le siècle actuel serait impardonnable de ne pas tirer, suivant de nouvelles règles, un parti nouveau.

*
* *

Toute exposition d'importance s'accompagne désormais de ce qui est plus qu'un simple catalogue, mais une étude scientifique. C'est le cas aujourd'hui puisqu'un beau livre de plus de quatre cents pages, qui comprend autant d'illustrations en couleurs et en noir et blanc, est offert à la convoitise des visiteurs (1).

On hésite à le désigner sous le titre modeste de catalogue. Naguère ou, plutôt, jadis, un catalogue d'exposition

était un livret maniable et succinct où seule figurait la stricte nomenclature des pièces exposées, assortie d'un bref commentaire et d'une courte bibliographie. Méthode pratique au cours d'une visite. Voilà qui n'est plus de mise et on peut le regretter. Qui aurait, à la Conciergerie, face aux œuvres qui y ont été rassemblées, le courage de consulter un gros et pesant in quarto ? Qui, parmi le grand public des amateurs et des curieux, en fera l'acquisition ? Et cela est vrai pour les canaux comme pour Watteau, Renoir ou Manet...

De fait, ces "catalogues" quasi exhaustifs sont généralement doublés d'un "Petit Journal" illustré, peu coûteux, qui en est une espèce de résumé. Encore un coup, ce n'est pas un catalogue véritable, mais un commentaire "socio-culturel" du thème qui fait l'objet de l'exposition. Notre époque étant toujours en mal de réformes, mon avis est qu'il faudrait enfin rompre avec cette tradition nouvelle. Revenir au principe du catalogue descriptif et sobrement raisonné, n'excluerait nullement l'éventuelle publication d'un savant ouvrage où se déploierait, dans toute sa gloire, l'érudition des spécialistes. Réforme de bon sens : je suis persuadé qu'elle serait bien accueillie.

*
* *

Cela étant, Pierre Pinon, *deus ex machina* de l'exposition de la Conciergerie, assisté de nombreux collaborateurs, nous soumet un remarquable tableau des canaux français.

Le meneur de jeu définit très bien les quatre "voyages pittoresques" auxquels il nous convie : "*Le siècle de Sully à Colbert est celui de l'invention, (...) le siècle des Lumières est celui des projets et des systèmes, (...) le siècle de l'industrie est celui des réalisations*". Quant à notre, c'"est celui des incertitudes". Conclusion mélancolique. Qui sauvera, économiquement parlant, ce vénérable réseau d'eaux tridentaires ? C'est un des grands legs économiques de l'Ancien Régime. Il a vécu, il a tenu longtemps ; vivra-t-il, tiendra-t-il encore, en égard à l'actuelle "mutation" des choses de ce temps ? Pierre Pinon ne nourrit pas trop d'illusions : "*Il faudra promouvoir un tourisme attaché au patrimoine, intégrant les préoccupations nouvelles de l'archéologie industrielle. La mise en valeur n'est pas contournable : restaurer les ouvrages d'art, et ne pas les réparer seulement, rétablir les plantations d'alignement, réaffecter les maisons d'éclusiers ou d'ingénieurs, telles sont les tâches présentes*". Hector Malot le disait déjà dans son touchant et gentil "Sans famille" : "*Quel plaisir que le voyage en bateau !*"

L'architecte Ann-Caroll Werquin consacre précisément un chapitre du livre-catalogue à ce qui peut sauver et revivifier les canaux français. "A la bonne heure ! le

Pont-canal de Briare, 1896

tourisme” : c’est le titre de sa contribution à leur défense et illustration, du double point de vue économique et pratique. Des Britanniques, gens de tradition tout autant que de novation, en ont donné l’exemple, dès 1964, lorsqu’ils ont, en flânant, décidé de naviguer sur le vieux canal du Nivernais. “*Il est (...) étonnant que d’elle-même, la France n’avait pas pensé qu’elle détenait un abondant réseau de voies d’eau et qu’on y pouvait voyager autrement qu’en marinier*”. Au siècle de la vitesse, naviguer sur un canal, c’est rendre hommage à la lenteur - privilège royal, suivant Valéry Larbaud... Max Querrien, président de la Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, le dit très bien dans sa préface : “*Ce monde unidimensionnel (...) rassemble des éléments qui relèvent tour à tour ou tout à la fois du patrimoine architectural, du patrimoine paysager, du patrimoine ethnologique, sans parler du patrimoine littéraire et musical qu’il a fait naître*”.

D’un univers en perdition, né des techniques de l’Ancienne France, la France nouvelle, éprise d’autres “technicités”, peut faire un vivant univers touristique. Telle est la conclusion qui est formulée dans le “Petit journal” de l’exposition de la Conciergerie : “*Encore faut-il que cette revalorisation de principe s’accompagne dans les faits de la préservation du caractère poétique d’un monde resté à part et de la valeur archéologique de paysages témoignant d’une conception de l’aménagement*

ment désormais entrée dans l’histoire. Sans un tel souci, l’essor de cette vocation touristique ne manquera pas de multiplier les objets flottants et les bâtis hétéroclites, étrangers à l’esthétique rigoureuse des canaux. La plupart des responsables en la matière ont pris conscience de ce risque, et s’attachent tout autant à mettre en valeur les paysages spécifiques de la voie d’eau qu’à promouvoir un tourisme culturel ouvert sur le patrimoine moderne”.

Voilà une conclusion lucide, face à la défense d’un patrimoine multiforme que l’industrie touristique est appelée à revivifier et, si l’on n’y prend garde, à menacer...

*
**

Reste à célébrer les mérites d’une exposition inattendue et d’une étude singulière sur un des aspects les plus méconnus de notre inépuisable patrimoine national. A ceux qui n’auraient pu se rendre à la Conciergerie, je ne puis que recommander chaleureusement la consultation de l’ouvrage fondamental que l’on doit à Pierre Pinon et à ses collaborateurs : c’est un extraordinaire monument.

Yvan CHRIST

(1) Publié par la Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites en co-édition avec la maison Picard (245 F. jusqu’au 6 juin 1986, 295 F. jusqu’au 30 juin 1987).

LUCIANO PAVAROTTI : LA SAGESSE ET LA SIMPLICITÉ

par Jean-Louis DUTRONC

Le 22 décembre dernier Luciano Pavarotti était l'invité de Jacques Chancel au "Grand Echiquier" d'Antenne 2. En mai il assurera une série de représentations de la Bohème de Puccini à l'Opéra de Paris. Jean-Louis Dutronc évoque la haute figure de ce prince du bel canto.

Rien de plus trompeur que les apparences. Au physique, Luciano Pavarotti, barbu, massif, hirsute, c'est l'ogre du conte, le colosse de l'Opéra, l'Hercule aux douze notes, avec, au niveau du regard, cette lueur de tendresse, d'infinie bonté qu'on percevait à son âge chez Orson Welles, autre géant du spectacle.

Et l'on se dit : tant de kilos, tant de muscles sont à l'évidence les prémisses du Heldentenor wagnérien que le Festival de Bayreuth désespère de découvrir. Et puis Pavarotti chante. Et ce n'est pas l'emportement, le discours guttural, le paroxysme de la puissance, mais, ô stupeur, la grâce. *Tenore di grazia*. Avec un timbre moins solaire, un profil moins viril, il eût été Belmonte de *l'Enlèvement au sérail*, Don Ottavio de *Don Juan*, Tamino de *la Flûte enchantée*. Mais de Mozart Luciano Pavarotti ne retiendra qu'*Idoménée*. D'abord le fils, Idamante, à Glyndebourne en 1964, puis le père lui-même à Salzbourg en 1983. Près de vingt ans de carrière intense entre ces deux incursions. Et encore s'agissait-il d'un des

opéras italiens de ce garnement d'Amadeus.

Car Italien de naissance - il est originaire de Modène -, d'esprit - il cultive la jovialité comme un rite -, et de culture - ne voulait-il pas devenir instituteur ? -, Pavarotti reste fidèle à sa langue maternelle et redoute le français (même si Werther le démange, et qui sait un jour...). Pour le moment, à cinquante ans, c'est toujours l'opéra italien qu'il entend servir pour son bonheur et celui de ces foules qui s'entassent dans l'enceinte des Arènes de Vérone ou sur la grand-place de Modène. Et s'il se retrouva un jour dans *le Chevalier à la rose* de Richard Strauss c'était pour y tenir le rôle épisodique... du chanteur italien ! Le seul de la distribution qui n'ait pas à s'exprimer en allemand !

Cinquante ans donc. Tout juste. Combien à son âge ont conservé autant de fraîcheur dans le timbre, de limpidité dans la ligne, de sécurité dans l'aigu ? Giuseppe Di Stefano, qui fut le partenaire légendaire de Maria Callas, lui conseillera un soir, à l'issue d'une représentation de *l'Elixir d'amour* d'"ouvrir" ses aigus. Aberrant ! Pavarotti aura le bon sens de ne pas l'écouter et de ne pas remettre en cause sa technique qui lui permet d'ahurissantes prouesses. L'an passé, alors qu'il rodait le rôle éprouvant de Radamès d'*Aïda* à Vienne, il tint à assurer au cours des répétitions quatre représentations de

de New York en 68 et au Palais Garnier en 74. Rôle fétiche donc dans lequel Paris se prépare à le réentendre. Ses fans iront-ils jusqu'à imiter ceux de San Francisco qui en 1969 - toujours pour *la Bohème* - avaient revêtu des tee-shirts sur lesquels pouvaient se lire en gros caractères "I like Pavarotti" ? Ce qui est sûr c'est qu'une fois encore de peu scrupuleux personnages achèteront aux caisses de l'Opéra des places à 440 F pour les revendre au marché noir... à 2.000 F ! Ainsi les choses s'étaient-elles passées lorsque le ténor chéri de toute une faune lyrico-phile était venu chanter une série de *Tosca* en 1984. Un Cavaradossi des grands soirs il est vrai, attestant que le chanteur pouvait désormais se permettre d'élargir son répertoire.

Ce fut d'abord Riccardo du *Bal masqué* pour ses débuts aux Arènes de Vérone en 1972. On y était, troublé par cette voix ensoleillée, cette générosité de la quinte aiguë, cette discipline de la ligne de chant. Riccardo ouvrira la voie aux rôles plus corsés que petit à petit le ténor s'autorisera à inscrire à son palmarès. Rodolfo de *Luisa Miller*, Calaf de *Turandot*, Manrico du *Trouvère*, Cavaradossi de *Tosca* et finalement - en 1980 - Enzo de *la Gioconda* à Vérone et Radamès d'*Aida* à San Francisco. Que de chemin parcouru !

La Bohème à l'Opéra le 16 mai, sous la direction de Thomas Fulton, constituera un petit événement, encore qu'on puisse regretter l'absence de Mirella Freni, cette prodigieuse interprète de Mimi avec laquelle Pavarotti a gravé l'intégrale de l'ouvrage en 1972 sous la houlette de Karajan.

C'est qu'au disque le ténor s'est toujours choisi des partenaires de haut luxe : Sutherland la technicienne pour *l'Elixir d'amour*, *la Fille du régiment*, *Lucia di Lammermoor*, *les Puritains*, *Rigoletto* ; Caballé la magicienne pour *Luisa Miller*, *André Chénier*, *la Gioconda* ; Freni, la petite "sœur de lait" (comme lui elle est née à Modène en 1935), pour *la Bohème*, *Madame Butterfly*, *Paillasse*, *Tosca*.

C'est à la firme Decca que l'on doit toutes ces merveilles et bien d'autres qu'il serait fastidieux de recenser. Isolons à dessein le récent *Bal masqué* de 1985, parce que Solti, à la tête du National Philharmonic Orchestra le hausse au niveau des vraies réussites ; parce que Margaret Price, Renato Bruson, Christa Ludwig et mieux encore Kathleen Battle s'avèrent des partenaires particulièrement racés ; parce qu'enfin le rôle de Riccardo demeure pour Pavarotti autre chose qu'un détour : un aboutissement, une vocation. A tel point qu'il avouera : "Si on doit se souvenir de moi je voudrais que ce soit pour Nemorino et pour Riccardo". Pour s'en persuader il suffit d'écouter - et de réécouter - la dernière face de l'enregistrement. Y figurent l'air ultime "Ma se m'è forza perdeti" ("Peut-être la plus haute inspiration de Verdi", ajoute-t-il) et la mort du héros.

Sublimes moments transfigurés par le prince des ténors de notre fin de siècle.

Jean-Louis DUTRONC.

Luciano Pavarotti dans *Idoménée*

l'Elixir. Qu'on mesure la performance. Celle qu'oserait un danseur en alternant le Prince Albrecht de *Giselle* et l'Elu du *Sacre du printemps*. Mais en l'occurrence, Pavarotti ne quittait pas le répertoire italien.

Ses aînés avaient agi différemment. Mario Del Monaco se mit à Don José de *Carmen*, Samson et Lohengrin. Giuseppe Di Stefano à Werther, Nadir des *Pêcheurs de Perles* et Faust. Franco Corelli à Roméo, Don José et Raoul des *Huguenots*. Courageux exploits certes, mais propres à entacher leur auréole.

Pavarotti c'est la sagesse personnifiée. Pendant plus de dix ans il ne quittera pas le répertoire de légèreté, d'agilité, un répertoire rigoureusement belcantiste : de Verdi Alfredo de *la Traviata* et le Duc de Mantoue de *Rigoletto*, de Donizetti Edgardo de *Lucia di Lammermoor*, Nemorino de *l'Elixir d'amour*, Tonio de *la Fille du régiment* et Fernand de *la Favorite*, de Bellini Arturo des *Puritains*, Elvino de *la Somnambule* et Tebaldo de *I Capuleti et I Montecchi*. Enfin, pour tâter du vérisme, Rodolfo de *la Bohème* qui occupe une place bien particulière dans sa carrière. D'abord parce que c'est le rôle de ses débuts à Reggio Emilia en 1961. Ensuite parce que c'est à Rodolfo qu'il doit ses premières tournées internationales, au Covent Garden de Londres en 63, à la Scala de Milan en 65, à l'Opéra de San Francisco en 67, au Met

DISQUES

Le voyage à Reims de Rossini

L'enregistrement du "Voyage à Reims" de Rossini, paru chez Deutsche Gramophon (DG 415-498, 3 microsillons ou 2 CD) est un événement musical et discographique à plus d'un titre.

Le dernier opéra italien de Rossini fut créé en 1825 pour le couronnement de Charles X : dix voyageurs d'horizons différents ont pris la route pour assister à ce sacre, mais se retrouvent immobilisés à l'Hôtel du Lys d'Or, faute de moyen de transport. L'œuvre n'eut que quatre représentations. Elle fut retirée de l'affiche par Rossini lui-même et les partitions égarées pour être enfin retrouvées il y a quelques années.

Rossini s'est arrêté de composer avant quarante ans, alors qu'il n'avait pas atteint la moitié de sa vie. On comprend mal ce qui a pu pousser le compositeur à écarter de la gloire et de la notoriété qui lui étaient nécessairement promises, ce réel chef-d'œuvre de l'opéra. Rossini emprunta quelques passages du "Voyage à Reims" pour composer un opéra français, le Comte Ory, dont nous ne disposons d'aucune version discographique. Mais le Comte Ory ne laissait présager à la fois tant de beauté musicale et tant d'humour.

La distribution est elle aussi un événement : une dizaine de grands chanteurs dont Samuel Ramey, Cécilia Gasdia, Francisco Arraiza, R. Raimondi et Katia Ricciarelli sont venus assister au sacre de Charles X. Ils sont soutenus par le somptueux orchestre de chambre d'Europe, dirigé par le brillant Claudio Abbado.

La qualité technique de l'enregistrement et du pressage est parfaite. La prise de son est transparente et la dynamique excellente. Un grand disque à découvrir.

La femme sans ombre de Richard Strauss

"La femme sans ombre" est le septième des quinze opéras de Richard Strauss. Celui-ci l'écrivit pendant la première guerre mondiale. La forme musicale de cet opéra est un compromis entre les audaces harmoniques d'Electra (1908) et la grâce et le charme du Chevalier à la Rose (1911) ou d'Ariane à Naxos (1912).

La discographie de cet opéra n'était pas très fournie. L'ancienne version de J. Keilberth à l'Opéra de Bavière est dorénavant supplantée par l'enregistrement réalisé pendant les représentations en 1977 à l'Opéra de Vienne sous la direction de K. Böhm (DG 415-472-3 disques). Léonie Rysanek est La femme sans ombre, fille du Roi des Esprits ; James King est l'empereur, son mari. W. Berry chante le teinturier époux de Birgit Nilson, à qui la princesse veut dérober son ombre, symbole de

l'âme humaine.

Quarante ans après avoir dirigé cette œuvre pour la première fois, K. Böhm signe là une réalisation de très haut niveau. L'enregistrement public, effectué sur deux représentations, est très vivant. Il manque parfois de netteté mais, quoique réalisé il y a près de 10 ans, il laisse entendre très peu de souffle à l'audition.

3^e et 4^e concertos de Beethoven

Un disque superbe, réunit les 3^e et 4^e Concertos pour piano de Beethoven par Murray Perahia, Bernard Haitink et le Concertgebouw d'Amsterdam (CBS, IM 39 814). Le couplage est exceptionnel (près d'une heure et dix minutes de musique). Les interprètes sont remarquables. B. Haitink qui a déjà enregistré deux intégrales des concertos de Beethoven, avec C. Arrau et A. Brendel (Philips) est un grand spécialiste des concertos et particulièrement de ce répertoire. Il dirige ici l'un des plus beaux orchestres du monde. M. Perahia qui vient de terminer une excellente intégrale des concertos de Mozart (CBS), est lui aussi très à son aise dans ces concertos du tout début du XIX^e siècle, qui rappellent Mozart tout en annonçant ce que seront les grands concertos romantiques trente ans plus tard.

La justesse des tempi, l'équilibre entre le soliste et l'orchestre, la poésie des cadences font de ce disque une pure merveille. Malheureusement, si le piano est parfaitement restitué, le son de l'orchestre n'a pas la parfaite netteté que l'on attendait d'un enregistrement numérique.

Récital de musique française par Augustin Dumay

Augustin Dumay vient d'enregistrer un récital de musique française pour violon et orchestre (EMI 270-293). Il est accompagné par l'orchestre de Monte-Carlo dirigé par Manuel Rosenthal. Les deux œuvres majeures de ce récital sont le poème de Chausson et Tzigane de Maurice Ravel.

Le poème d'Ernest Chausson (1855 - 1899) écrit en 1896 est une véritable œuvre concertante qui demande une entente constante entre le soliste et le chef, parfaitement réalisé ici. Tzigane de Ravel fait surtout appel à la virtuosité et de la sensibilité du soliste Augustin Dumay.

Le reste du récital regroupe des œuvres de Fauré, Massenet, Saint Saens, Berlioz et un extrait de la Symphonie espagnole de Lalo. L'enregistrement digital très précis fait ressortir une belle sonorité du violon, bien en avant par rapport à l'accompagnement orchestral.

Marc DARMON

POÉTIQUE D'HEIDEGGER

par Jean-Yves CHEVALLIER

I- CINQ PAROLES D'HOLDERLIN

Un des premiers textes d'Heidegger sur la poésie est celui de sa conférence de 1936 dont le titre *Hölderlin et l'essence de la poésie* est tout un programme. En effet, tout ce qu'Heidegger dira de la poésie pendant les quarante années qu'il aura encore à vivre est inscrit dans ce texte proprement indicatif. Heidegger y énumère cinq paroles essentielles ou "leitmotiv" (n'oublions pas que ce terme musical est allemand) qui sont autant de propositions, autant de définitions (Sätze) de ce qui est pour le philosophe l'essentiel de la poésie.

C'est Hölderlin, "Hölderlin le poète" (Geneviève Bianquis) qui est retenu, parmi d'autres et des plus grands, comme le principal *témoin* de la poésie. Non pas nécessairement parce que son œuvre poétique concentrerait plus qu'une autre poésie - la poésie "qui se résigne mal à n'être qu'essence" (Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*) - mais plutôt parce que c'est Hölderlin qui paraît aux yeux d'Heidegger avoir dit "l'essentiel de la poésie". Il ne s'agit donc pas d'une œuvre de poésie pure, mais plutôt d'un pur poète en qui Heidegger voit justement "le poète du poète", autrement dit, le poète qui a le mieux révélé l'essentiel de la poésie et le mieux montré ce qu'était la condition du poète. "Nous n'avons pas choisi Hölderlin, dit Heidegger, parce que son œuvre réalisait comme une œuvre parmi d'autres, l'essence générale de la poésie, mais uniquement parce que ce qui forme le support de la poésie d'Hölderlin c'est cette détermination poétique qui consiste à *poématiser* expressément l'essence de la poésie. Hölderlin est pour nous en un sens privilégié le "poète du poète". (1)

Certes, il nous semble avoir déjà entendu maintes fois des propos semblables appliqués à d'autres poètes qui ont d'une certaine manière *vécu* la poésie comme une aventure singulière. Depuis que la poésie est devenue "consciente d'elle-même" (Jean Wahl), les exemples ne manquent pas d'une poésie existentielle s'achevant parfois dans la folie, le suicide ou le silence qui est une façon de se dire étranger à un monde hors duquel le poète voudrait aller "n'importe où" (Baudelaire). Or, bien qu'Hölderlin ait tout ce qu'il faut pour retenir l'attention à cet égard, lui, dont Heidegger dira de façon très émouvante "qu'il n'est pas venu au bout de la vie", ce n'est pas cet aspect romantique qu'il retiendra mais "sa détermination à dire l'essentiel de la poésie". Ce qui signifie, toutes circonlocutions cessantes, qu'Hölderlin a eu plus qu'un autre l'intelligence de la poésie. Plus qu'un autre et mieux qu'un autre, apparemment, il a *pensé* la poésie, ce qu'elle était, son essence.

La preuve en est donnée par ces cinq paroles sur la poésie qui doivent nous mettre devant les yeux "l'essence essentielle de la poésie". Elles sont présentées dans "un ordre de succession" et suivant "une connexion interne" que nous essaierons de suivre et de garder pour notre "approche" personnelle de la poétique d'Heidegger, d'après l'ensemble des textes qu'il a publiés sur la poésie.

Déjà, nous connaissons la première de ces paroles : celle qui définit la poésie comme "l'occupation la plus innocente de toutes". La poésie apparaît, en effet, comme une sorte de rêve, de jeu d'images et de mots. Elle n'a pas le sérieux de l'action. Elle est inutile et inefficace. Mais si elle est cela en tant qu'occupation-activité, il faut bien que cette activité s'exerce quelque part. Or la poésie,

cette sorte de jeu de paroles innocent, s'exerce dans le domaine du langage et avec ces mêmes paroles, qui, elles ne sont point innocentes. D'où la seconde parole essentielle qui désigne le langage comme "le plus dangereux de tous les biens" donnés à l'homme pour qu'il témoigne de ce qu'il est. La citation que fait Heidegger du passage d'une lettre du poète à sa mère, d'où sont tirées les deux premières paroles, a le mérite de résumer ce que l'on pourrait appeler à la fois la métaphysique et la théodicée d'Hölderlin et encore de nous amener à entendre tout naturellement une troisième "parole essentielle" sur la poésie.

Nous voici donc à nouveau en présence des dieux ou du Dieu qui ressemble assez à celui d'Aristote pour autant qu'il puisse être représenté en dehors de son œuvre, la Nature. Mais le génie du poète consiste précisément en ce pouvoir qu'il a de défier le divin et, pour donner une trame philosophique à ce propos, à faire passer le divin de la puissance à l'acte. C'est peut-être bien là un jeu comme "occupation" humaine. Mais c'est un jeu dangereux parce que s'exerçant dans le domaine du langage qui est aussi celui de l'être, il expose à un égarement possible dans cette *autre* partie du langage - logique - instrumentale - faite pour la communication, le calcul et où n'est pas la poésie. "L'essence du langage s'épuise dans le fait d'être un moyen de compréhension" (*Approches d'Hölderlin*, p. 47). Toutefois, si la poésie n'est pas dans le dialogue "logique", elle existe bien dans une autre sorte de *dialogue*, comme le dit la troisième parole d'Hölderlin.

*"L'homme a expérimenté beaucoup
Des Célestes nommé beaucoup
Depuis que nous sommes un dialogue
Et que nous pouvons ouïr les uns des autres".*

Par dialogue il faut entendre, selon Heidegger, l'échange spécifiquement humain d'un pouvoir-entendre et d'un pouvoir-parler. Cet échange exprime l'unité du langage et en même temps l'unité de l'homme et de l'histoire. Il y a l'histoire depuis que l'homme parle en dialoguant. C'est uniquement depuis que "le temps qui déchire" se trouve déchiré en présent, passé et avenir que subsiste la possibilité de s'unir sur quelque chose qui demeure. Un dialogue, nous le sommes depuis le temps où il y a le temps (*Approches...* p. 50). Ce dialogue humain est "historial", c'est-à-dire directement lié à l'histoire, à la différence d'"historique" qui en appelle à l'historicité. Humain, il l'est, mais tourné vers le divin : les Célestes - à la différence de la dialectique qui ne se tourne que vers l'homme. Le dialogue humain célébré par Hölderlin est en quelque sorte un concours dans la nomination des Célestes. Nous verrions là une sorte de duo musical ou de chant choral rappelant la tragédie grecque dont Nietzsche a parlé de façon inégalable. "La présence des Dieux et l'apparition du monde loin d'être la simple conséquence de l'avènement du langage en sont contemporaines. Et cela, à tel point que c'est précisément dans la nomination des dieux et dans le fait que le monde devienne parole, que consiste le dialogue authentique que nous sommes nous-mêmes" (*Approches...* p. 51).

Il faudrait ici cerner de plus près la pensée d'Heidegger et lui faire dire quelque chose qui y est implicitement contenu sans être dit. Le dialogue, en effet, est un discours (Rede) à deux voix. Ce sont voix humaines : *depuis que nous sommes*, nous les hommes, *un dialogue*. Or voici que les dieux participent eux-mêmes à ce dialogue puisqu'"ils ne peuvent venir dans la parole que si eux-mêmes nous interpellent". Ainsi les dieux sont avant l'homme et ce sont eux qui donnent le langage à l'homme pour qu'il puisse les nommer. Que cette nomination ait lieu dans une sorte de duo sacré, de dialogue éminent, cela est certes concevable, mais comment les dieux interpellent-ils l'homme ? Il faudrait pour cela que leur présence soit parlante, mais qu'elle parle dans le silence. Ce ne serait plus alors un dialogue mais une sorte de "cantate à trois voix" entre les dieux, l'homme et la parole elle-même dont nous savons effectivement qu'Heidegger la fait *parlante* : "Die Sprache spricht".

Pour nous en tenir au *dialogue*, nous supposons que la présence des dieux est parlante et qu'elle est en même temps silencieuse. Mais encore faut-il quelqu'un pour la voir ou pour l'écouter. Pour s'en étonner. Pour s'en émerveiller. Celui qui va découvrir la présence des dieux et les nommer, car cela est fondamental, ce sera justement le poète. D'où la quatrième parole "essentielle" d'Hölderlin prononcée au dernier vers du poème *Andenken* (Souvenir).

*... Mais ce qui demeure
Les poètes le fondent.*

C'est cette parole qu'Heidegger résume dans une définition : "La poésie est la fondation de l'être par la parole." (*Approches...* p. 50).

Si l'on prend soin de distinguer ou de reconnaître séparément ce qui demeure de ce qui passe, le durable de l'éphémère, on voit tout de suite l'importance du poète et de la poésie dans un monde qui ne ferait que passer, dans un temps qui ne serait qu'histoire, dans un langage qui serait pure communication. Dans cet état de choses le poète serait-il alors un surhomme ou une espèce de dieu, lui aussi, donné à l'homme anonyme et "trop humain" ? Ce n'est pas ainsi qu'il faudrait interpréter la parole d'Hölderlin, "le bienveillant", ni la pensée d'Heidegger sur cette parole. Cette pensée nous la trouverons fort à propos dans la cinquième parole essentielle d'Hölderlin sur la poésie, et que voici :

*"Riche en mérites, c'est poétiquement pourtant
Que l'homme habite sur cette terre."*

"L'homme habite en poète..." Heidegger reviendra souvent sur cette parole dont il ne cessera de sonder la profondeur. Elle l'aidera notamment à concevoir l'essence de l'homme comme celle d'un "habitant". Dès à présent nous apercevons la relation qu'il y a entre les deux paroles *fonder* et *habiter*. Il y a la même relation entre *poète* et *homme*. Et il y en avait une entre *fonder* et *nommer*. Et il y avait encore une relation antécédente entre parler et nommer puisque nommer, c'est parler pour de bon et ne se fait pas sans le risque et le danger

d'erreur. Comment donc tout cela, qui s'ordonne fort bien, peut-il constituer "l'occupation la plus innocente de toutes" ? Nous butons à nouveau sur cette parole initiale dont nous avons vu cependant qu'elle admettait un rapport avec cette autre parole sur le langage "le plus dangereux de tous les biens". Devrait-on admettre, comme semble le faire Heidegger, que le langage étant le plus dangereux de tous les biens, la poésie est l'œuvre la plus dangereuse et en même temps la plus innocente de toutes les occupations "puisque c'est à la seule condition que nous réussissions à embrasser en une seule pensée ces deux déterminations que nous concevons l'essence totale de la poésie" ? (*Approches...* p. 55).

Il faudrait dire alors que la poésie est à la fois "l'occupation la plus innocente" et "l'œuvre la plus dangereuse". La contradiction, en effet, n'est qu'apparente et superficielle. Pourquoi l'innocence serait-elle soustraite du danger ? Le poète, c'est bien connu, est exposé aux foudres des dieux. L'image de la foudre est volontiers employée par les poètes et par leurs interprètes pour illustrer leur destinée souvent aventureuse et singulière. "La clarté par trop éblouissante a jeté le poète dans les ténèbres. Est-il besoin d'autre témoignage pour attester le suprême danger de son "occupation" (*Approches*, p. 56).

Et pourtant Heidegger continue de s'interroger. Ce n'est pas par hasard qu'il a retenu comme "essentielle" la parole d'Hölderlin sur l'innocence de la poésie. On ne saurait donc nier qu'il appartient à l'essence de la poésie d'être innocente et inoffensive. Mais le cas d'Hölderlin est particulier. Selon Heidegger cette essence de la poésie appartient à un temps déterminé qu'Hölderlin avait bien aperçu, mais auquel il n'appartenait déjà plus "historialement". En effet, ce poète annonçait une poésie nouvelle pour un temps nouveau. En fondant de nouveau l'essence de la poésie Hölderlin commence par déterminer ainsi un temps nouveau. C'est le temps des dieux enfuis et du dieu qui va venir. C'est le temps de la *détresse* parce que ce temps est marqué d'un double manque et d'une double négation : le "ne plus" des dieux enfuis et le "pas encore" du dieu qui va venir. (*Approches...* p. 60).

Certes, on doit repousser la tentation de donner à cette interprétation une couleur romantique qui mettrait la poésie à l'origine de la folie d'Hölderlin. Mais ce n'est pas la poésie qui l'a rendu fou, observait justement Pierre Bertaux (*Hölderlin in le romantisme allemand*, Les Cahiers du Sud, 1937). Est-ce l'homme donc, est-ce le poète qui est devenu fou ? Distinction impossible à faire sinon cliniquement. Il n'empêche qu'Heidegger nous laisse bien entendre qu'être le *prophète* du temps de la *détresse*, avait de quoi rendre fou le poète. La poésie n'était plus alors pour lui "l'occupation la plus innocente".

Cette conclusion serait banale et un peu décevante s'il fallait l'adopter définitivement. On devrait admettre qu'Heidegger a retenu comme une parole essentielle sur la poésie, une parole qui nous induirait sinon en erreur, du moins en errance. La solution nous paraît être dans le rapprochement déjà indiqué de la première parole

"essentielle" avec la cinquième. Elle serait ainsi formulée : "*La poésie est l'occupation la plus innocente de toutes - parce que c'est poétiquement que l'homme habite sur cette terre.*"

II- L'HOMME HABITE EN POÈTE

Le langage donne la dimension de l'être configurée par ce qu'Heidegger nomme le Quadriparti, le cadre des Quatre, qui unit dans une sorte d'entrecroisement le Ciel et la Terre, les Hommes et les Dieux. Conception archaïque ? Pourquoi pas, si l'on veut bien se rappeler qu'archaïque doit être entendu dans son véritable sens qui est celui d'ancien plutôt que celui de suranné qu'on lui donne communément aujourd'hui. Conception païenne aussi ? Peut-être, mais il faut encore se souvenir que les païens dont le culte des dieux montre qu'ils ont le sens du divin, sont à leur manière hommes religieux. Comment nier qu'il n'y ait dans la méditation de la poésie où nous venons de suivre Heidegger une pensée religieuse qui n'exclut pas à son origine un sentiment dans l'*impensé* (2). Pensée religieuse qui s'oppose en maints propos à la pensée chrétienne dont Heidegger avait connu l'autorité dogmatique de par sa formation catholique et ses études de théologie (quatre semestres). Une telle formation et culture l'empêchaient, vraisemblablement, de s'accommoder du christianisme romantique de beaucoup de poètes allemands et de se satisfaire de la religion naturelle ou de la "religion dans les limites de la raison" proposées par le siècle des lumières et fort suivies en Allemagne. (3) Ce qui nous autorise, en l'occurrence, à parler de religion c'est l'évocation du divin. Quand on pose le divin comme tel, on est prêt à établir le rapport de l'homme à Dieu, même si ce rapport est négatif comme il l'est chez le Dieu d'Aristote. Le divin est alors personnifié par les dieux intermédiaires entre l'homme et le Dieu. Le Divin, c'est aussi le Sacré qui unit la nature à la parole.

... *Que le Sacré soit ma parole !*

avons nous entendu dire à Hölderlin. Et plus loin, progressant sur le chemin de la parole, nous avons noté la métaphore d'Heidegger lui-même : "la parole est la maison de l'être". Autrement dit : l'être habite chez la parole, mais comme chez lui et non comme un étranger. La *maison*, dit ailleurs Heidegger, ce n'est pas un quelconque bâtiment, c'est celui qui a été bâti pour habiter. Il faut donc, compte tenu de ce qu'il y a des bâtiments utilitaires, "fonctionnels" : manufactures, centrales diverses, autostrades etc... ramener le bâti à l'habitation et comprendre que bâtir c'est déjà habiter. Heidegger en appelle une fois de plus à l'étymologie pour déclarer qu'à l'origine *bauen* veut dire habiter, de sorte qu'"être homme veut dire être sur terre comme un mortel, habiter". De façon rigoureuse *bauen* serait plutôt cultiver qu'édifier et bien que le deuxième sens du mot soit celui qui prévaut généralement, c'est le premier qu'il importe d'entendre pour saisir que l'homme a son être dans l'habitation et penser que l'habitation est le "trait" fondamental de la condition humaine. (*bâtir, habiter, penser in Essais et conférences*, p. 173, 174 Gallimard).

Heidegger n'élimine pas, toutefois, le sens d'"édifier"

qui est peut-être compris dans celui d'habiter, mais il ne lui accorde qu'un troisième rang dans la présence de l'habitation humaine. Pour lui, l'homme édifie ou ne construit qu'après avoir trouvé son séjour sur terre et l'avoir trouvé dans sa condition de mortel. C'est-à-dire dans l'"unité originelle" que forment ensemble les Quatre. Ainsi, paradoxalement, l'homme ne bâtit qu'après avoir habité. Il a déjà son habitation quand il construit sa maison. Cette habitation, c'est le séjour qu'il reçoit dans l'être-au-monde poétique qu'est le Quadriparti. L'homme séjourne ainsi auprès des choses. Or la chose dans son être et sa simplicité de chose, n'est pas seulement un objet matériel. Elle est ce qui est de quelque manière, mais pas seulement objet pour la représentation. Elle est l'étant rassemblant ce qui constitue encore une fois le cadre des Quatre. Nous avons l'habitude de voir dans les choses des objets et d'en ramener la représentation de l'*en soi* au *pour soi*. Mais Heidegger, suivant encore son propre chemin de pensée, y voit d'abord une présence et un signe. Une présence qui fait signe. Il n'y aurait donc pas de monde sans les choses. Sans les choses le monde serait "informe et vide" au sens des premiers versets de la Genèse. Mais il y a les choses et elles sont.

Depuis toujours la pensée occidentale se représente trop pauvrement l'être de la chose "en qui elle ne voit qu'une sorte de X... inconnu auquel elle ne fait qu'ajouter ses qualités perceptibles" (La Chose in *Essais et Conférences*, p. 182). Sur ce point les philosophes pourraient se mettre à l'école non seulement des poètes, mais aussi des peintres tels que Van Gogh et Cézanne qu'aimait Heidegger.

Comme exemple du *bâtir* venant après l'*habiter*, Heidegger choisit celui du pont qu'il développe longuement et pour lequel nous ne ferons aucune difficulté à admettre qu'il constitue une *chose* appropriée à l'espace dans lequel l'homme a son habitation. "La relation de l'homme à l'espace n'est rien d'autre que l'habitation pensée dans son être". (La Chose in *Essais et Conférences*, ibidem p. 188). Une telle construction est de l'ordre de l'aménagement qui répond à la notion primordiale d'habitation, un aménagement qui respecte l'être des choses et la relation essentielle de l'être aux choses dont nous connaissons la place dans le cadre du Monde. Nous pourrions parler encore sans trahir la pensée d'Heidegger du respect de la nature qui est le don des choses à l'homme. C'est ce respect et cette considération qui sont trop souvent absents de la pensée de l'homme moderne habité par le calcul et qui construit pour construire sans penser à l'habitation. C'est seulement quand nous pouvons habiter que nous pouvons bâtir répète Heidegger. En ce sens bâtir (*bauen*) est la manifestation d'une culture qui l'a précédé. L'illustration qu'il donne de cette pensée vaut d'être reproduite textuellement car elle appartient à l'être intime du philosophe. Il s'agit de la demeure paysanne de la Forêt-Noire. Ce qui a dressé cette maison, explique Heidegger, "c'est la persistance sur place d'un certain pouvoir, celui de faire venir dans les choses la terre et le ciel, les divins et les mortels en leur simplicité. C'est ce pouvoir qui a placé la maison sur le

versant de la montagne, à l'abri du vent et face au midi, entre les prairies et près de la source. Il lui a donné le toit de bardeaux à grande avancée, qui porte les charges de neige à l'inclinaison convenable et qui descendant très bas, protège les pièces contre les tempêtes des longues nuits d'hiver. Il n'a pas oublié "le coin du Seigneur Dieu" derrière la salle commune, il a "ménagé" dans les chambres les endroits sanctifiés, qui sont ceux de la naissance et de l'"arbre du mort" - ainsi là-bas se nomme le cercueil - et ainsi pour les différents âges de la vie, il a préfiguré sous un même toit l'empreinte de leur passage à travers le temps. Un métier lui-même né de l'"habiter" et qui se sert encore de ses outils et échafaudages comme de choses, a bâti la demeure." (*Essais et Conférences*, ibidem p. 193).

A vrai dire, l'exemple était on ne peut plus heureux et Heidegger le trouvait à proximité. Mais est-il nécessaire de passer par la métaphysique ou l'ontologie pour montrer que l'homme habite avant de bâtir. L'histoire ne suffit-elle pas à le prouver ? Sans doute mais jusqu'à un certain point, répondrait Heidegger. L'histoire montre que l'homme a trouvé le lieu de son séjour avant de l'habiter dans une chose construite. Mais l'histoire ne nous dira pas comment l'homme pense son habiter, son habitation. L'histoire et l'histoire contemporaine, surtout, nous parleront bien de la question de l'habitat et encore de la crise du logement qui sévissait en Allemagne en l'année 1951 où Heidegger prononçait sa conférence *Bâtir Habiter Penser*, "mais l'histoire ne nous dira pas que la véritable crise réside en ceci que les mortels en sont toujours à chercher l'être de l'habitation et qu'il leur faut d'abord apprendre à habiter." (*Essais et Conférences*, ibidem p. 193). L'histoire ne nous dira pas comment *l'homme habite en poète*.

Riche en mérites, c'est *poétiquement pourtant*
Que l'homme habite sur la terre.
 (dichterich wohnt der Mensch)

Bien sûr cette parole ne serait pas essentielle, si "l'habiter poétiquement" désignait quelque mode d'habiter fantaisiste, extravagant ou encore pittoresque et touristique, car il s'agirait de détails visant à frapper l'imagination et dénués de consistance pour la pensée. Une parole essentielle est une parole que dit l'être. Et l'être de l'homme, c'est bien l'habiter et l'habiter avant de bâtir. Cependant l'homme "historique" a bâti et il bâtit toujours. Il n'est pas demeuré l'habitant de grottes et des forêts. Il a construit, il a construit "en dur". C'est en cela comme en d'autres activités qui caractérisent "*l'homo faber*" et font qu'il peut être dit riche en mérites. Cet homme a d'ailleurs, en principe, obtenu par son travail ce qu'il mérite. Il y a donc bien un rapport d'essence morale entre l'homme et la maison qu'il habite. Mais c'est autre chose que nous entendons dans la poésie d'Hölderlin. Ce n'est plus "riche en mérites", c'est "en poète", que l'homme habite sur cette terre.

Le poète n'aurait-il pas de mérites ? Ne travaille-t-il pas lui aussi comme tout bon artiste ou artisan ? Ne souffre-t-il pas dans la condition d'interprète du Sacré qui est sienne et qui l'expose aux éclairs et à la foudre ?

N'est-il pas non plus le Soucieux ? Ou encore le navigateur qui entreprend le long et dangereux voyage à l'étranger avant de revenir au pays natal ? (4)

En vérité, on ne saurait dénier au poète les mérites que nous résumons ici. Cependant, il faut le dire, ces mérites ne comptent pas. Ils vont rejoindre les autres mérites des autres hommes et s'ajouter aux mérites de l'homme dont on savait avant Luther que ce ne sont pas ces mérites qui opèrent le salut. Il en va de même pour le poète qui ne serait qu'un homme parmi les autres s'il se prévalait de ses mérites. On laissera donc de côté les "mérites" de l'homme qu'il soit ou non poète de son état. C'est de son être qu'il s'agit, de l'être humain, de sa condition ; et "l'habiter poétiquement" concerne tout homme en tant qu'homme et non pas seulement le poète. Du reste, il n'est pas dit que c'est le poète qui habite en poète, mais l'homme... C'est donc en dehors de tout mérite que l'homme habite sur la terre, mais il n'habite pas non plus n'importe comment. Il n'est pas jeté là. Il habite poétiquement. Et ce n'est pas le fait d'habiter sans mérite qui le rend poète. Etre poète est une chose, habiter en poète en est une autre. C'est celle-ci qui nous intéresse et que nous cherchons à déterminer parce que c'est celle-ci qu'Hölderlin le poète, déclare en une parole qu'Heidegger le penseur, juge essentielle. Et parce qu'il s'agit d'une parole essentielle, elle dira *la même chose* que ce que disent *différemment* le poète et le penseur. En effet, "poésie et pensée ne se rencontrent dans le "même" que lorsqu'elles demeurent résolument dans la différence de leur être et aussi longtemps qu'elles y demeurent". (*L'homme habite en poète* in Essais et Conférences, p. 231). Le même se distingue de l'égal parce qu'il n'est pensé qu'à partir de la différence, cette différence, que l'égal abolit. La recherche de l'égal ou du pareil (gleich, en allemand) qui semble à Heidegger comme un besoin maladif de l'homme serait de l'ordre du mérite : une occupation pleine de mérites par contraste avec l'occupation poétique "la plus innocente de toutes". Là encore les paroles essentielles d'Hölderlin sur la poésie se répondent et disent toutes profondément la même chose. C'est une satisfaction pour le commentateur ou l'interprète de le constater, mais il ne doit pas s'en tenir là, s'il veut réfléchir complètement avec Heidegger à ce que dit "en poète, Hölderlin, au sujet de l'habitation de l'homme en mode poétique". (*L'homme habite en poète*, Essais et conférences, ibidem... p. 232). En remplaçant dans leur contexte deux vers

*Plein de mérites, mais en poète, l'homme
Habite sur cette terre.*

nous entendrons le mot "mérites" dans un sens autre que celui que nous lui avons attribué tout d'abord et qui est peut-être le sens commun. L'homme *mérite* par son travail, son courage, son héroïsme même. Pensons à la plus haute distinction militaire allemande la croix "Pour le Mérite". Mais Hölderlin a parlé de l'homme dont

la vie n'est que peine

et c'est dans le climat de "pure peine" qu'Heidegger voit l'homme "s'efforcer de mériter". Mais de mériter quoi ?

un salaire, une récompense ? Non, bien sûr, la question n'est pas là. Ce que l'homme mérite dans sa peine, c'est tout simplement son être dans sa *Dimension*.

*L'homme, quand sa vie n'est que peine a-t-il le droit
De regarder au-dessus de lui et de dire : moi aussi
C'est ainsi que je veux être ? Oui.*

Telle est la question posée par Hölderlin et la réponse aussitôt donnée : *oui*. Ainsi l'homme a-t-il le droit de regarder le ciel dans l'attente sinon dans l'espérance du meilleur. Et ce faisant son regard mesure la distance du ciel à la terre et prend la mesure de sa Dimension dans laquelle il a ménagé son habitation. C'est ainsi que l'homme habite (en poète) dans l'entre-deux du ciel et de la terre. L'homme en question, ici, c'est tout homme et pas seulement le poète. Mais l'homme qui mesure la dimension de son habitacle entre ciel et terre agit toujours en poète, car dit Heidegger, "être poète, c'est mesurer." La mesure est ici parallèle à la *finitude*. La poésie est la prise de la mesure (mass-mahme) "entendue en son sens rigoureux, prise par laquelle seulement l'homme reçoit la mesure convenant à toute l'étendue de son être" (*"L'homme habite en poète"* Essais et Conférences, p. 235). Mais pouvons-nous comprendre ce propos du penseur si nous n'avons pas présent à l'esprit que "toute étendue de l'être de l'homme définit sa condition de mortel - son être pour la mort ainsi dénommé dans *sein und Zeit* - tandis que la mesure "entendue au sens rigoureux", c'est l'être même de la poésie, c'est-à-dire la divinité avec laquelle l'homme se mesure. La divinité étant puissance d'immortalité la poésie mesure la distance essentielle de l'homme mortel au dieu immortel. Dans l'habitation de l'homme il y a, comme dans la maison paysanne de la Forêt Noire, un prolongement, un espace - divin - et pour le divin. Pour Heidegger le divin manifesté par le ciel dont le regard de l'homme a pris la mesure, en poète, c'est Dieu ou le Dieu mais un Dieu qui reste inconnu. Dans le fragment du poème d'Hölderlin que cite Heidegger, cet acte de mesure est essentiel pour faire apparaître dans la dimension quatriparti le Dieu connu parce qu'il se manifeste comme tel.

*... Aussi longtemps qu'au cœur
L'amitié, la pure amitié dure encore,
L'homme n'est pas mal avisé, s'il se mesure avec
la divinité
Dieu est-il inconnu ?
Est-il manifesté comme le ciel ? C'est là plutôt
Ce que je crois. Telle est la mesure de l'homme
Plein de mérites, mais en poète, l'homme
Habite sur cette terre.*

Dieu est-il inconnu ? a demandé Hölderlin et s'il répond qu'il le croit plutôt, "manifesté comme le ciel", c'est là une "supposition" pour Heidegger qui veut que Dieu ou le Dieu en question demeure "inconnu". Pour l'auteur de *Phénoménologie et Théologie* (V. Klostermann - Frankfurt A/M - 1970), la théologie dans la mesure où elle prolonge la philosophie dans l'ordre de la pensée ne peut rien dire de Dieu, qui reste inconnu, au contraire de la théologie de type chrétien. Celle-ci est de

l'ordre de la foi (glauben) dont elle est la véritable science (Wissenschaft). Il ne s'agit pas ici d'une théologie apophantique visant à protéger l'épiphanie de Dieu (...) ni d'un agnosticisme, qui n'est que la face inversée de la théologie négative. La question n'est plus celle du rapport des attributs divins qui font entrer le divin dans un processus de thématization de l'essence divine.

La question est celle de la relation du langage qui exprime cette manifestation. Ce qui, selon Heidegger, a été jusqu'ici oublié par la théologie, c'est qu'en se manifestant Dieu se cache. Seul le dire poétique, qui maintient l'homme en présence de sa mesure, peut faire apparaître qu'en se montrant Dieu se cache, peut dire l'étranger dans le propre et imaginer l'invisible dans le visible" (Bernard Dupuy - *Heidegger et le Dieu inconnu* in Heidegger et la question de Dieu, p. 107, Ed. Grasset). Le mystère de la poésie c'est l'inconnu de Dieu. Mais l'acte poétique c'est la mesure de l'homme avec la Divinité. Elle a lieu et elle aura lieu aussi longtemps qu'au cœur de l'homme,

l'amitié, la pure amitié dure encore.

"Quand une pareille mesure a lieu, conclut Heidegger, l'homme est poète à partir de l'être même de la poésie. Quand la poésie apparaît, alors l'homme habite sur cette terre en homme, alors comme le dit Hölderlin, dans son dernier poème "la vie des hommes est une vie habitante".

Jean-Yves CHEVALLIER

(1) "Hölderlin et l'essence de la poésie", in *Approches d'Hölderlin* Gallimard, P. 43 - Henry Corbin, le traducteur, explique dans une note qu'il a choisi le néologisme **poématiser** pour traduire le verbe allemand "dichten" qui n'a pas son équivalent en français et pour "désigner cette poésis engendrant un poème."

(2) Sur la notion d'impensé voir l'ouvrage d'Henri Birault **Heidegger et l'expérience de la pensée** - Bibliothèque de philosophie - Gallimard.

(3) Pour Jean-Paul Resweber on peut penser qu'Heidegger retrouve le sens chrétien par delà les autorités". (Lettre personnelle).

(4) Cf. le poème d'Hölderlin *Andenken*.

notes de Lecture

● L'âge de travailler d'Evelyne Sullerot

Incontournable ! comme on dit, à présent, le livre d'Evelyne Sullerot, "*Pour le meilleur et sans le pire*" qui analyse les grandes mutations de la famille, en France, depuis les années 60 et envisage tant le devenir démographique que celui de l'institution familiale. Au demeurant, ce livre s'est vu couronné par l'Académie Française.

L'on ne présente pas, ici, une recension de cette passionnante étude car Evelyne Sullerot a bien voulu en développer les idées maîtresses devant le "club France-Forum" de Paris et autoriser la revue à publier le texte de cet exposé. On ne pouvait mieux rendre compte.

C'est au plus récent livre de cet auteur : "L'âge de travailler" que nous consacrons nos propos. Entourée des spécialistes de six pays européens, ayant participé au colloque "Age et activité" tenu sous les auspices du Centre Européen "Travail et Société", Evelyne Sullerot s'attache, dans ces pages, à poser la *question de l'âge* qui n'a jusqu'ici que suscité peu d'explorations.

Autrement dit, il s'agit de discerner comment les individus font face à l'obsédante question, chaque jour mille fois ou presque, lancée : "quel âge avez-vous ?". Il s'agit aussi d'évaluer les effets sur les sociétés du changement d'âge des individus, du vieillissement des populations.

Intéressante l'enquête imaginée et conduite par Evelyne Sullerot, auprès des femmes participantes aux actions de formation de "*Retravailler*" et les invitant à répondre à cette question-ci : "Imaginez ce qui se passerait si on ne demandait plus son âge à personne". Avant de lire les résultats on peut s'obliger soi-même à l'exercice ! Il en ressort que, pour la majorité des sujets, "l'âge-numéro est devenu notre identité".

Dès lors il est impensable voire traumatisant de penser que ce repère pourrait être supprimé. On aurait l'impression d'avancer sans rails !

"Une seule, sur 200, a imaginé que le droit à la retraite, si l'âge n'était plus demandé, interviendrait après une certaine durée de vie active, qui pourrait être comprise entre 30 et 40 ans, plutôt qu'à un certain âge".

Mais si presque toutes les enquêtées opinent qu'un être humain ne serait plus qu'un animal "s'il ne pensait jamais à son âge", les témoignages abondent que nos vies n'en finissent plus de s'expliquer avec notre âge : "La première fois que l'on m'a demandé mon âge, c'est lors de mon entrée en sixième. Quelle gifle pour moi !... La seconde où l'âge a compté lourd dans ma vie, c'est lorsque j'ai été présentée à ma future belle-mère... J'étais plus âgée que son fils !... Et, une autre : "Je n'ai jamais été dans mon âge"... enfant... combien de fois, j'ai entendu... "Tiens ! elle fait plus !..." Jeune fille... j'étais vexée à 20 ans de m'en entendre attribuer 15... Maintenant, je ressens mon âge, sur mes papiers d'identité, comme un handicap..."

Evelyne Sullerot ouvre là un champ de recherche nouveau, ce me semble. En définitive, on n'a jamais analysé vraiment les drames intimes que signifient les mille et une manières de ruser avec son âge. Il est rapide de les escamoter en diagnostiquant qu'ils expriment la peur de la mort. Après avoir lu ce livre-ci, on voudrait en savoir davantage. Sur le rôle de l'âge-numéro dans notre existence présente et, aussi, sur pourquoi et comment cette notion de "l'âge" a été inventée par la culture occidentale. Car, elle lui a, longtemps été propre. Plus précisément, par la "modernité", puisque pour Montaigne encore il n'y avait pas d'âge. Il n'y avait que les "saisons de la vie", comme le rappelle cette étude.

Excitantes les analyses et les réflexions sur les effets de l'âge des populations sur le dynamisme des sociétés. Assurément, une intensification de la recherche autour de ce thème s'impose du fait de la situation démographique européenne. Bientôt, en 1998, en France, "viendra le moment où la génération la plus nombreuse parmi les actifs sera celle des quinquagénaires". Ce n'est pas un scénario. C'est un fait. Il faut faire avec ! En plus "que sait-on des capacités selon l'âge ?". Sinon peu de choses du moins pas assez. D'autant que la réalité ne cesse d'évoluer puisque "les générations vieillissent moins vite... (et) que les quinquagénaires de l'an 2000 et au-delà seront en meilleure forme que ceux d'aujourd'hui". Puis-

que, non moins, il apparaît que “le vieillissement biologique et intellectuel ne suit pas pour tous le même rythme, loin de là.” L’âge-état-civil est un masque et, vraisemblablement, une source de blocage dans de nombreuses situations. Faut-il, donc, en venir à la notion d’“âge fonctionnel” ? Vaste question !

En tout état de cause, “alors que les perspectives d’un vieillissement démographique inévitable réclameraient davantage de souplesse dans le traitement des âges et une meilleure utilisation des ressources humaines, on constate que les institutions, les réglementations, les opinions, les acteurs économiques et l’évolution des techniques, par leurs influences conjuguées, tendent à rendre la situation de plus en plus difficile en concentrant la période noble et sûre de la vie de travail du plus grand nombre de gens sur une brève séquence (25-55 ans)... C’est... ce que l’on nomme aujourd’hui “politique des ressources humaines”.

D’où l’urgence pour l’entreprise, “seul organisme qui

● La crise des démocraties

Les sociétés démocratiques occidentales sont frappées depuis l’automne 1973 par une crise d’une ampleur sans précédent, crise économique et sociale, crise morale et de civilisation. Depuis l’étude importante mais souvent contestée de Michel Crozier, Huntington, Watanuki, *The crisis of Democracy*, parue à New-York en 1975, de très nombreuses analyses ont été publiées, proposant des thérapeutiques qui, si elles sont souvent radicales, sont rarement convaincantes. Du néo-libéralisme qui remet complètement en question le système de l’Etat-providence aux théories d’une société au contraire encore plus réglementée et contrôlée par un Etat omniprésent, l’on s’est trop souvent borné à l’étude des phénomènes sociaux et économiques en oubliant qu’au-delà de la crise il y a l’homme.

C’est le mérite de la commission internationale mise en place par l’*Institut International Jacques Maritain* de proposer une réflexion sur les problèmes actuels de la démocratie et son avenir, en partant d’une inspiration personaliste et des constatations que Maritain avait pu faire lui-même en son temps, dans les années 1930. Les premiers résultats ont été présentés au colloque d’Ottawa d’octobre 1982 qui a commémoré le centenaire de la naissance du grand philosophe français et viennent d’être publiés sous la direction de Jean Leca et Roberto Papini (1). Ce volume très suggestif, riche d’analyses et de réflexions justes constate une certaine tentation de remettre en question la démocratie, au nom de l’efficacité et de la “gouvernabilité” et montre les défis auxquels elle doit faire face. Il n’y a certainement pas de solution miracle et les auteurs se gardent d’en avancer, mais ils proposent une lecture profondément humaniste de la situation et croient dans les capacités de l’homme à vaincre les déficiences du système ; au pessimisme général ils opposent l’optimisme raisonné de ceux qui croient

peut déterminer sa démographie” à avoir une “politique des âges” et non plus d’obéir pour le recrutement aux “modes successives”. Notamment, la nécessité de veiller à ce qu’elle comprenne des jeunes, des gens d’âge moyen et des plus âgés, à ce qu’elle soit composée d’hommes et de femmes etc. Impossible, toutefois, ici de détailler les suggestions du livre sur ce point.

Un livre excitant. Evelyne Sullerot aime bien être semeuse de questions. Elle y réussit ici. Souhaitons qu’ainsi elle mobilise de nombreux chercheurs puisque l’âge devient terrible. Un diabolique instrument d’exclusion sociale. Même si l’on n’est pas chercheur ce livre donne à penser. Impossible de dire ou d’entendre : “Quel âge avez-vous ?” sans imaginer l’immensité de la question. Quand, donc, l’âge fit-il tant question qu’en cette fin de millénaire ?

René PUCHEU

Ed. Fayard, 1986.

en l’homme : “les motifs d’espérer ne manquent pas car jamais auparavant les hommes n’ont eu une telle capacité de planifier, de diriger et d’améliorer la qualité de leur existence ; jamais l’humanité n’a disposé d’autant de ressources intellectuelles, financières, techniques” dit le professeur Sabourin (p. 104). Mais l’homme n’a-t-il pas aussi les moyens les plus formidables pour se détruire et organiser l’asservissement de l’humanité ?

Un signe de la folie suicidaire qui peut saisir les sociétés démocratiques ne se trouve-t-il pas dans le terrorisme dont l’objectif est de détruire précisément les institutions démocratiques qui font l’objet d’un consensus général. C’est à la société toute entière qu’il s’attaque. François Furet (2) y voit la forme moderne du tyrannicide, mais là il ne s’agit pas de tuer un tyran, un chef injuste, mais d’abattre la société dominante, d’où dit-il, une “extension vertigineuse” des cibles, et l’angoisse qu’il porte en lui, car comme le remarque Philippe Raynaud, “la haine des protagonistes est plus abstraite que personnelle, et de ce fait, plus déshumanisante”. L’analyse que l’historien et le philosophe proposent, avec Antoine Liniers, un ancien dirigeant repentini de la gauche prolétarienne, se limite aux “origines intellectuelles”, à l’idéologie des mouvements terroristes européens (Fraction Armée rouge en Allemagne Fédérale, Brigades rouges italiennes) ; idéologie qui ressort confuse, sommaire, une bouillie étrange de léninisme - stalinisme - maoïsme. Le marxisme, est le père ou le grand-père de toutes ces doctrines de mort et de haine, si parfaitement opposées au personalisme. Les chrétiens séduits ou aveuglés par le marxisme feraient bien de lire le livre de Furet, Liniers, Raynaud, qui les aiderait à réfléchir sur un système de pensée qui a pu donner naissance à de telles aberrations.

Jean-Dominique DURAND

(1) Jean LECA et Roberto PAPINI, *Les démocraties sont-elles gouvernementales ?* Paris, *Economica*, 1985, 195 p.

Ont collaboré à cet ouvrage Achille ARDIGO (Bologne), Louis BAECK (Louvain), Jean LECA (Paris), Eduardo PALMA (Santiago du Chili), Roberto PAPINI (Trieste), Antonio PAVAN (Padone),

Louis SABOURIN (Montréal), Jacques VANDAMME (Louvain), Harlan WILSON (Oberlin Collège, Etats-Unis).

(2) François FURET, Antoine LINIERS, Philippe RAYNAUD, *Terrorisme et démocratie*, Paris, Fayard, 1985, 226 p.

● Les sciences dans l'histoire : interprétations et perversions

La science est-elle neutre, à l'abri des pressions et des détournements politiques ? A cette question qui a pris un poids singulier au XX^e siècle, répondent les deux derniers livres de Jacques Gadille et Régis Ladous, historiens du christianisme et Professeurs à l'Université Jean Moulin de Lyon, avec une double originalité.

La première tient à la démarche : ils sont publiés dans le cadre d'un Institut dont le siège se trouve à l'Institut Catholique de Lyon : l'Institut Interdisciplinaire d'Etudes Epistémologiques de Lyon (IIEE) dirigé par le Professeur Michel Delsol, Directeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et professeur à la Faculté Catholique des Sciences de Lyon. L'IIEE fondé en 1984 regroupe des universitaires et chercheurs représentant 8 disciplines (philosophie, biologie, histoire, théologie, zoologie, mathématiques, géologie, paléontologie) travaillant dans les universités lyonnaises, à l'Université Catholique de l'Ouest (Angers), à l'Université Laval (Québec), au CNRS, à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, au National Institute of Health (Bethesda, Etats-Unis), au Collège de France. C'est donc le moyen de pratiquer un véritable échange interdisciplinaire alors que les sciences sont de plus en plus complexes, hyperspécialisées, éclatées, dispersées. A l'opposé, trop souvent les médias ou les "vulgarisateurs" donnent dans une interdisciplinarité superficielle et confuse, faisant proliférer des extrapolations abusives, des transferts en un domaine différent et situé à un autre niveau, de notions formées, utilisées, validées dans une discipline donnée. Face à cette confusion et aux détournements qu'elle autorise, les spécialistes restent souvent passifs, soit qu'ils n'aient pas le courage d'accepter la polémique, soit qu'ils conviennent trop vite qu'il est plus facile d'écrire une sottise que de la réfuter, soit qu'ils négligent d'étudier sous toutes leurs faces les problèmes scientifiques, de plus en plus nombreux, qui relèvent de plusieurs disciplines, soit enfin qu'ils construisent leur théorie pour "se comprendre eux-mêmes" : ils utilisent alors des concepts implicites qu'ils ne se soucient pas de formuler clairement, ce qui leur interdit de les communiquer et de les expliquer. Trop souvent, en tout cas, ils ne connaissent bien que leur spécialité - quand ils ne s'en tiennent pas à un seul angle d'attaque. Et pourtant la dérive des continents, le fonctionnement du cerveau, l'évolution des espèces ou leur classification ne peuvent plus être étudiés par une méthode unique mais doivent être abordés selon plusieurs types d'analyse, de la physique de pointe à la psychologie.

L'I.I.E.E. tente de répondre à l'extension et à l'éclate-

ment des connaissances tout en luttant contre la confusion des langues et les dérapages idéologiques. Pour cela, il convient de reconnaître l'autonomie irréductible des savoirs et de retracer leurs frontières par un arpentage de plus en plus subtil et pointu. Il faut selon cet Institut renoncer à toute annexion, à toute ambition synthétique, à toute somme unifiante. Le cloisonnement de la pensée scientifique correspond effectivement à des clivages dans l'analyse du réel, et il ne saurait être question de "dépasser" ces clivages par une démarche concordiste ou un essai de hiérarchie.

Il veut affirmer sans restriction ni arrière-pensée qu'entre les disciplines liées par une entreprise commune, il n'y a ni subordination, ni parallélisme, ni accord à proprement parler sur les buts ou les conclusions ; il y a des rencontres ponctuelles, dans des complexes d'interrelations, entre des recherches qui empruntent par ailleurs des chemins divers. Ainsi l'interdisciplinarité ne peut être que lacunaire, locale et limitée ; il y faut de la modestie, et de la rigueur.

La plupart des problèmes relèvent aujourd'hui de plusieurs disciplines, mais celles-ci conservent leur autonomie : il s'agit de décloisonner, non d'annexer. Decloisonner, c'est d'abord expliciter les concepts en usage dans les différentes sciences, les définir, et les préciser ; alors seulement la communication devient possible.

Donc une démarche neuve, qui conduit à l'organisation de colloques permettant la confrontation des points de vue et à la publication d'ouvrages de haute vulgarisation. Les deux premiers sont l'œuvre d'historiens, qui, et c'est là la deuxième originalité, pénètrent dans le domaine de la "science historique".

Le volume commun de Jacques Gadille et Régis Ladous, *Des Sciences de la nature aux sciences de l'homme*, procède d'un enseignement de culture générale donné à des étudiants d'histoire et de géographie. Son apport principal est de fournir une ouverture pluridisciplinaire en montrant les rapports complémentaires existant entre les sciences de la nature et les sciences humaines (mais aussi les différences) et de mettre le lecteur en contact avec la parole des savants, des historiens des sciences, et des historiens tout court. Une première partie est consacrée aux sciences et à leur évolution depuis le Moyen Age : les sciences de la nature physique, les sciences de la vie et de l'homme, les sciences historiques, sciences de synthèse par excellence, car l'éthnologue, le sociologue, le géographe trouvent dans l'histoire

une clé moyenne de leur interprétation (1).

Le texte des auteurs est accompagné de nombreuses illustrations, planches, tableaux explicatifs et fort pédagogiques. Le souci de clarifier et d'expliquer les a poussé à le compléter d'une deuxième partie comprenant une anthologie (pp 129 - 227) avec des textes d'auteurs aussi variés que Jean Bodin, Jean Bernard, Buffon, Voltaire, Guizot, Bossuet, François Jacob..., une chronologie comparative depuis 1509 avec les rubriques suivantes : Histoire générale, Histoire des Sciences de l'Homme, Mathématiques et Sciences de la matière, Sciences de la vie (pp 231 - 260), enfin une importante bibliographie. (Cette chronologie, dans laquelle l'on peut certes regretter l'absence de quelques dates pourtant importantes, constitue un instrument de travail passionnant et de premier ordre).

Régis Ladous publie d'autre part une étude sur *Darwin, Marx, Engels et les autres* où il montre le détournement idéologique dont peut faire l'objet la science : l'époque contemporaine est trop riche d'exemples de scientifiques qui n'ont pas hésité à "oublier" les phénomènes qui les gênaient où à en inventer à leur convenance, qui, adeptes d'idéologies totalitaires ne peuvent plus voir les faits contraires à leur croyance. C'est l'histoire du détournement du darwinisme par les marxistes que conte là l'auteur dans un récit plein d'humour ; l'une des préoccupations essentielles de Marx, et qui le poussa vers Darwin, était de briser l'idée de création ; "mais si Darwin évacue Dieu ou plutôt l'intervention directe et perpétuelle d'une intelligence extérieure pour la réalisation d'un plan prédéterminé, il n'introduit pas pour autant l'idée que l'homme est la créature de l'homme" (2) (p 22) ; de plus, le "darwinisme social" évoque une "darwinisation" des faits sociaux pour justi-

fier une politique inégalitaire et antiétatique : les hommes étant inégaux par nature, la société doit se fonder sur la concurrence des forces et des facultés. Malgré son désir, il est donc difficile au marxisme d'annexer Darwin, d'où le recours à d'autres scientifiques comme Haeckel, Trémaux, Lamarck qui font plus ou moins bien l'affaire car il n'est pas aisé de faire plier une recherche scientifique sérieuse à un moule idéologique rigide. Il est frappant de voir le besoin du socialisme de se donner une forte caution scientifique, jusqu'à inventer Lyssenko qui durant un quart de siècle a pu soumettre à son autorité les hommes de science d'un demi-continent et a troublé la communauté scientifique même hors de l'URSS comme le fait remarquer le Professeur Delsol dans son avant-propos. Régis Ladous rappelle ainsi combien les sciences, peuvent être soumises aux fantaisies des idéologies totalitaires.

Deux ouvrages donc d'un intérêt essentiel.

Jean-Dominique DURAND

(1) L'observateur de la politique internationale et des problèmes économiques et sociaux du monde qu'est Thierry de Montbrial (qui est aussi mathématicien) a montré dans un livre récent l'importance de l'histoire comme clé d'interprétation : *La revanche de l'histoire*, Paris, Julliard, 1985, 199 p.

(2) Dans l'encyclique *Humani Generis*, en 1950, Pie XII affirme que la foi n'empêche pas que l'on discute de la théorie de l'évolution si la recherche se limite au corps humain qui proviendrait de matières déjà présentes et vivantes. Et, a dit récemment Jean-Paul II aux participants à un symposium international sur "Foi Chrétienne et théorie de l'évolution", la foi en la création ne gêne pas la théorie de l'évolution quand l'une et l'autre sont correctement comprises.

Jacques GADILLE et Régis LADOUS, *Des sciences de la nature aux sciences de l'homme*, IIEE, Lyon, 1984, 295 p., diffusé par la Librairie Philosophique Vrin, Paris.

Régis LADOUS, *Darwin, Marx, Engels, Lyssenko et les autres*, IIEE, Lyon, 1984, 148 p., diffusé par la Librairie Philosophique Vrin, Paris.

● Le grand dérangement de Jacques Darmon

L'affrontement remonte loin dans le temps. Comme le note Jacques Darmon, l'instauration du monopole et le développement du télégraphe ont coïncidé. Mais parce que ces relations entre l'Etat et le secteur des communications sont anciennes, elles s'avèrent inadaptées aux transformations actuelles qui se caractérisent par l'émergence d'un monde nouveau des télécommunications.

Des mutations s'opèrent dans le domaine technologique, fortes des enjeux économiques qu'elles représentent : fibre optique, liaisons spatiales, vidéo conférence... L'innovation semble sans limites. Parallèlement à l'affinement des techniques, les monopoles ou positions dominantes étaient remis en cause à la suite des politiques de dérégulation menées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Cette vaste évolution modifie le paysage technologique et économique. Le retour à la concurrence a déclenché une compétition dans laquelle la France, volontairement ou non, est impliquée. L'enjeu de cette lutte est de taille : le marché des

télécommunications.

En contrepoint de cette compétition, l'auteur met en exergue les problèmes de l'industrie des télécommunications en France et les inconvénients du "capitalisme à la Française". Cette industrie se caractérise en France par l'étroite imbrication entre les entreprises et l'administration, la DGT (1) étant le partenaire quasi-unique et donc indispensable. L'impulsion administrative a certes permis la généralisation du téléphone qui a bénéficié au secteur industriel. Mais les logiques administratives et les nécessités économiques sont rarement en accord parfait. D'où de multiples "occasions perdues" parmi lesquelles Jacques Darmon fait figurer la télématique (télécopieur, minitel), la télévision par câble, trop encadrée, ou la politique spatiale. La cause : l'omniprésence économique et politique de la DGT. Le capitalisme à la française est, en effet, fondé sur cette relation ambiguë avec l'administration faite de privilèges et de dépendance. Les habitudes acquises du passé sont toutefois remises en cause

par l'évolution internationale. L'auteur les dénonce avec une vigueur démonstrative. Une "industrie malade de l'Etat", tel est son bilan.

Dans sa deuxième partie, le livre se démarque avec bonheur des "dérapages" auxquels ont pu donner lieu certaines visions libérales par trop absolutistes. Les remèdes ne sont pas aussi simples. Réaliste dans la critique, l'auteur reste réaliste dans les solutions qu'il avance.

L'évolution qu'il estime indispensable passe par une désétatisation, sous la forme d'une Société Française de Télécommunications. L'autonomie de cette dernière vis-à-vis de l'Etat lui permettrait d'introduire des critères d'efficacité économique dans la gestion. La concurrence est le deuxième terme de l'analyse. Mais cette concurrence doit tenir compte de la taille de la France. Par exemple le réseau téléphonique de base ne peut que rester un monopole selon l'auteur. Obligation serait faite en outre de simplifier les techniques juridiques, de clarifier les rapports entre la S.F.T., les entreprises et l'Etat, afin d'éviter la reconstitution d'une position dominante abu-

sive. L'Etat, devant être un arbitre, il lui faudrait rompre les liens qu'il entretient avec cette industrie. L'autonomie de gestion est un préalable indispensable à toute amélioration économique.

Demain passe donc, selon l'auteur, par la concurrence internationale. A cette fin, la coopération européenne semble indispensable.

L'ouvrage de Jacques Darmon expose donc les choix nécessaires dans le domaine des télécommunications. Il fournit une explication simplifiée et claire des principales évolutions technologiques actuelles. En abordant les questions des rapports entre l'Etat et l'Economie, de la conciliation des nécessités juridiques et des impératifs industriels, il ne peut manquer de susciter une réflexion générale.

Olivier LE GALL

Edition J.C. Lattès

(1) La Direction Générale de Télécommunications (165.000 personnes).

REVUE DES LIVRES ETRANGERS

● Minorités et démocratie

La question de l'intégration des minorités, du risque que fait courir à la démocratie la marginalisation de couches entières de la population, du défi que représente tout à la fois une égalisation des chances et le respect des différences, la problématique, si l'on veut, de la présence des minorités et du consensus démocratique, a fait l'objet, ces dernières années, d'une abondance d'ouvrages, dont la tonalité et les préoccupations spécifiques varient grandement d'un pays à l'autre. Nous mentionnerons aujourd'hui quelques livres qui examinent le cas de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, des Pays-Bas et des Etats-Unis.

GRANDE-BRETAGNE

La Grande-Bretagne est certainement tout à la fois le pays qui a le plus étudié les conditions de vie des diverses minorités ethniques présentes sur son territoire, qui compte proportionnellement le plus grand nombre de recueils de données et d'excellentes analyses, et l'un de ceux qui enregistre, dans la Communauté Européenne, les plus grandes difficultés à leur assurer un statut adéquat et leur insertion dans les activités démocratiques. Parmi les études sur les conditions d'existence de ces minorités, on notera particulièrement celles du "Policy Studies Institute". (1) On estime à environ 2,2 millions de personnes la population originaire du "New Commonwealth", composée presque entièrement d'Asiatiques (près de 60 % du total) et de Caraïbéens (près de 40 %). Les études du PSI analysent en détail la persistance des difficultés qu'elle rencontre dans le logement, la maîtrise de la langue, l'éducation, l'emploi surtout.

Difficultés et discriminations notées également par un organisme officiel comme la "Commission for Racial Equality" (2), et dont l'aspect le plus préoccupant est sans doute le manque de confiance envers les institutions publiques, la police notamment. Le caractère conflictuel des rapports avec la police avait été examiné par un rapport qui a fait date, celui de Lord Scarman sur les événements de Brixton, en 1981. (3) On sait que les études et les recommandations effectuées alors n'ont pu empêcher une nouvelle flambée de violences raciales, en octobre 1985, non seulement à Brixton mais aussi à Pekham, Tottenham, Birmingham Handsworth, Toxteth. Une défiance renforcée par celle existant dans la représentativité et la compréhension de l'appareil judiciaire, malgré les réels efforts accomplis dans ce domaine. (4) Par ailleurs, les violences raciales ne se limitent pas à l'affrontement avec la police, elles peuvent aussi devenir des affrontements entre communautés, entre les jamaïcains et certaines nationalités asiatiques moins affectées par le chômage, comme les derniers événements l'ont illustré.

Violences raciales, mais aussi, tout simplement, attaques initiées par la fraction marginalisée de la population blanche. Un rapport du ministère de l'intérieur de 1981 concluait : "Dans tous les endroits où nous nous sommes rendus on nous a signalé des violences raciales, des abus, des persécutions... En de nombreux endroits il nous a été signalé que les familles asiatiques avaient trop peur pour quitter leur logement le soir afin de se rendre dans les principaux centres commerciaux en ville en fin

de semaine lorsque des bandes de jeunes skinheads se rassemblent... En termes absolus, le nombre des attentats raciaux a augmenté." (5) Problème de violence que manifeste également le hooliganisme, dans lequel les sociologues aperçoivent non seulement une conséquence du chômage et de la marginalisation des centres industriels, mais aussi l'exacerbation d'une culture qui valorise les démonstrations de machisme et la forte consommation d'alcool. (6) Le hooliganisme a, de fait, partie liée avec l'extrême-droite prolétaire anglaise, dont l'impact politique reste marginal mais dont la signification sociale est forte - encore que l'extrême-droite ne soit pas la seule mouvance, en Angleterre, à s'adonner à la violence. (7)

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

À notre connaissance, l'Allemagne consacre moins d'études à ses minorités ethniques que ne fait l'Angleterre. (8) Il arrive qu'on s'inquiète de l'expansion du fondamentalisme au sein de la population turque ou qu'on prête attention à l'encadrement imposé par les trop fameux Loups Gris. Mais le défi à la démocratie, la question de la marginalité restent par excellence le fait de l'extrémisme proprement politique, sur lequel, à l'inverse, les ouvrages, rapports et revues surabondent. (9) Un extrémisme qui attire surtout les moins de vingt-cinq ans - ceux qui restent actifs après cet âge ont de sérieuses chances de se "professionnaliser" -, toujours divisé, tant à gauche qu'à droite, en de multiples groupuscules, encore que la popularisation d'un certain "strasserisme" (mélange instable d'antiaméricanisme, antisoviétisme, antisémitisme, apologie de l'action violente) puisse fournir un certain terrain d'entente. (10)

Il en va différemment aux Pays-Bas, où les études consacrées à la vie des minorités et au "racisme au quotidien", notamment sous l'égide de la Fondation Anne Franck, sont nombreuses - études souvent moins scientifiques et plus engagées que celles qu'on peut trouver en Angleterre, mais riches de réalité vécue. (11) Moins intéressantes nous semblent en général les études consacrées à l'extrémisme politique. (12)

ETATS-UNIS

Le problème des minorités se pose bien entendu en des termes différents aux Etats-Unis et en Europe. Cela dit, l'expérience que nous renvoient les premiers est pour nous d'une grande importance : voilà une nation qui, en 1790 encore, était à 90 % anglaise et écossaise, à 99 % protestante, qui faisait explicitement de cette unité ethnique et religieuse sa raison d'être - et qui est devenu l'exemple de la démocratie fondée sur la préservation des pluralismes. Cela non pas grâce aux théories politiques qui y prédominaient - bien plutôt malgré elles -, mais de la façon la plus pragmatique. L'accueil des nouveaux arrivants (8 millions entre 1840 et 1880, 23 millions entre 1880 et 1930), la destinée des différentes minorités, les conséquences de cet état de fait sur la structure politique sont retracés dans la série de courts volumes tirés de la grande "Harvard Encyclopedia of American Ethnic Groups". (13)

Les difficultés présentes, les failles dans l'égalisation des chances sont exposées dans le "Minority Report" (14). Cela dit, à la "fièvre ethnique" des années soixante a succédé un certain scepticisme quant à l'authenticité de la préservation des identités (l'appartenance ethnique n'est-elle pas devenue une "forme vide" ?) et à la pertinence de ce critère pour l'analyse des situations sociales. Les traits attribués à chaque minorité comme leurs prétendus échecs ou réussites peuvent souvent être ramenés à des caractéristiques de strate ou de classe, prétend ainsi Stephen Steinberg. (15) L'un des intérêts de l'ouvrage est de retracer et de faire partiellement revivre la théorie du "melting pot" (contact, accommodement, assimilation de surface et amalgamation finale des différents segments culturels et ethniques) forgée par l'école sociologique de Chicago aux alentours de 1910 - Chicago où 70 % de la population était alors d'origine immigrée et où plus de vingt nationalités étaient alors représentées en nombre significatif...

Benoît VERMANDER

(1) Colin Brown, *Black and White Britain, the Third PSI Report*, Londres, Heineman, 1984.

Runymede Trust Bulletin : "Race and Immigration".

(2) Commission for Racial Equality, *Annual Report*, 1984.

(3) Lord Scarman, "The Brixton Disorder 10-12 April 1981", 1981.

(4) M. King, C. May, *Black Magistrates*, Londres, the Cobden Trust, 1985.

(5) Home Office Study Group, *Racial Attacks*, 1981.

(6) J. Williams et al, *Hooligans Abroad*, Londres, Routledge et Kegan, 1984.

(7) La meilleure étude, à réactualiser : J. Tomlinson, *Left, Right, the March of Political Extremism in Britain*, Londres, John Calder, 1981. Une revue, "Searchlight", est spécialement consacrée à l'étude de l'extrémisme de droite. Sur l'extrême-droite également, mais pas seulement sur la Grande-Bretagne (très documenté) : P. Wilkinson, *The New Fascists*, Londres, Pan Books, 1983.

(8) Voir cependant W. Bodenbender, *Die politischen und gesellschaftlichen Rahmenbedingungen des Ausländerpolitik*, Bonn, Bundesministerium für Arbeit und Sozialordnung, 1982. Et l'étude et la bibliographie de Stephen Castles, *Here for Good*, Londres, Pluto Press, 1984.

(9) Revue "Innere Sicherheit".

Rapport annuel : "Bundesverfassungsschutzbericht".

P. Dudek et H.G. Jaschke, *Rechtsextremismus in der Bundesrepublik*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1984.

(10) Evolution analysée dans le "Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur la montée du fascisme et du racisme en Europe" du Parlement Européen (Rapporteur : D. Evrigenis), 1985.

(11) Philomena Essed, *Alledaags Racisme*, Feministische Uitgeverij Sara, 1984.

Anne Franck Stichting, *Buurtactiviteiten*, 1984.

(12) Voir cependant : Anne Franck Stichting, *Oud en nieuw fascisme*, Amsterdam, 1981, et, du même institut, *The Extreme Right in Europe and the United States*, Amsterdam, 1985 (extrêmement pratique mais quelquefois à rectifier).

(13) Notamment M. Walzer et al, *The Politics of Ethnicity*, Harvard U.P., 1982.

(14) L.W. Dunbar (ed), *Minority Report*, New York, Pantheon Books, 1984.

(15) Stephen Steinberg, *The Ethnic Myth*, New York, Atheneum, 1981.

Une certaine idée de la femme

par Etienne BORNE

Simone de Beauvoir vient de quitter ce monde, six ans après Jean-Paul Sartre. En même temps que leur couple illustre disparaît derrière le coteau, s'éloigne toute une époque dont ils avaient exprimé avec brillance et brio bien des apparences et qui avaient jeté ses derniers feux parmi les véhémences théâtralement dramatiques de mai 68. Professant que penser c'est dire non, il a été, décennie après décennie, la figure même de la contestation. Disciple inconditionnelle, douée d'un rare talent pédagogique qui mettait en formules claires et à l'air paisible les dialectiques subtiles et les provocations du penseur, elle était l'institutrice de la révolte, la catéchiste de l'insurrection.

Les rumeurs n'ont cessé de répéter que Beauvoir a été l'apôtre le plus éminent du féminisme, et grâce au "Deuxième sexe" la condition de la femme, arrachée à un esclavage ancestral, aurait enfin abordé aux rivages de la libération. Certes Beauvoir a dénoncé avec une belle vigueur les formes d'exploitation grossières ou raffinées dont la femme a été longtemps et est encore la victime, mais elle a eu dans ce combat bien des précurseurs, hommes ou femmes, et sa véritable originalité est ailleurs, dans l'idée qu'elle se fait de la femme, et qui doit tout à la pensée sartrienne.

Beauvoir fait d'abord le ménage avec un irrésistible entrain. A la poubelle toutes les idées reçues sur la femme, les matérialistes qui réduisent la femme à sa vérité physiologique, "tota mulier in utero", comme les spiritualistes qui la haussent à l'idéalité de "l'éternel féminin". La femme n'est libre que si elle est capable de s'inventer elle-même, en balayant tous les concepts, ordinairement fabriqués par les mâles et qui sont autant de préjugés aliénants. Le plus grand ennemi de la femme plus encore que l'homme dont elle est "le prolétaire", c'est une idée a priori de la féminité, sur laquelle la femme singulière aurait à régler ses mœurs et jusqu'au train de ses pensées. A balayer, comme obscène, le trait de Rimbaud sur la femme "monceau d'entrailles, pitié douce" qui, prétendant enclore le destin de la femme, constitue un insupportable attentat à sa liberté. Tel est, en effet, le sens du mot fameux : "On ne naît pas femme, on le devient".

Une idée de la femme, qui rend suspecte toute idée de la femme jugée aliénante, telle est paradoxalement l'idée de la femme à quoi se ramène le féminisme de Beauvoir. Corollaire immédiat du thème sartrien, selon lequel l'existence, c'est-à-dire le surgissement d'une subjectivité libre précède l'essence, c'est-à-dire tout concept qui enchaînerait cette liberté à quelque définition que ce soit. Pour cette philosophie du libre-arbitre pur et absolu, l'être humain, femme ou homme, ne saurait avoir ni nature ni vocation - autant d'essences arbitraires et tyranniques. Une telle liberté, vide et vaine, ne se concrétise que dans la négation, si bien que, puisque tout consentement est suspect, c'est dans le refus, refus du mariage, refus de la maternité, que cette liberté, trouvera le mieux sa figure sans figure. "Qui refuse tout destin subira le pire des destins". Le mot terrible de Hegel peut trouver ici un commencement d'application.

A repousser orgueilleusement toutes les fatalités, on les pro-voque à revenir en foule. La femme du féminisme absolu se veut indépendante de l'homme. Et peu de femmes ont dépendu d'un homme autant que Simone de Jean-Paul. Sartre était Sartre avant Beauvoir. Il a fallu la rencontre avec Sartre pour que Beauvoir devint Beauvoir. Sartre était plus nécessaire à Beauvoir que Beauvoir à Sartre. Lui était le créateur, elle la vulgarisatrice. Inégalité foncière.

Beauvoir détestait le conjugal, ses rites et ses œuvres. Au nom de l'amour libre. De peur d'être prise aux pièges de la nature et de la société, elle rejetait comme une servitude toute dépendance instituée à l'égard d'un modèle. Et pourtant sa vie de couple, capable, et c'était une fortune unique, de se donner le monde l'un à l'autre par l'intelligence, les rencontres, le voyage, a seulement ajouté un chapitre bien coloré au livre toujours réécrit des misères et des grandeurs de la vie conjugale. Suffisance et insuffisance du couple. Le problème des autres jamais bien résolu. Une fidélité majeure d'habitude et de serment, traversée d'infidélités dites "contingentes", qui prenaient souvent l'allure trop attendue du libertinage mondain ou de l'adultère bourgeois. Du déjà vu, du déjà entendu, du trop connu. Cet absolu de liberté hante des chemins mille et une fois battus. Pourquoi nous annoncer alors que l'homme et la femme et le couple étaient à réinventer ? Il doit bien y avoir, faisant la nique à l'existentialisme, des essences qui, incontournables précèdent et orientent les existences.

La femme gardienne du foyer, mythe trop bourgeoisement chrétien pour n'être pas aussi ridicule que haïssable. Et pourtant Simone a été au long d'un demi-siècle la vigilante gardienne de ce trésor commun qu'était la pensée de Sartre et qu'il fallait maintenir, dans sa pure agressivité, à l'abri des contaminations du siècle. Vestale jalouse, Beauvoir savait entretenir un climat de méfiance à l'égard d'amis philosophiquement trop doués, un Camus, un Merleau-Ponty qui auraient pu ouvrir à Sartre des voies hérétiques. Et lorsque sur le tard, trop tard, Sartre entreprit une révision de sa philosophie sous l'influence d'amis juifs qui lui faisaient découvrir la sorte d'espérance contenue dans la loi de Moïse, Beauvoir, irritée et désespérée comme une épouse trahie, mit douloureusement sur le compte de la sénilité ce manquement de Sartre à Sartre, c'est-à-dire au Sartre de Beauvoir, le seul digne de penser et de vivre.

Simone de Beauvoir a été prodigieusement extraordinairement femme. Sa vie témoigne pour cette idée de féminité qu'elle rejetait pour raisons théoriques. "J'étais sûre que rien de mal ne pouvait me venir de lui sauf s'il mourrait avant moi". Admirable cri d'amour et de foi toute conjugale qui ne pouvait être poussée que par une femme. La manière dont Simone de Beauvoir a maintenu cette fidélité à un homme, en même temps qu'à une pensée aride et désolée, ne manque pas de grandeur. Depuis la mort de Sartre, comme morte en esprit, elle n'était plus que l'apparence d'elle-même. Absolu de passion qui donne en effet une certaine idée de la femme.